



ASIE DU SUD ET DE L'EST

rapport régional

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Publié en 2003 par
Institut de statistique de l'UNESCO
C.P. 6128
Succursale Centre-ville
Montréal, Québec, H3C 3J7
Canada

Conception graphique : Maro Haas, Le Pré St Gervais France
Graphiques : SEP, Nîmes France
Impression : Organisation de l'Aviation Civile
Internationale, Montréal
Crédits photographiques : UNESCO/D. Roger

Ref: UIS/AP/03-01

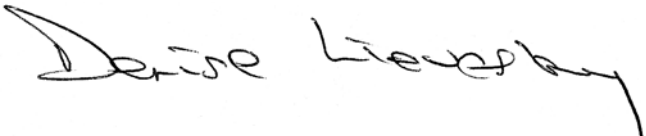
© Institut de statistique de l'UNESCO 2003

L'un des principaux moyens qui permettent d'atteindre les objectifs du XXI^e siècle consiste à dispenser l'éducation pour tous en garantissant un système éducatif équitable, efficace et effectif. Les statistiques et les indicateurs statistiques, servant à contrôler les évolutions et à favoriser l'évaluation critique des politiques, jouent un rôle crucial dans ce processus en fournissant une information précieuse pour formuler des politiques pertinentes. À ce sujet, les gouvernements prêtent une grande attention aux analyses comparatives des politiques. La coopération au niveau international permet d'aider les pays à identifier des moyens pour élargir l'accès à l'éducation, améliorer la qualité de l'offre d'éducation et porter une attention accrue aux résultats de l'apprentissage. Un cadre comparatif peut également aider les pays à mieux gérer leurs propres processus d'apprentissage. Dans un certain nombre de pays, ces impératifs ont conduit à renouveler les efforts visant à renforcer la collecte et la présentation de statistiques et d'indicateurs de l'éducation.

L'un des principaux rôles de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) consiste à assister les États membres dans la collecte, l'analyse et la diffusion d'indicateurs comparables au niveau international afin d'enrichir les débats sur les politiques à suivre. À la suite de sa création, en 1999, l'ISU a mené des consultations d'une portée considérable avec des utilisateurs et des producteurs nationaux et internationaux de statistiques dans le domaine de l'éducation afin d'identifier les besoins en informations et de développer une stratégie permettant de les satisfaire.

Une partie de cette stratégie a consisté à mettre en place une nouvelle conception de l'outil de collecte des données sur lequel est basée une enquête qui a lieu chaque année depuis l'an 2000. Son objectif est de construire un ensemble d'indicateurs de l'éducation comparables entre les pays. Une série d'ateliers régionaux, organisés et dirigés par l'ISU chaque année entre 2000 et 2003, ont permis de consulter des spécialistes de l'éducation, aussi bien des statisticiens que des décideurs politiques au sein des États membres, et de constituer une meilleure base de participation à cet effort global. Les ateliers étaient également destinés à sensibiliser aux méthodologies et aux outils de la collecte des données, telle la Classification internationale type de l'éducation (CITE), visant à fournir un cadre commun pour l'harmonisation des données nationales de l'éducation. Les ateliers ont été l'occasion d'organiser des débats régionaux sur des problèmes liés à la collecte et à la gestion des données, et d'explorer des solutions possibles.

Ce rapport constitue l'un des premiers résultats de ce grand effort. Les indicateurs présentés se basent sur des données fournies par les pays. En outre, les thèmes choisis sont le reflet de quelques unes des priorités identifiées par les participants nationaux parmi les problèmes politiques soulevés par ces derniers. L'Institut de statistique de l'UNESCO voudrait profiter de cette occasion pour remercier les participants nationaux et leurs collègues pour la conduite de cette enquête, ainsi que le personnel des Divisions des statistiques et de la population des Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Banque mondiale pour l'apport de données supplémentaires essentielles.


Denise Lievesley

Directrice, Institut de statistique de l'UNESCO

PRÉFACE

SOMMAIRE

Introduction	6	2. Accès et participation par niveau d'enseignement	40
Guide du lecteur	8	2.1 Éducation préprimaire (CITE 0)	40
1. Contexte régional	10	2.2 Enseignement primaire (CITE 1)	42
Bilan économique, démographique et social	10	2.3 Enseignement secondaire (CITE 2 et 3)	52
Profils par pays	15	2.4 Enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4)	57
• Interprétation des profils par pays	15	2.5 Enseignement supérieur (CITE 5 et 6)	56
• Profils par pays	17	3. Personnel enseignant	61
		4. Financement et dépenses de l'éducation	65
		Annexes	69
		Annexe 1	70
		• Tableaux A1, A2, A3, A4, A5, A6 et A7	
		Annexe 2	81
		• Définition des indicateurs	
		Annexe 3	83
		• Glossaire	
		Annexe 4	86
		• CITE 97	
		Remerciements	88

Introduction

L'Enquête 2000 mise en œuvre par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) est la première étape d'un processus à long terme qui vise à améliorer la qualité des données et à standardiser leurs collectes dans le domaine de l'éducation. Depuis, trois rondes de collectes de données ont été menées. Les données du présent rapport sont celles de la plus récente collecte, l'Enquête 2002, et font référence à l'année scolaire 2000/2001.

Aux fins du présent rapport, la région nommée Asie du Sud et de l'Est se compose de 22 pays et territoires, et est divisée en deux sous-groupes. L'Asie du Sud et de l'Ouest est composée de l'Afghanistan, du Bangladesh, du Bhoutan, de l'Inde, des Maldives, du Népal, du Pakistan, de la République islamique d'Iran et du Sri Lanka. L'Asie de l'Est est composée du Brunéi Darussalam, du Cambodge, de la Chine, de l'Indonésie, de Macao (Chine), de la Malaisie, du Myanmar, des Philippines, de la République démocratique populaire du Laos, de la République populaire démocratique de Corée, de la Thaïlande, du Timor-Leste¹ et du Viet Nam.

Des experts en statistiques de l'éducation de ces pays ont participé à quatre ateliers régionaux qui ont eu lieu à Bangkok (juillet 2000), à Vientiane (juin 2001), à Bangkok (mars 2002) et à New Delhi (avril 2003). Ces ateliers furent une occasion d'améliorer la classification internationale des divers programmes d'enseignement nationaux, de discuter des questionnaires statistiques afin de garantir leur bonne interprétation, de passer en revue les résultats des enquêtes précédentes et, enfin, de lancer la prochaine enquête. Les ateliers ont permis de débattre de la nécessité de disposer

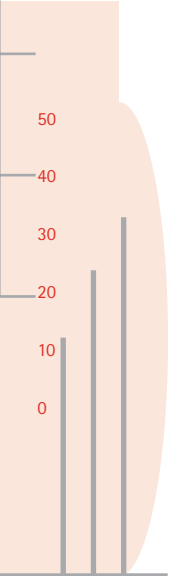
d'informations politiquement pertinentes pouvant entraîner la collecte d'autres données et le calcul de nouveaux indicateurs. Les représentants nationaux ont également présenté des rapports sur les questions d'éducation jugées prioritaires dans leur pays. De nombreuses questions cernées au cours des présentations et discussions menées dans les ateliers sont traitées dans ce premier rapport régional de l'ISU consacré à l'Asie du Sud et de l'Est. Il présente les informations statistiques issues de la troisième enquête (Enquête 2002) et du programme sur les indicateurs de l'éducation dans le monde (IEM), dont font partie sept des pays à l'étude, soit la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, le Sri Lanka et la Thaïlande.

Ce rapport est composé de quatre parties :

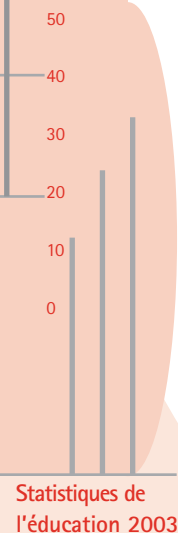
- ◆ La partie 1 présente les principaux aspects démographiques, économiques et sociaux de la région, y compris des informations sur une sélection d'indicateurs socio-économiques. Cette partie s'achève par des profils par pays qui présentent des données et indicateurs clés pour chaque pays.
- ◆ La partie 2 analyse l'accès à la scolarisation et la participation des élèves et des étudiants par sexe à chaque niveau d'enseignement, du préprimaire aux programmes de l'enseignement supérieur.
- ◆ Les parties 3 et 4 présentent respectivement des indicateurs sur le personnel enseignant et le financement de l'éducation.

En annexe sont présentés des tableaux statistiques synthétiques qui contiennent des données et indicateurs utilisés dans le rapport. On y trouve également les définitions des indicateurs, un glossaire des termes utilisés et une description plus détaillée de la Classification internationale type de l'éducation (CITE 97). L'ISU et les pays participant à son projet régional en Asie du Sud et de l'Est continueront à progresser dans le développement des indicateurs et des analyses associées. Il est à espérer que ces efforts aideront les gouvernements de la région à améliorer leurs systèmes nationaux et à continuer à développer des programmes d'éducation qui permettront aux étudiants de tous âges de réaliser tout leur potentiel.

¹ Le Timor-Leste a été reconnu comme un État indépendant le 20 mai 2002 et est devenu membre de l'UNESCO le 3 juin 2003. Il a été ajouté au présent groupe même si aucune donnée n'est pour l'instant disponible. Les statistiques sur l'éducation au Timor-Leste ne sont pas et n'ont jamais été incluses dans les données nationales soumises par l'Indonésie.



Statistiques de l'éducation 2003



Guide du lecteur

Les données sur les élèves, les enseignants et les dépenses en éducation qui sont présentées dans ce rapport sont, sauf mention contraire, issues des données communiquées officiellement par les États en réponse aux questionnaires sur les statistiques de l'éducation soumis par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) pour les années scolaires et financières débutant en 2000. Ces statistiques sur l'éducation portent sur les écoles officielles et couvrent les établissements publics et privés. Les écoles non reconnues ne sont pas comprises dans les statistiques, mais peuvent représenter jusqu'à 20 % des inscriptions au niveau primaire dans certains des pays les plus peuplés de la région, comme l'Inde et le Pakistan. Il est par conséquent important de noter que le fait d'exclure les enfants inscrits dans les écoles non reconnues peut fausser les données sur le nombre d'enfants fréquentant l'école.

La couverture des données demeure problématique dans plusieurs pays, puisque les données selon l'âge, le niveau et les redoublants ainsi que celles pour certains types d'établissement ne sont pas disponibles ou ne le sont que partiellement. Dans la mesure du possible, des estimations ont été établies pour les pays où il manque des données.

La disponibilité des données diffère selon le niveau et le type d'enseignement. Il existe généralement des données sur les écoles, les élèves inscrits et les enseignants lorsque le ministère de l'Éducation est responsable des établissements d'enseignement. En revanche, il y a moins de chances que ces données soient disponibles lorsque les programmes d'éducation sont dispensés par un autre ministère, des collectivités, des municipalités, des associations religieuses, des organisations non gouvernementales (ONG) ou d'autres organismes privés. Dans ces cas, les données peuvent être communiquées systématiquement au ministère de l'Éducation ou au bureau central de statistique et ne sont par conséquent que rarement comprises dans les statistiques internationales. Dans de nombreux pays, l'enseignement professionnel technique est administré par un ministère autre que celui de l'Éducation (par exemple, le ministère du Travail, de l'Agriculture, du Commerce ou de l'Industrie), par des sociétés privées ou par des groupes communautaires. Cette situation peut expliquer la difficulté à recueillir des données complètes sur ce type d'enseignement.

À l'exception de l'Inde, de la République populaire démocratique de Corée, du Timor-Leste et du Sri Lanka, tous les pays ont fourni des données pour l'année scolaire 2000/2001. Dans le cas de l'Inde et du Sri Lanka, les données de l'année la plus récente sont analysées, soit 1999/2000 et 1998/1999, respectivement.

Les données sont complétées par des statistiques démographiques et économiques recueillies auprès d'autres organisations internationales, notamment les Divisions de la statistique et de la population des Nations Unies et la Banque mondiale. Les indicateurs sur l'accès et la participation analysés dans le présent rapport ont été calculés à partir de la révision de 2000 des estimations de la population réalisée par la Division de la population des Nations Unies. Les résultats peuvent être différents de ceux publiés par les pays en raison des écarts entre les estimations nationales de la population et celles des Nations Unies.

Les données sur l'éducation présentées dans le présent rapport proviennent des enquêtes annuelles de l'ISU, dont la plus récente est l'Enquête 2002. Toutefois, dans le cas de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, du Sri Lanka et de la Thaïlande, les données sur l'éducation ont été réunies à partir d'enquêtes menées dans le cadre du projet Indicateurs de l'éducation dans le monde (IEM) mené

conjointement par l'ISU et par l'OCDE. Même si les deux enquêtes (IEM et Enquête 2002) visent en gros à recueillir le même jeu de statistiques fondamentales sur l'éducation, leur couverture présente tout de même certaines différences mineures. Les deux enquêtes (IEM et *Enquête 2000*) sont fondées sur des concepts et des définitions de la Classification internationale type de l'éducation révisée en 1997 (CITE 97). La CITE 97 est la taxonomie internationale pour la classification des niveaux d'enseignement en fonction de leur contenu. Elle augmente la comparabilité des données de différents pays.

En principe, l'éducation dispensée aux personnes ayant des besoins spécifiques, dans des établissements scolaires du régime général ou dans des centres spécialisés, est également considérée. Les données sur les enseignants tiennent compte du personnel enseignant ayant des responsabilités pédagogiques à plein temps ou à temps partiel. Les employés des établissements scolaires qui n'ont pas de fonction pédagogique au moment considéré, comme les bibliothécaires, les conseillers en orientation, le personnel administratif, les chefs et les directeurs, sont généralement exclus.

Dans les tableaux et graphiques du présent rapport, les pays sont classés selon les indicateurs présentés ou par ordre alphabétique de leur nom officiel en français. Par souci de brièveté, les noms courts suivants ont été utilisés dans les figures et tableaux du rapport :

Brunéi :	Brunéi Darussalam
RPD Corée :	République populaire démocratique de Corée
Iran :	République islamique d'Iran
RDP Laos :	République démocratique populaire du Laos
Macao :	Macao, Chine

De plus, Macao, Chine est appelé Macao afin d'éviter toute confusion avec la Chine et pour plus de simplicité, et le terme "pays" désigne un État souverain ou un territoire.

Lorsque les nombres et les pourcentages ont été arrondis, les totaux et les sous-totaux peuvent ne pas toujours correspondre exactement à la somme des éléments qui les composent.

Afin de calculer les totaux régionaux et les moyennes pondérées en fonction de la population, des estimations ont été faites pour les pays où certaines données étaient manquantes. Par conséquent, à moins d'indication contraire, les moyennes régionales prennent en compte tous les pays.

Symboles utilisés dans ce rapport :

-	Chiffre nul
0 or 0.0	Chiffre supérieur à 0, mais inférieur à la moitié de l'unité employée
...	Données non disponibles
.	Catégorie sans objet
*	Estimations nationales
**	Estimations de l'ISU
./.	Données comprises dans une autre rubrique

1. Contexte régional

Bilan économique, social et démographique

L'enseignement offert en Asie du Sud et de l'Est est marqué par des contrastes attribuables à l'extrême diversité des vingt-deux pays de cette région qui s'étend des Philippines, à l'est, à l'Afghanistan et à la République islamique d'Iran, à l'ouest. La région est également délimitée au nord par le fleuve Amour, qui sépare la Chine et la Fédération de Russie, et au sud par les rives du nouvel État indépendant du Timor-Leste, près de l'Australie. Treize pays sont situés en Asie de l'Est et neuf en Asie du Sud et de l'Ouest. Climatic, geographic and geological diversity sustain diverse economies and social systems, as varied as those of nomadic grazing, subsistence farming, large-scale cash crop plantations, oil and mineral extraction to hi-tech industrial and commercial centres.

Les divers climats, géographies et géologies assurent la subsistance de systèmes économiques et sociaux aussi variés que les pâturages nomades, l'agriculture de subsistance, les cultures commerciales de grande échelle, l'extraction pétrolière et minière, et les centres commerciaux et industriels de haute technologie.

Au cours des dernières décennies, l'Asie de l'Est a fait de grands progrès en termes de développement social en raison d'un engagement politique ferme envers un développement économique fondé sur l'éducation. En Asie du Sud et de l'Ouest, par contre, les guerres et conflits violents récents qu'a connus la région ont détruit les infrastructures et les institutions.

Caractéristiques démographiques et sociales

La dynamique des populations et la structure démographique sont des déterminants-clés de la

Tableau 1 - Indicateurs économiques, sociaux et démographiques sélectionnés, 2000/2001

Pays ou territoire	Population		Taux de mortalité infantile (0/00) 1995-2000	Espérance de vie à la naissance (années) 1995-2000		Population urbaine (%) 2000	PIB par habitant		Taux d'alphabétisme chez les 15 ans et plus 2000	
	Total (000) 2000	Taux de croissance annuel moyen (%) 1990-2000		Total	F		Taux de croissance annuel moyen (%) 1990-2000	Dollars courants des É.-U. 2000	Total	F
Afghanistan	21 765	4.6	165	43	43	21.9	...	...	...	...
Bangladesh	137 439	2.2	79	58	58	25.0	4.6	370	40.0	30.2
Bhoutan	2 085	2.1	63	61	62	7.1	5.7	590	...	...
Brunèi Darussalam	328	2.4	10	75	78	72.2	...	...	91.5	88.1
Cambodge	13 104	3.1	83	56	59	16.9	11.0	260	68.0	57.2
Chine	1 275 133	1.0	41	70	70	35.8	11.6	840	85.2	77.9
RPD Corée	22 268	1.1	45	63	66	60.2	...	...	...	...
Inde	1 008 937	1.8	73	62	63	27.7	3.8	450	57.2	45.4
Indonésie	212 092	1.5	48	66	67	41.0	2.7	570	86.8	81.9
Iran	70 330	1.8	44	68	69	64.0	...	1 680	76.0	68.9
RDP Laos	5 279	2.4	97	54	54	19.3	...	290	64.8	53.4
Macao	444	1.8	...	...	...	98.8	6.7	14 580	93.8	91.0
Malaisie	22 218	2.2	12	73	75	57.4	6.9	3 380	87.4	83.4
Maldives	291	3.0	46	65	64	27.6	15.5	1 960	96.9	96.8
Myanmar	47 749	1.6	92	56	58	27.7	...	...	84.7	80.5
Népal	23 043	2.4	83	57	57	11.8	4.4	240	41.7	24.0
Pakistan	141 256	2.5	95	59	59	33.1	4.3	440	43.2	27.9
Philippines	75 653	2.1	34	69	71	58.6	6.0	1 040	94.9	94.8
Sri Lanka	18 924	1.1	23	72	75	22.8	7.4	850	91.6	89.0
Thaïlande	62 806	1.3	25	70	73	19.8	3.6	2 000	95.5	93.9
Timor-Leste	737	...	...	...	...	7.5	...	...	...	...
Viet Nam	78 137	1.7	40	68	70	24.1	...	390	92.5	90.7

Sources : Division de la population des Nations Unies, UNUSIDA, Banque mondiale et Rapport mondial sur le développement humain de 2002

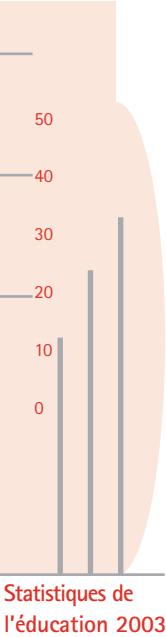
demande pour les services sociaux, notamment l'éducation, et sont des facteurs importants à considérer dans la planification de l'éducation et l'atteinte de l'Éducation pour tous. La région de l'Asie du Sud et de l'Est englobe cinq des pays les plus peuplés de la planète (Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie et Pakistan). En 2000, la région comptait au total 3,4 milliards d'habitants, soit plus de la moitié de la population mondiale. La population combinée de la Chine et de l'Inde s'élève à plus de 2,28 milliards d'habitants et représente 70 % de la population de la région. Les populations nationales se situent entre 291 000 (Maldives) et 1,28 milliard d'habitants (Chine).

En Asie de l'Est, les taux de croissance démographique ont diminué considérablement au cours de la dernière décennie pour s'établir à environ 1 % par année. Parallèlement, l'espérance de vie moyenne à la naissance augmentait dans cette sous-région, où la moyenne régionale pondérée est de 68 ans. En outre, le taux de

mortalité infantile s'est abaissé à 35 pour 1 000 naissances vivantes. Autrement dit, il naît moins d'enfants, mais ceux-ci vivent plus longtemps qu'auparavant.

En Asie du Sud et de l'Ouest, les taux de croissance démographique demeurent élevés, particulièrement en Afghanistan (4,6 %), aux Maldives (3,0 %) et au Pakistan (2,5 %). En raison des taux élevés de mortalité infantile (75 pour 1 000 naissances vivantes), l'espérance de vie moyenne à la naissance est plus courte en Asie du Sud et de l'Ouest, où la moyenne régionale pondérée est de 61 ans. En Afghanistan, au Bangladesh, au Népal et au Pakistan, l'espérance de vie moyenne est inférieure à 60 ans.

L'Asie est la région la plus densément peuplée de la planète, les plus hautes densités se trouvant le long des côtes de l'Asie du Sud et de l'Est. Plus de 30 % de la population vit en milieu urbain au Brunéi Darussalam, en Chine, en Indonésie, à



Macao, en Malaisie, au Pakistan, aux Philippines, en République islamique d'Iran et en République populaire démocratique de Corée. Cela dit, la vaste majorité de la population de l'Asie habite en milieu rural, loin des principaux services de transport et de communication. Plus de 70 % de la population de la région habite en milieu rural, ce pourcentage atteignant 90 % et plus au Bhoutan, au Népal et au Timor-Leste.

L'éducation dans les régions rurales peu peuplées est plus difficile et par conséquent plus coûteuse. En effet, le coût par personne est beaucoup plus bas dans les milieux urbains densément peuplés que dans les régions rurales éloignées où les habitants sont dispersés. De plus, en étant éloignés, les habitants des milieux ruraux n'ont pas l'influence politique dont profitent les classes moyennes des centres urbains. Par conséquent, les disparités sociales, notamment dans l'accès à de l'éducation de qualité, demeurent un problème important.

VIH/SIDA

Dans les années 1990, la propagation du VIH/SIDA a contribué au déclin du développement humain. En l'absence de mesures de prévention, cette maladie peut anéantir plusieurs années de progrès socio-économiques et laisser des millions d'enfants malades et orphelins. Les enfants affectés par le VIH/SIDA abandonnent davantage l'école afin de s'occuper de leurs parents ou de travailler. Ces enfants peuvent également souffrir émotivement et psychologiquement, ce qui diminue leur capacité d'apprentissage. Par ailleurs, le VIH/SIDA peut entraîner une pénurie ou de l'absentéisme chez les enseignants, ce qui peut être accompagné d'une baisse de la qualité de l'enseignement, les tâches devenant plus difficiles à accomplir. On évalue qu'en 2010, l'Asie aura dépassé l'Afrique et sera devenue la région la plus touchée par le VIH/SIDA en nombres absolus. Face à cette pandémie, les gouvernements seront forcés de transférer des ressources de l'éducation aux soins de santé. Parmi les 13 pays pour lesquels des données sont disponibles, 3 % des jeunes Cambodgiennes (15 à 24 ans), 2 % des jeunes Thaïlandaises et 1 % des jeunes Indiennes sont atteintes du VIH/SIDA. Les données pour les femmes sont environ deux fois plus élevées que celles relatives aux hommes.

Tendances économiques

Dans la plupart des pays asiatiques, la majorité des emplois sont créés par le secteur de l'agriculture, qui comprend l'agriculture de subsistance et les cultures commerciales, comme le caoutchouc, le riz, le thé, les fruits, etc. Le PNB par habitant (en dollars courants des États-Unis) des pays de la région se situe entre 240 \$ au Népal et 14 580 \$ à Macao, et il est inférieur à 1 000 \$ pour la majorité des pays. Dans les pays pour lesquels des données sont disponibles, le taux de croissance annuel moyen du PNB au cours de la dernière décennie s'est établi à environ 3 ou 4 % en Inde, en Indonésie et en Thaïlande, et à plus de 10 % au Cambodge, en Chine et aux Maldives.

Les économies dominantes de la région (Chine, Malaisie, Thaïlande) tendent à s'industrialiser, alors que d'autres (Brunéi Darussalam, Indonésie, République islamique d'Iran) ont le pétrole comme source principale de revenus. Les pays les plus industrialisés de la région ont de solides secteurs manufacturiers et tertiaires qui contribuent de 50 % à 75 % aux économies nationales. L'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce, qui a nécessité de nombreuses réformes politiques, a été une contribution majeure à la tendance généralement positive dans la région. Des exemples comme celui-ci ont injecté une dose d'optimisme dans la région, malgré la crise financière de 1997, qui a été suivie d'une reprise soutenue en Asie de l'Est. De nombreux pays ont pris des mesures de réforme économique et de restructuration politique en vue d'encourager la croissance dans le secteur privé.

Néanmoins, cette tendance généralement positive n'est que partiellement représentative de la situation dans la région puisqu'il manque des données sur le PNB pour des pays qui ont connu de graves problèmes économiques, comme l'Afghanistan, le Brunéi Darussalam, le Myanmar, la République démocratique populaire du Laos, la République islamique d'Iran, la République populaire démocratique de Corée, le Timor-Leste et le Viet Nam. De plus, il faut être prudent dans l'interprétation des données puisque certaines réussites apparentes ont été obtenues en échange d'énormes dettes extérieures. La dette extérieure totale en pourcentage du PNB a atteint 7,2 % en Malaisie, 8,5 % aux Philippines, 11,6 % en Thaïlande et 13,2 % en Indonésie.

En outre, les économies retardataires de l'Asie du Sud et de l'Ouest, comme l'Afghanistan, le

Bangladesh, le Pakistan et la République islamique d'Iran, sont aux prises avec des problèmes socio-économiques complexes, notamment l'instabilité politique, les pressions démographiques, le faible rendement économique et des déficits commerciaux et budgétaires importants. Dans de telles circonstances, il est difficile pour les établissements publics ou privés d'améliorer la qualité de l'éducation et des services sociaux offerts à la population.

De manière générale, le développement économique de la région est inégal. Selon la Banque mondiale, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour est passé de 30 % à 23 % au cours de la dernière décennie. Cette baisse est cependant largement attribuable aux progrès enregistrés en Chine et en Inde, les deux pays les plus peuplés de la planète. Ce pourcentage est passé de 31 % à 16 % en Asie de l'Est et de 45 % à 37 % en Asie du Sud. Pourtant, de toutes les personnes vivant avec moins d'un dollar par jour dans le monde, 24 % habitent en Asie de l'Est et dans le Pacifique, et 42 % en Asie du Sud, principalement au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Pakistan.

L'indice du développement humain (IDH), une mesure composite du revenu national, de l'espérance de vie et de l'alphabétisation, est un indicateur de la condition humaine. La majorité des pays de la région ont un indice de développement humain moyen, les pays de l'Asie de l'Est en tête de liste (Brunéi Darussalam, Malaisie, Singapour, Thaïlande) et les pays de l'Asie du Sud (Bhoutan, Bangladesh, Népal, Pakistan) à la fin.

Éducation dans la région

La présente section porte sur certains contextes dans lesquels évoluent les décideurs de la région.

Langue d'enseignement

Très peu de pays sont linguistiquement homogènes. Par conséquent, la langue d'enseignement est une question délicate. Lors de la période initiale d'organisation des nations, un des objectifs était de créer des pays à partir de groupes présentant des différences linguistiques

et ethniques. Les États ont ensuite adopté une langue officielle, parfois deux, selon le pouvoir politique des divers groupes linguistiques. La langue officielle est ainsi devenue également la langue d'enseignement dans les écoles, surtout à partir du niveau secondaire. Dans de nombreuses anciennes colonies, où se côtoyaient plusieurs langues, l'adoption de la langue coloniale fut un compromis pratique permettant d'éviter des conflits internes et intégrant les nouveaux pays dans des communautés internationales. De plus, ceux qui avaient reçu leur formation principalement dans la langue coloniale soutenaient son adoption comme langue d'enseignement, espérant que leurs enfants puissent poursuivre leurs études en Europe.

Par conséquent, trois langues étaient nécessaires pour permettre une mobilité sociale ainsi que l'accès aux plus hauts niveaux du système d'éducation et aux postes de la fonction publique, soit la langue maternelle, la *lingua franca*, habituellement la langue du groupe ethnique dominant et la langue d'enseignement.

Financièrement, il était impossible de fournir l'enseignement et le matériel didactique du programme national pour toutes les langues parlées dans le pays. Lorsqu'un groupe ethnique était clairement majoritaire, sa langue remplaçait la langue coloniale. En l'absence d'un groupe largement majoritaire, deux langues étaient parfois adoptées comme langues officielles et langues d'enseignement de l'État.

Les pédagogues de la région sont conscients de l'importance de l'enseignement dans la langue maternelle au cours de la petite enfance. Lorsque leurs finances le permettent, les pays produisent du matériel pédagogique et didactique pour l'enseignement primaire dans les principales langues parlées, et les minorités sont assimilées aux grands groupes. Les minorités, pauvres ou riches, sont donc placées devant un dilemme, sachant que l'enseignement dans leur langue maternelle n'améliorera pas leur mobilité sociale et leurs perspectives de carrière.

Alphabétisme

En Asie de l'Est, le taux d'alphabétisme chez les adultes (15 ans et plus) est évalué à 86²⁰%, ce qui représente environ 180 millions d'analphabètes,

² Les moyennes régionales du présent rapport ont été calculées à partir des données des régions du Pacifique et de l'Asie de l'Est.

Interprétation des profils par pays

Sources des données

Superficie : Base de données du site Internet des Nations Unies.

Données démographiques : Division de la population des Nations Unies, révision de 2000.

PNB et PIB : Banque mondiale, révision de 2002.

Alphabétisme : Institut de statistique de l'UNESCO, estimations et projections tirées de données compilées à partir de recensements de population nationaux et révisées en Juillet 2002.

Données sur l'éducation : Enquêtes annuelles sur l'éducation de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

Notes explicatives

Toutes les statistiques sont celles de l'année scolaire 2000/2001, sauf mention contraire.

Informations d'ordre général

Le terme *superficie* désigne l'étendue territoriale de chaque pays considéré, c'est-à-dire le nombre total de kilomètres carrés, exprimé en milliers.

La *population totale* et le *taux de croissance naturel annuel moyen* renvoient respectivement au nombre total d'habitants de chaque pays pour l'année de référence, exprimé en milliers, et à la croissance naturelle annuelle moyenne de la population pour la période 1990-2000, exprimée en pourcentage.

L'*espérance de vie à la naissance* est le nombre théorique d'années qui restent à vivre à un nouveau-né si le taux de mortalité par âge observé au moment de sa naissance reste constant. Il s'agit de la somme des taux de mortalité pour tous les âges combinés. Les espérances de vie à la naissance du présent rapport sont celles de la période 1995-2000.

Le *nombre moyen d'enfants par femme* est le nombre théorique de naissances pour une femme durant sa période de fécondité, en considérant les taux de fécondité aux différents âges comme constants. Il se calcule en additionnant les taux de fécondité spécifiques à chaque groupe d'âge pour toutes les femmes durant leur période de fécondité (15 à 49 ans).

Le *taux de mortalité infantile* est le nombre annuel moyen de décès d'enfants âgés de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes au cours de la période 1995-2000.

Le *taux estimé d'alphabétisme* est défini comme le rapport entre le nombre d'adultes sachant lire et écrire et l'ensemble de la population adulte âgée de 15 ans ou plus, exprimé en pourcentage. Une personne est considérée comme étant alphabète si elle sait lire et écrire, en le comprenant, un texte simple sur sa vie quotidienne.

La *monnaie nationale* est la monnaie en circulation dans le pays considéré au cours de l'année de référence.

dont 72 % sont des femmes. En Asie du Sud et de l'Ouest, le taux d'alphabétisme chez les adultes est de 55 %. Dans cette sous-région, environ 412 millions d'adultes sont analphabètes. De ce nombre, 61 % sont des femmes. Aujourd'hui, la majorité des analphabètes sont des aînés qui pour la plupart n'ont pas eu accès à l'éducation dans leur jeunesse.

Parmi les 18 pays pour lesquels des estimations de l'alphabétisme sont disponibles, 7 ont atteint des taux de 90 % ou plus, tant pour les hommes que pour les femmes. Le fossé entre les sexes est plus prononcé dans les pays où le taux d'alphabétisme est bas. Les pays d'Asie du Sud que sont le Bangladesh, l'Inde, le Népal et le Pakistan connaissent donc des taux d'alphabétisme bas et des écarts importants entre les sexes. Par exemple, au Pakistan et au Népal, le taux d'alphabétisme chez les jeunes hommes est de 70 %, alors qu'il n'est que de 40 % chez les jeunes femmes.

Cela dit, le taux d'alphabétisme des jeunes femmes (15 à 24 ans) a considérablement augmenté. Par exemple, entre 1990 et 2000, le taux d'alphabétisme a augmenté au Népal d'environ 24 % chez les femmes et d'environ 10 % chez les hommes.

Quantité et qualité

De nombreux pays d'Asie du Sud et de l'Est n'offrent toujours pas une éducation de base universelle. L'abordabilité étant le critère le plus important, les ressources disponibles sont

investies dans l'expansion quantitative de l'enseignement au niveau primaire. N'ayant pas accès au système officiel, les pauvres et les habitants des régions rurales se tournent vers l'éducation non formelle. Les trois principales sources de l'éducation non formelle sont : l'instruction religieuse et morale, et une certaine éducation de base dispensée par les temples, les mosquées et les églises ; la formation professionnelle pour l'apprentissage d'un métier ; l'éducation non formelle offerte dans les centres d'apprentissage communautaires, où diverses compétences pratiques sont enseignées à des groupes spécialement ciblés. L'Asie du Sud a connu de nombreuses réussites grâce à des programmes de formation et de micro-crédits qui ont permis de créer des activités génératrices de revenus pour les femmes pauvres. Il existe également des cours d'équivalence de l'éducation de base pour ceux qui n'ont pas eu accès à l'éducation formelle.

Afin d'augmenter les possibilités de formation et d'améliorer la qualité de l'éducation en Asie, il faudra faire des progrès en matière d'Éducation pour tous, en améliorant la qualité de l'éducation, le curriculum, les interactions entre les enseignants et les bénéficiaires, les contenus, les processus d'enseignement et d'apprentissage, les milieux d'apprentissage et les résultats. On accorde de plus en plus d'importance à la mise en place d'un environnement favorable à l'atteinte de cet objectif dont le point de départ serait la capacité des gouvernements à administrer le système d'éducation de façon éclairée afin de parvenir au développement socio-économique et à la résolution pacifique des conflits.



Statistiques de l'éducation 2003

Le *PNB par habitant* est le produit national brut d'un pays donné exprimé en dollars courants des États-Unis divisé par le nombre total de ses habitants.

Les *dépenses publiques en éducation en pourcentage du PIB* sont le rapport entre l'ensemble des dépenses publiques consacrées à l'éducation par les différents niveaux d'administration dans un pays donné, c'est-à-dire par les pouvoirs centraux, locaux et régionaux, et le PIB. Ce chiffre est exprimé en pourcentage du produit intérieur brut.

Les *dépenses publiques en éducation en pourcentage des dépenses totales de l'État* sont le rapport entre l'ensemble des dépenses consacrées à l'éducation par les différents niveaux d'administration de l'État, c'est-à-dire par les pouvoirs centraux, locaux et régionaux, et l'ensemble des dépenses publiques de tous les secteurs confondus (dont la santé, l'éducation, les services sociaux, etc.), exprimé en pourcentage.

Graphiques et tableaux

Rapport entre le nombre total d'élèves au niveau primaire (CITE 1) et la population ayant l'âge officiel pour le niveau primaire. Ce graphique montre le nombre d'élèves de tous les âges au primaire et la proportion d'enfants du groupe d'âge officiel.

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation. Le graphique à barres montre les taux bruts de scolarisation par sexe et par niveau de la CITE. Les taux des garçons et filles confondus sont indiqués par la ligne du graphique (*voir l'annexe 2 pour les définitions des indicateurs*). Le tableau présente, pour chaque niveau de la CITE, les données brutes sur les effectifs d'élèves et d'enseignants, le pourcentage d'élèves et d'enseignantes, la répartition par niveau d'enseignement des dépenses totales publiques en éducation et le pourcentage des dépenses ordinaires en éducation consacrées aux salaires des enseignants et aux autres rémunérations.

Structure du système d'éducation selon la CITE 97

Ce schéma présente des informations sur le système d'éducation le plus courant dans chaque pays. Les différents programmes d'éducation nationaux sont classés par niveau d'éducation (0, 1, 2 etc.) suivant le modèle de la CITE 97 et selon la finalité du programme considéré (A, B ou C). Voir les annexes 3 et 4 pour une explication détaillée de la CITE 97.

Les niveaux de la CITE sont présentés ci-dessous de manière succincte pour aider à interpréter les données (dans la mesure du possible, les noms nationaux français des programmes ont été employés) :

CITE 0	éducation préprimaire
CITE 1	enseignement primaire (ou premier cycle de l'éducation de base)
CITE 2	premier cycle de l'enseignement secondaire (ou deuxième cycle de l'éducation de base)
CITE 3	deuxième cycle de l'enseignement secondaire
CITE 4	enseignement postsecondaire non supérieur
CITE 5	premier cycle de l'enseignement supérieur
CITE 6	deuxième cycle de l'enseignement supérieur (conduisant à un titre de chercheur hautement qualifié)

Une échelle des âges a été intégrée dans la partie supérieure du diagramme pour indiquer les âges théoriques de chaque programme et, dans la zone grisée, la fourchette d'âges de la scolarisation obligatoire dans chaque pays.

Profils par pays

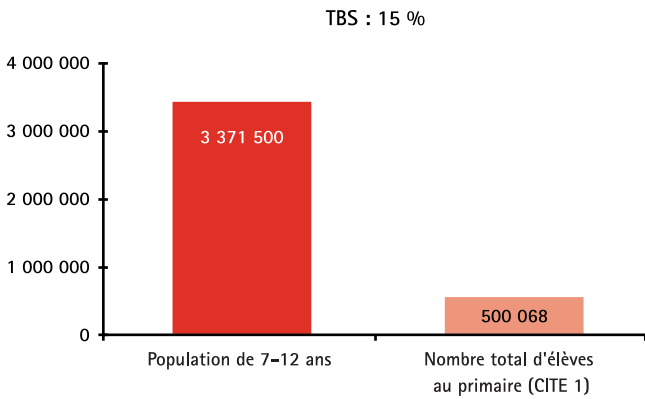
- Afghanistan
- Bangladesh
- Bhoutan
- Brunéi Darussalam
- Cambodge
- Chine
- République Populaire Démocratique de Corée
- Inde
- Indonésie
- Iran, République Islamique d'
- République Démocratique Populaire du Laos
- Macao, Chine
- Malaisie
- Maldives
- Myanmar
- Népal
- Pakistan
- Philippines
- Sri Lanka
- Thaïlande
- Timor-Leste
- Viet Nam

Informations générales

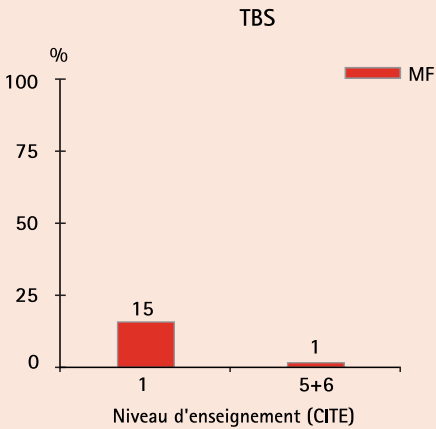
Superficie en km2 : 652 000
Population totale (000) : 21 765
– taux de croissance annuel moyen (%) : 4.6
Espérance de vie à la naissance (années) : 43
Population urbaine (%) : 22
Taux de mortalité infantile (0/00) : 165
Taux d'alphabétisme M (%) : ...
Taux d'alphabétisme F (%) : ...
Espérance de vie scolaire : ...
PIB par habitant (\$US) : ...
Dépenses publiques en éducation en %
– du PIB : ...
– des dépenses totales de l'État : ...
Monnaie nationale : Afghani

Afghanistan

Rapport entre le nombre total d'élèves au primaire (CITE 1) et la population ayant l'âge officiel pour le primaire (7–12 ans)

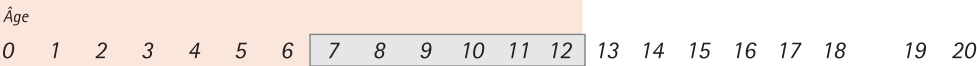


Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation

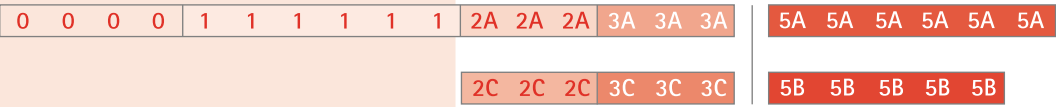


		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	...	500 068	...	.	19 796
	% F	...	—	...	.	—
Enseignants	MF	...	11 708	...	.	...
	% F	...	...	...	.	...
Répartition des dépenses publiques en éducation (%)		...	...	...	.	...

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



Scolarisation obligatoire



- 0 Maternelle
- 1 Primaire
- 2A Premier cycle du secondaire
- 2C Premier cycle du secondaire technique
- 3A Deuxième cycle du secondaire
- 3C Deuxième du secondaire technique

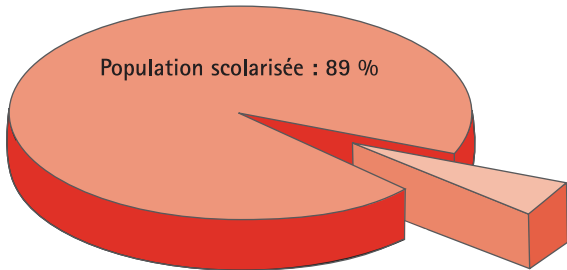
- 5A Licence, maîtrise
- 5B Ingénierie, polytechnique

Informations générales

Superficie en km2 : 144 000
Population totale (000) : 137 439
– taux de croissance annuel moyen (%) : 2.2
Espérance de vie à la naissance (années) : 58
Population urbaine (%) : 25
Taux de mortalité infantile (0/00) : 79
Taux d'alphabétisme M (%) : 49
Taux d'alphabétisme F (%) : 30
Espérance de vie scolaire : 8
PIB par habitant (\$US) : 370
Dépenses publiques en éducation en %
– du PIB : 2.5
– des dépenses totales de l'État : 15.7
Monnaie nationale : Taka

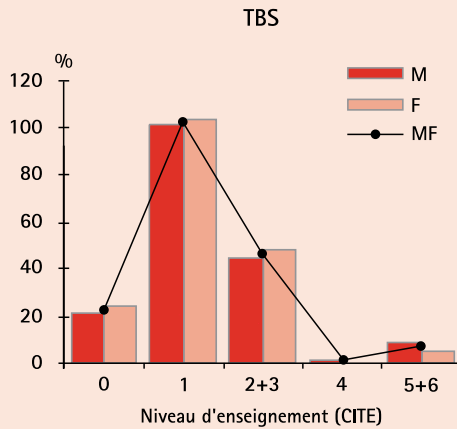
Bangladesh

Taux net de scolarisation primaire (%)



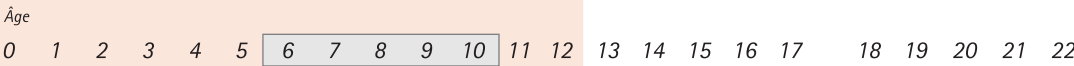
Population de 6–10 ans : 17 624 580

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation

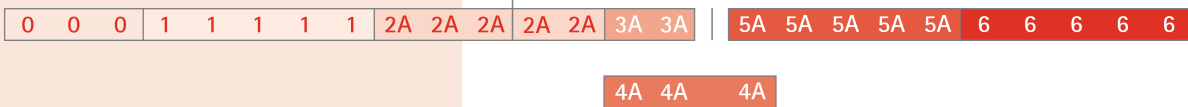


		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	2 710 475	17 667 985	10 329 065	18 084	878 537
	% F	52	49	50	43	34
Enseignants	MF	69 499	309 341	269 237	1 148	47 137
	% F	**34	34	14	36	19
Répartition des dépenses publiques en éducation (%)		**8.6	38.1	**43.0	**0.2	10.1

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



Scolarisation obligatoire



- 0 Préprimaire
- 1 Primaire
- 2A Secondaire
- 2C Certificat de compétence dans un institut de formation professionnelle
- 3A Deuxième cycle du secondaire
- 3C Diplôme en commerce, diplôme en textiles

- 4A Diplôme en sciences infirmières
- 5A Licence, maîtrise
- 6 Maîtrise en philosophie

Informations générales

Superficie en km2 :	47 000
Population totale (000) :	2 085
- taux de croissance annuel moyen (%) :	2.1
Espérance de vie à la naissance (années) :	61
Population urbaine (%) :	7
Taux de mortalité infantile (0/00) :	63
Taux d'alphabétisme M (%) :	...
Taux d'alphabétisme F (%) :	...
Espérance de vie scolaire :	**2
PIB par habitant (\$US) :	590
Dépenses publiques en éducation en %	
- du PIB :	5.2
- des dépenses totales de l'État :	12.9
Monnaie nationale :	Ngultrum

Bhoutan

2000

Taux net scolarisation primaire (%)

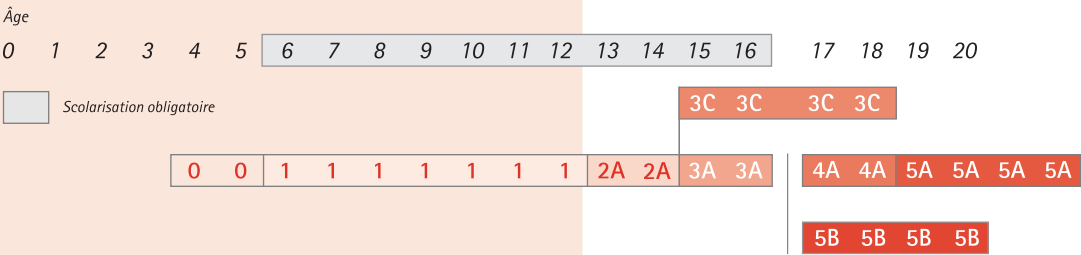
Ce graphique n'apparaît pas en raison d'incohérences entre les données sur la scolarisation et les données démographiques.

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation

Ce graphique n'apparaît pas en raison d'incohérences entre les données sur la scolarisation et les données démographiques.

		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	358	85 097	23 390	2 616	**1 837
	% F	49	46	45	36	**34
Enseignants	MF	16	2 068	717	121	**164
	% F	50	34	34	37	**27
Répartition des dépenses publiques en éducation (%)		.	...	...	...	...

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Garderie éducative	5A	Licence, maîtrise, certificat d'études supérieures en éducation
1	Primaire	5B	Licence
2A	Premier cycle du secondaire		
3A	Secondaire intermédiaire		
3C	Institut technique d'arts et d'artisanat		
4A	Secondaire supérieur		

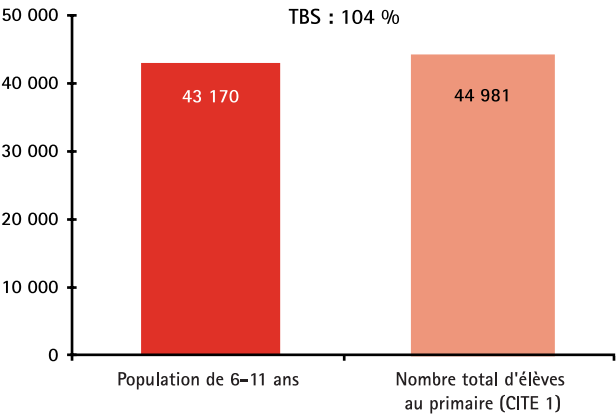
Informations générales

Superficie en km2 :	5 800
Population totale (000) :	328
- taux de croissance annuel moyen (%) :	2.4
Espérance de vie à la naissance (années) :	75
Population urbaine (%) :	72
Taux de mortalité infantile (0/00) :	10
Taux d'alphabétisme M (%) :	95
Taux d'alphabétisme F (%) :	88
Espérance de vie scolaire :	...
PIB par habitant (\$US) :	...
Dépenses publiques en éducation en %	
- du PIB :	4.8
- des dépenses totales de l'État :	**9.1
Monnaie nationale :	Dollar de Brunéi

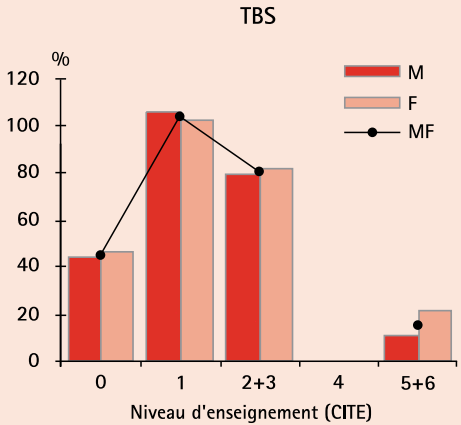
Brunéi Darussalam

2000

Taux net de scolarisation primaire (%)

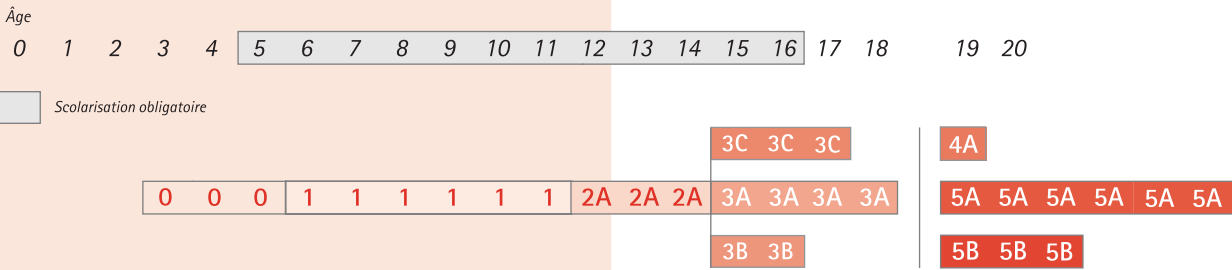


Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	9 837	44 981	35 945	...	3 984
	% F	49	47	50	...	65
Enseignants	MF	...	3 753	...	...	483
	% F	...	69	...	...	34
Répartition des dépenses publiques en éducation (%)		...	...	...	...	...

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Préprimaire	4A	Cours préuniversitaire
1	Primaire	5A	Licence, certificat d'études supérieures en éducation et maîtrise
2A	Premier cycle du secondaire, préprofessionnel		
3A	Deuxième cycle du secondaire (niveau 0, niveau A)		
3B	Certificats techniques, OND/ONC	5B	Diplôme supérieur national
3C	Certificats de formation professionnelle, ONC		
	Niveau N, certificat en arts et en artisanat		

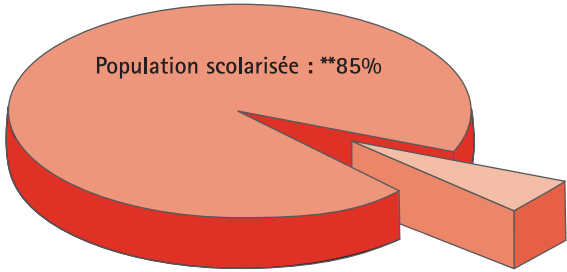
Informations générales

Superficie en km2 :	181 000
Population totale (000) :	13 104
– taux de croissance annuel moyen (%) :	3.1
Espérance de vie à la naissance (années) :	56
Population urbaine (%) :	17
Taux de mortalité infantile (0/00) :	83
Taux d'alphabétisme M (%) :	80
Taux d'alphabétisme F (%) :	57
Espérance de vie scolaire :	**7
PIB par habitant (\$US) :	260
Dépenses publiques en éducation en %	
– du PIB :	1.9
– des dépenses totales de l'État :	10.1
Monnaie nationale :	Riel

Cambodge

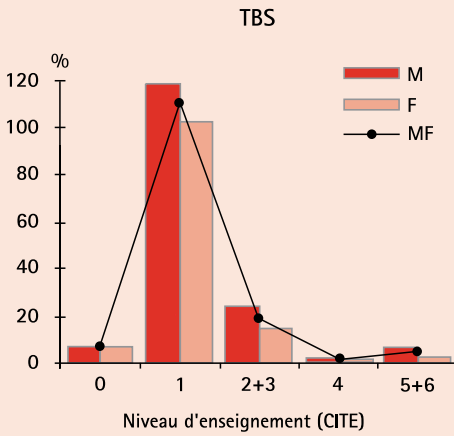
2000

Taux net de scolarisation primaire (%)



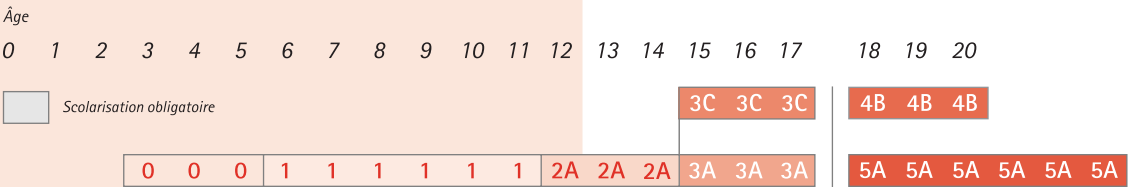
Population de 6–11 ans : 2 207 140

Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement					
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6	
Élèves	MF	79 325	2 431 142	396 876	6 456	25 416	
	% F	51	46	36	33	27	
Enseignants	MF	3 325	45 914	20 286	1 114	2 124	
	% F	98	39	29	25	18	
Répartition des dépenses publiques en éducation (%)		**2.6	**62.6	**23.6	6.2	4.9	

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Préprimaire
1	Primaire
2A	Premier cycle du secondaire Beaux-arts, musique, théâtre (ministère de la Culture)
3A	Deuxième cycle du secondaire général Beaux-arts, musique, théâtre (ministère de la Culture)
3C	Formation professionnelle

4B	Secondaire technique
5A	Licence

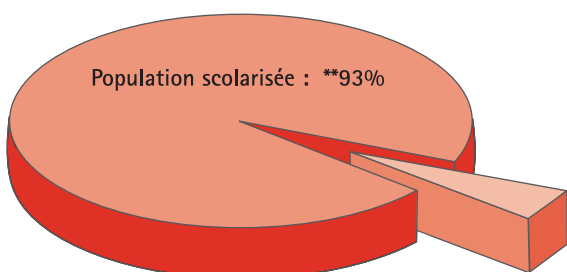
Informations générales

Superficie en km2 :	9 597 000
Population totale (000) :	1 275 133
– taux de croissance annuel moyen (%) :	1.0
Espérance de vie à la naissance (années) :	70
Population urbaine (%) :	36
Taux de mortalité infantile (0/00) :	41
Taux d'alphabétisme M (%) :	92
Taux d'alphabétisme F (%) :	78
Espérance de vie scolaire :	...
PIB par habitant (\$US) :	840
Dépenses publiques en éducation en %	
– du PIB :	...
– des dépenses totales de l'État :	...
Monnaie nationale :	Yuan

Chine

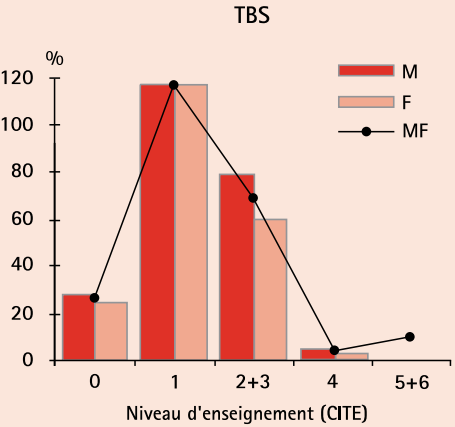
2000

Taux net de scolarisation primaire (%)



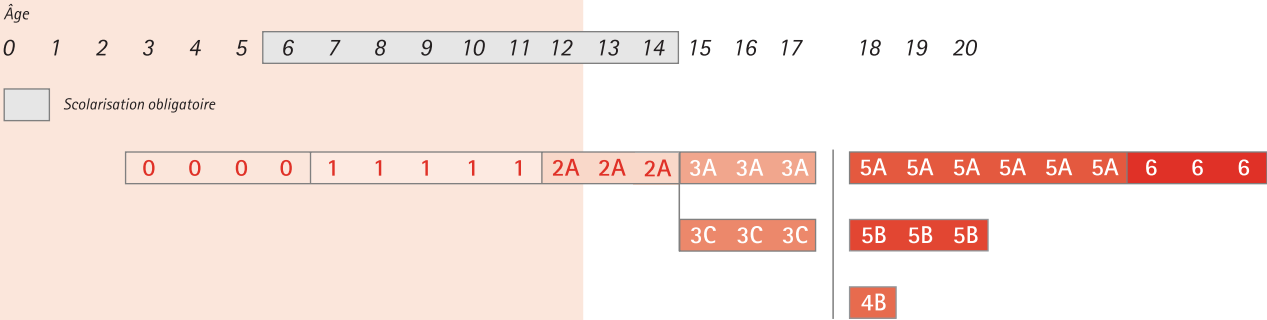
Population de 7–11 ans : 110 498 883

Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement					
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6	
Élèves	MF	20 218 371	125 756 891	90 722 796	691 812	12 143 723	
	% F	45	47	41	36	...	
Enseignants	MF	...	6 430 774	4 792 771	230 022	679 888	
	% F	...	53	43	...	45	
Répartition des dépenses publiques en éducation (%)		...	...	...	...	...	

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Préprimaire
1	Primaire
2A	Premier cycle du secondaire
3A	Deuxième cycle du secondaire
3C	Deuxième cycle du secondaire professionnel

4B	Postsecondaire non supérieur
5A	Licence, maîtrise
5B	Supérieur non universitaire
6	Doctorat

Informations générales

Superficie en km2 :	121 000
Population totale (000) :	22 268
- taux de croissance annuel moyen (%) :	1.1
Espérance de vie à la naissance (années) :	63
Population urbaine (%) :	60
Taux de mortalité infantile (0/00) :	45
Taux d'alphabétisme M (%) :	...
Taux d'alphabétisme F (%) :	...
Espérance de vie scolaire :	...
PIB par habitant (\$US) :	...
Dépenses publiques en éducation en %	
- du PIB :	...
- des dépenses totales de l'État :	...
Monnaie nationale :	Won

République populaire démocratique de Corée

2000

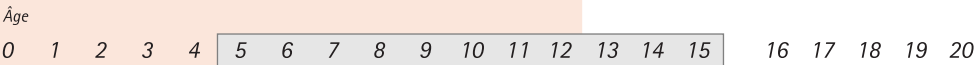
Taux net de scolarisation (%)

(Informations non disponibles)

Taux bruts de scolarisation (TBS), élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation

(Informations non disponibles)

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



Scolarisation obligatoire

0 0 1 1 1 1 2A 2A 2A 3A 3A 3A

4A 4A

4B 4B 4B 4B 4B

5A 5A 5A 5A 5A

0	Maternelle
1	Primaire
2A	Premier cycle du secondaire
3A	Deuxième cycle du secondaire

4A	École de formation professionnelle
4B	Programmes internationaux pour les travailleurs
5A	Université

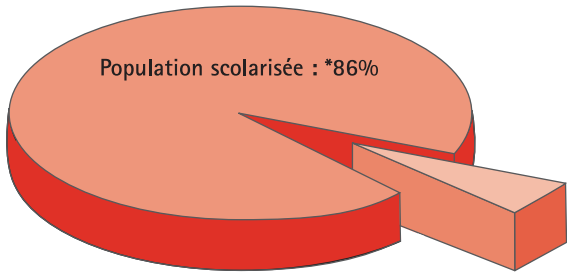
Informations générales

Superficie en km2 :	3 287 000
Population totale (000) :	1 008 937
- taux de croissance annuel moyen (%) :	1.8
Espérance de vie à la naissance (années) :	62
Population urbaine (%) :	28
Taux de mortalité infantile (0/00) :	73
Taux d'alphabétisme M (%) :	68
Taux d'alphabétisme F (%) :	45
Espérance de vie scolaire :	...
PIB par habitant (\$US) :	450
Dépenses publiques en éducation en %	
- du PIB :	4.1
- des dépenses totales de l'État :	12.7
Monnaie nationale :	Roupie

Inde

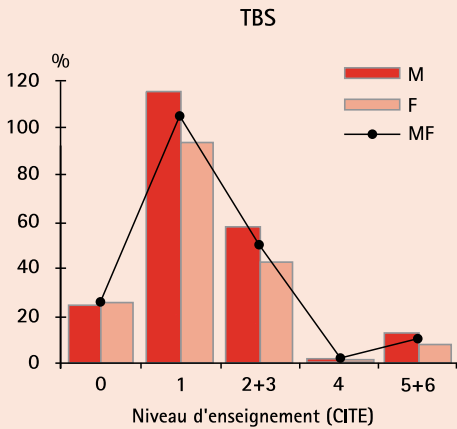
1999

Taux net de scolarisation primaire (%)



Population de 6–10 ans : 111 855 953

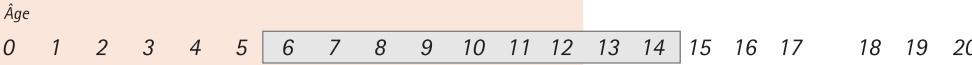
Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	17 843 942	113 612 541	71 030 516	382 579	9 404 460
	% F	49	44	40	18	38
Enseignants	MF	504 079	*2 840 314	2 112 548	9 564	399 023
	% F	84	*36	34	40	37
Répartition des dépenses publiques en éducation (%) ◇		1.0	30.0	37.8	0.9	17.5

◇ Dépenses non réparties : 12,7 %

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



Scolarisation obligatoire

0 0 0 1 1 1 1 1 2A 2A 2A 3A 3A 3A 3A

2C

3C 3C 3C

4B 4B 4B

5A 5A 5A 5A 5A 6 6 6 6

5B 5B 5B

0	Maternelle, garderie éducative
1	Primaire
2A	Primaire supérieur
2C	Institut de formation industrielle
3A	Deuxième cycle du secondaire
3C	Formation de base des enseignants, certificat en soins infirmiers

4B	Technique
5A	Licence, licence en éducation, licence en droit, maîtrise
5B	Licence technique
6	Maîtrise en philosophie, doctorat

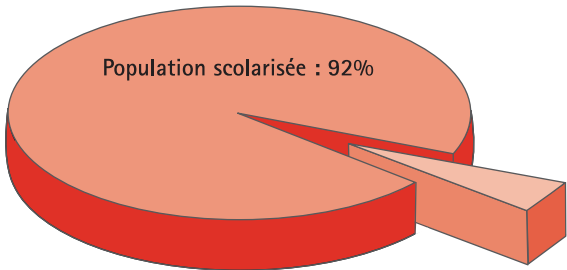
Informations générales

Superficie en km2 : 1 905 000
Population totale (000) : 212 092
- taux de croissance annuel moyen (%) : 1.5
Espérance de vie à la naissance (années) : 66
Population urbaine (%) : 41
Taux de mortalité infantile (0/00) : 48
Taux d'alphabétisme M (%) : 92
Taux d'alphabétisme F (%) : 82
Espérance de vie scolaire : ...
PIB par habitant (\$US) : 570
Dépenses publiques en éducation en %
- du PIB : 1.5
- des dépenses totales de l'État : 9.6
Monnaie nationale : Rupiah

Indonésie

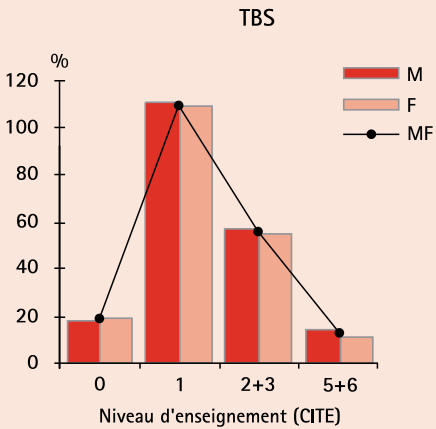
2000

Taux net de scolarisation primaire (%)



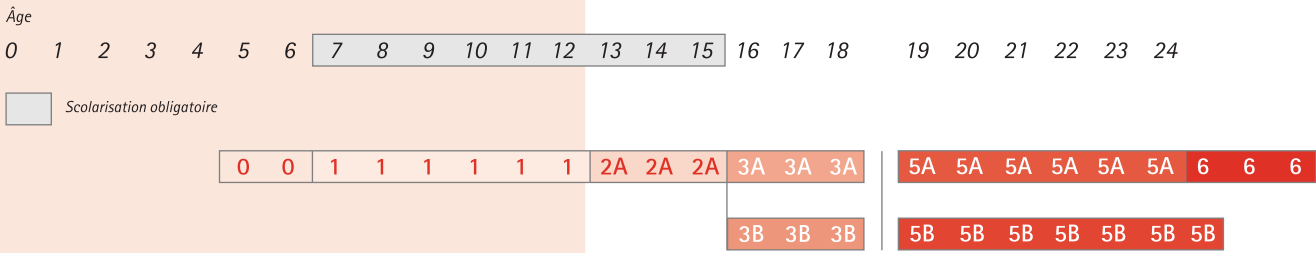
Population de 7–12 ans : 26 081 279

Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	1 628 167	28 690 131	14 828 085	.	3 017 887
	% F	50	49	49	.	43
Enseignants	MF	102 503	1 289 720	1 040 081	.	217 403
	% F	98	52	40	.	41
Répartition des dépenses publiques en éducation (%)		0.1	38.2	38.8	.	22.9

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Maternelle
1	Primaire
2A	Premier cycle du secondaire
3A	Deuxième cycle du secondaire général
3B	Deuxième cycle du secondaire technique

5A	Diplôme d'études supérieures (SI), maîtrise (SII)
5B	Diplômes I à IV, spécialiste I
6	Spécialiste II, doctorat (SIII)

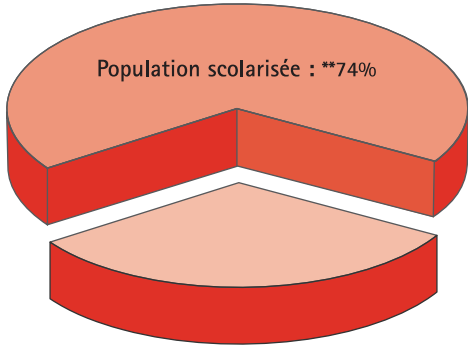
Informations générales

Superficie en km2 : 1 633 000
Population totale (000) : 70 330
- taux de croissance annuel moyen (%) : 1.8
Espérance de vie à la naissance (années) : 68
Population urbaine (%) : 64
Taux de mortalité infantile (0/00) : 44
Taux d'alphabétisme M (%) : 83
Taux d'alphabétisme F (%) : 69
Espérance de vie scolaire : ...
PIB par habitant (\$US) : 1680
Dépenses publiques en éducation en %
- du PIB : 4.4
- des dépenses totales de l'État : 20.4
Monnaie nationale : Rial

Iran, République islamique d'

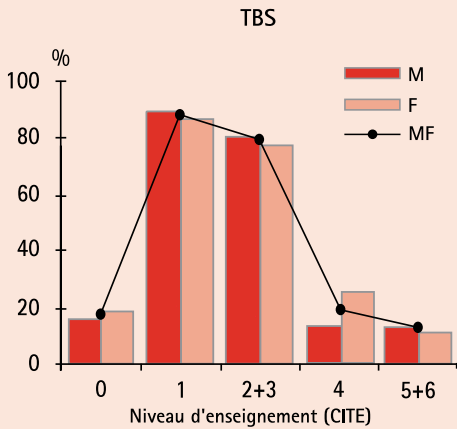
2000

Taux net de scolarisation primaire (%)



Population de 6–10 ans : 9 221 180

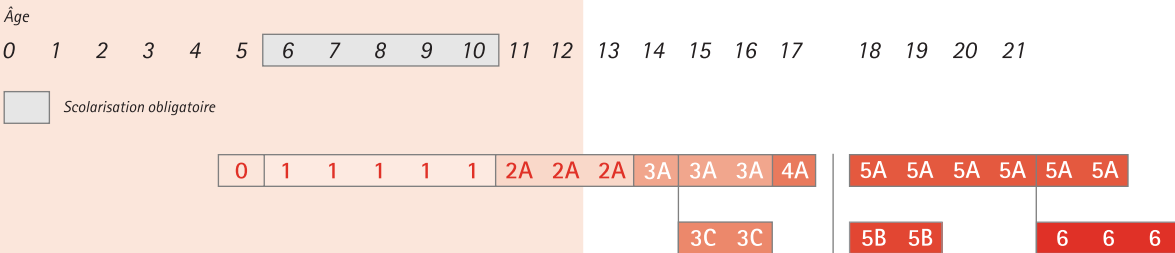
Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	286 903	7 968 437	9 090 866	413 610	733 527
	% F	50	48	47	61	47
Enseignants	MF	**7 357	**320 975	...	**10 948	46 747
	% F	**97	**54	...	...	18
Répartition des dépenses publiques en éducation (%) ◇		-	**26.6	34.8	2.6	19.4

◇ Dépenses non réparties : 16.6%

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Préprimaire
1	Primaire
2A	École d'orientation
3A	Secondaire
3C	Technique et professionnel : Kar-e-Danes
4A	Préuniversitaire

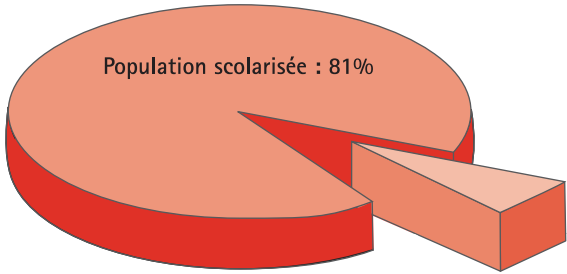
5A	Licence, maîtrise
5B	Diplôme de compétence professionnelle
6	Doctorat

Informations générales

Superficie en km2 :	237 000
Population totale (000) :	5 279
– taux de croissance annuel moyen (%) :	2.4
Espérance de vie à la naissance (années) :	54
Population urbaine (%) :	19
Taux de mortalité infantile (0/00) :	97
Taux d'alphabétisme M (%) :	76
Taux d'alphabétisme F (%) :	53
Espérance de vie scolaire :	8
PIB par habitant (\$US) :	290
Dépenses publiques en éducation en %	
– du PIB :	2.3
– des dépenses totales de l'État :	8.8
Monnaie nationale :	Kip

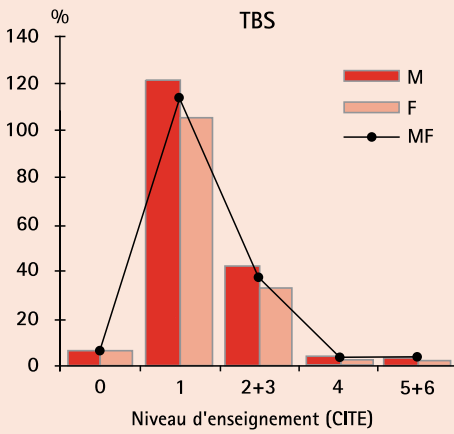
République démocratique populaire du Laos2000

Taux net de scolarisation primaire (%)



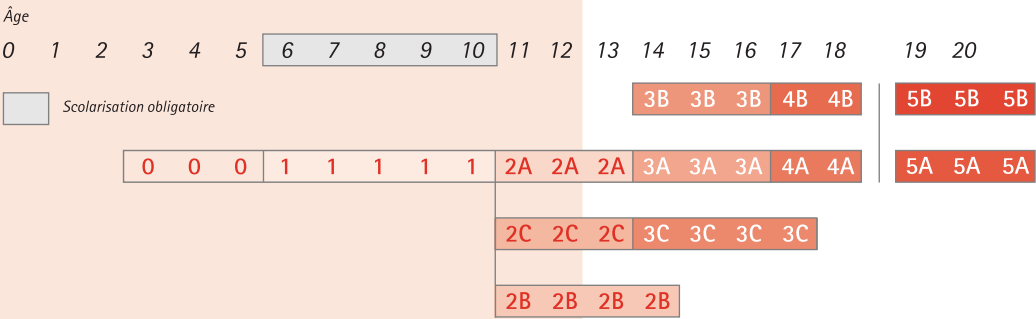
Population de 6–10 ans : 732 320

Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	37 110	828 113	288 443	9 330	16 621
	% F	51	45	41	41	37
Enseignants	MF	2 259	27 665	12 686	635	1 372
	% F	100	44	41	35	24
Répartition des dépenses publiques en éducation (%)		**3.1	**44.2	**20.5	**12.5	**19.8

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Préprimaire
1	Primaire
2A	Premier cycle du secondaire
2B	Formation d'enseignant
2C	Formation professionnelle
3A	Deuxième cycle du secondaire
3B	Formation d'enseignant
3C	Formation professionnelle

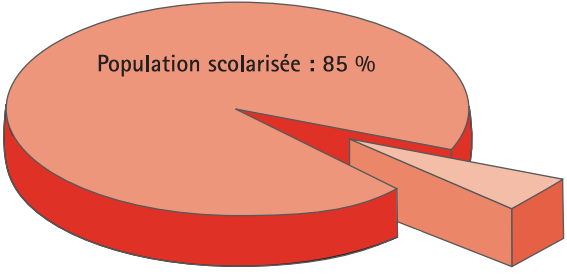
4A	Préuniversitaire
4B	Technique
5A	Licence
5B	Licence

Informations générales

Superficie en km2 :	21
Population totale (000) :	444
– taux de croissance annuel moyen (%) :	1.8
Espérance de vie à la naissance (années) :	...
Population urbaine (%) :	99
Taux de mortalité infantile (0/00) :	...
Taux d'alphabétisme M (%) :	97
Taux d'alphabétisme F (%) :	91
Espérance de vie scolaire :	14
PIB par habitant (\$US) :	14 580
Dépenses publiques en éducation en %	
– du PIB :	3.6
– des dépenses totales de l'État :	13.9
Monnaie nationale :	Pataca

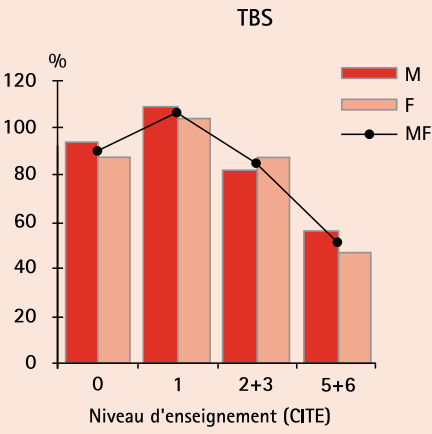
Macao, Chine2000

Taux net de scolarisation primaire (%)



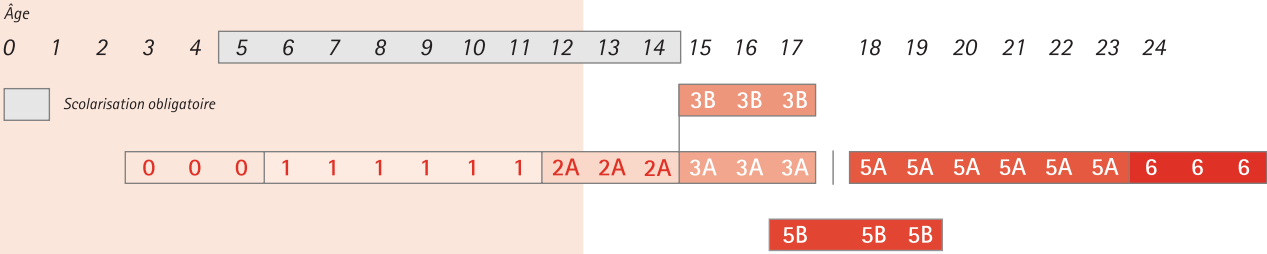
Population de 6–11 ans : 44 140

Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	14 847	45 816	39 201	.	13 996
	% F	47	47	50	.	45
Enseignants	MF	494	1 613	1 621	.	939
	% F	100	89	57	.	36
Répartition des dépenses publiques en éducation (%)		**8.9	**28.9	**29.1	.	**33.1

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Préscolaire
1	Primaire
2A	Premier cycle du secondaire Technique et professionnel
3A	Deuxième cycle du secondaire
3B	Technique et professionnel

5A	Licence, maîtrise
5B	Licence
6	Doctorat

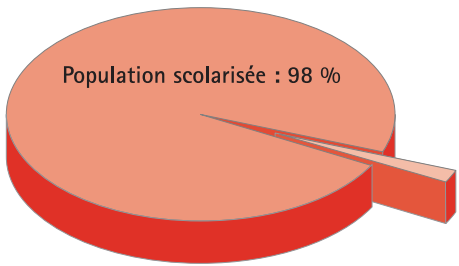
Informations générales

Superficie en km2 :	330 000
Population totale (000) :	22 218
- taux de croissance annuel moyen (%) :	2.2
Espérance de vie à la naissance (années) :	73
Population urbaine (%) :	57
Taux de mortalité infantile (0/00) :	12
Taux d'alphabétisme M (%) :	91
Taux d'alphabétisme F (%) :	83
Espérance de vie scolaire :	12
PIB par habitant (\$US) :	3 380
Dépenses publiques en éducation en %	
- du PIB :	6.2
- des dépenses totales de l'État :	...
Monnaie nationale :	Ringgit

Malaisie

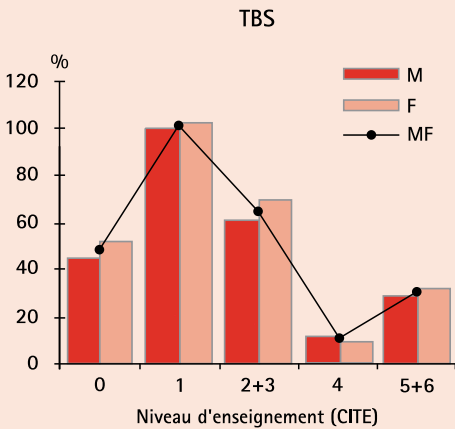
2000

Taux net de scolarisation primaire (%)



Population de 6–11 ans : 3 064 610

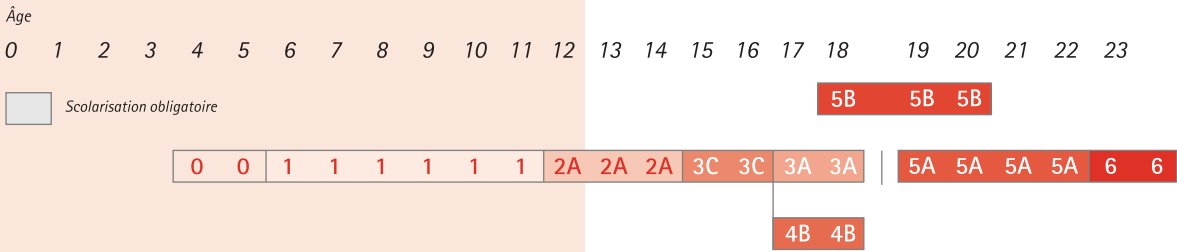
Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	549 754	3 017 902	2 205 426	91 906	549 205
	% F	53	49	51	47	51
Enseignants	MF	20 078	**159 375	**120 002	...	20 473
	% F	100	**65	**62	...	38
Répartition des dépenses publiques en éducation (%) ◇		1.0	27.2	34.5	3.0	32.1

◇ Dépenses non réparties : 2,3 %

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Préscolaire
1	Primaire
2A	Classe de transition, premier cycle du secondaire
3A	Préuniversitaire
3C	Deuxième cycle du secondaire, académique
	Deuxième cycle du secondaire, technique et professionnel
4B	Formation d'enseignant, formation professionnelle
5A	Licence, maîtrise
5B	Diplôme en enseignement, polytechnique
6	Doctorat

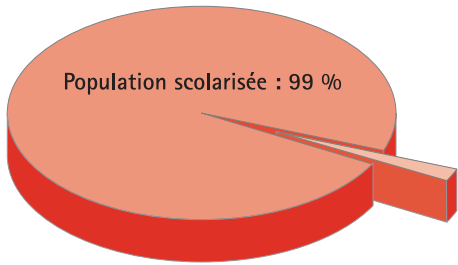
Informations générales

Superficie en km2 :	300
Population totale (000) :	291
- taux de croissance annuel moyen (%) :	3.0
Espérance de vie à la naissance (années) :	65
Population urbaine (%) :	28
Taux de mortalité infantile (0/00) :	46
Taux d'alphabétisme M (%) :	97
Taux d'alphabétisme F (%) :	97
Espérance de vie scolaire :	...
PIB par habitant (\$US) :	1 960
Dépenses publiques en éducation en %	
- du PIB :	...
- des dépenses totales de l'État :	...
Monnaie nationale :	Rufiyaa

Maldives

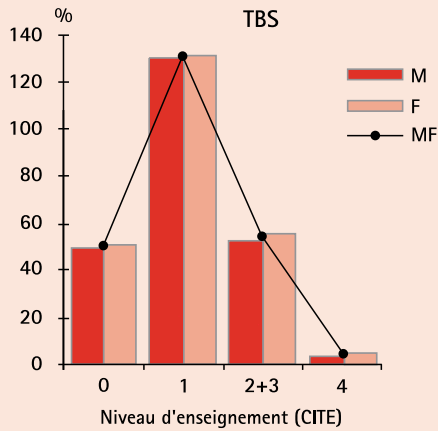
2000

Taux net de scolarisation primaire (%)



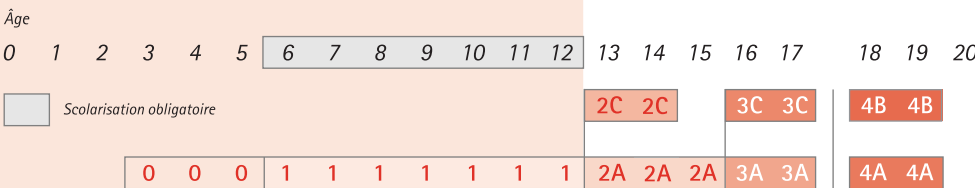
Population de 6–12 ans : 56 060

Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	12 894	73 522	20 046	545	.
	% F	49	49	51	52	.
Enseignants	MF	411	3 246	1 310	161	.
	% F	94	60	29	66	.
Répartition des dépenses publiques en éducation (%)		...	...	...	...	.

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Préscolaire
1	Primaire
2A	Secondaire
2C	Technique et professionnel
3A	Deuxième cycle du secondaire
3C	Technique et professionnel
4A	Technique et professionnel
4B	Technique et professionnel

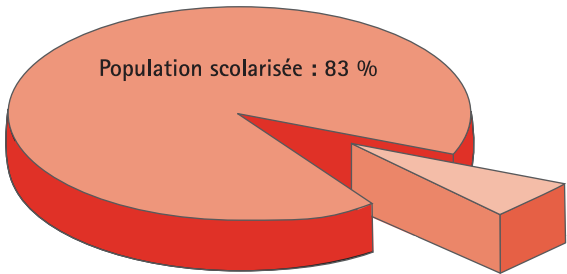
Informations générales

Superficie en km2 :	677 000
Population totale (000) :	47 749
- taux de croissance annuel moyen (%) :	1.6
Espérance de vie à la naissance (années) :	56
Population urbaine (%) :	28
Taux de mortalité infantile (0/00) :	92
Taux d’alphabétisme M (%) :	89
Taux d’alphabétisme F (%) :	80
Espérance de vie scolaire :	*7
PIB par habitant (\$US) :	...
Dépenses publiques en éducation en %	
- du PIB :	1.4
- des dépenses totales de l'État :	*18.1
Monnaie nationale :	Kyat

Myanmar

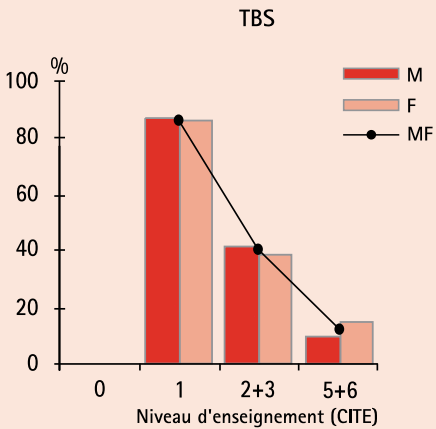
2000

Taux net de scolarisation primaire (%)



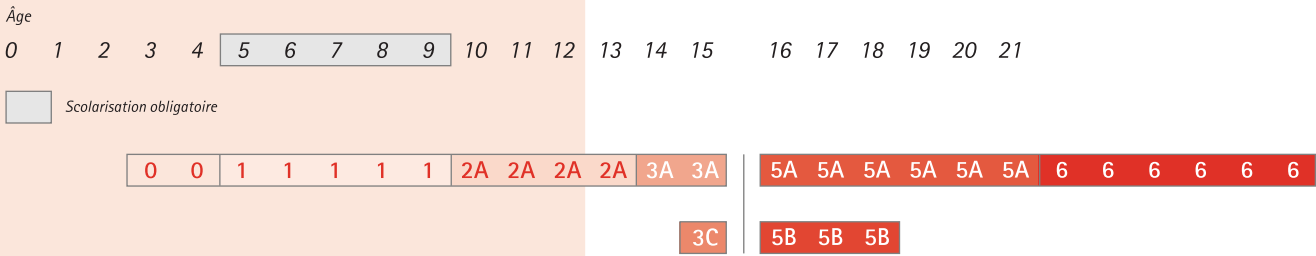
Population de 5–9 ans : 5 373 210

Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	...	4 781 543	**2 317 834	.	553 456
	% F	...	49	**48	.	**63
Enseignants	MF	**1 912	148 231	**75 272	.	10 522
	% F	...	74	**77	.	**70
Répartition des dépenses publiques en éducation (%)		–	**46.6	**27.0	.	26.4

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Préprimaire
1	Enseignement de base : primaire
2A	Enseignement de base : premier cycle du secondaire
3A	Enseignement de base : deuxième cycle du secondaire
3C	Formation de sage-femme et d'infirmière

5A	Licence, maîtrise
5B	Diplôme en agriculture
6	Doctorat

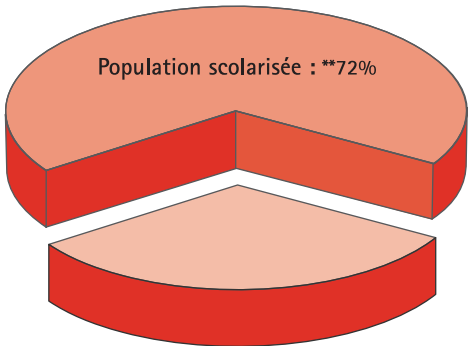
Informations générales

Superficie en km2 :	147 000
Population totale (000) :	23 043
- taux de croissance annuel moyen (%) :	2.4
Espérance de vie à la naissance (années) :	57
Population urbaine (%) :	12
Taux de mortalité infantile (0/00) :	83
Taux d’alphabétisme M (%) :	59
Taux d’alphabétisme F (%) :	24
Espérance de vie scolaire :	...
PIB par habitant (\$US) :	240
Dépenses publiques en éducation en %	
- du PIB :	3.7
- des dépenses totales de l'État :	14.1
Monnaie nationale :	Roupie

Népal

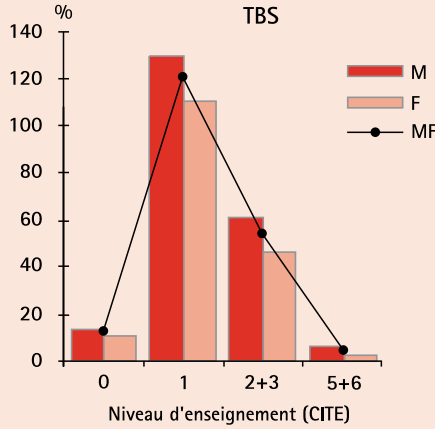
2000

Taux net de scolarisation primaire (%)



Population de 6–10 ans : 3 065 450

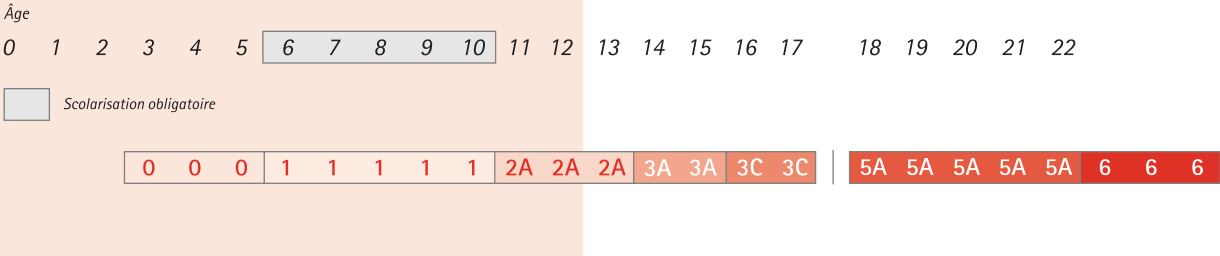
Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	257 968	3 623 150	**1 349 909	.	103 290
	% F	43	44	**41	.	**20
Enseignants	MF	11 785	97 879	**45 655	.	...
	% F	36	25	**10	.	...
Répartition des dépenses publiques en éducation (%) ◇		–	60.0	24.6	.	11.9

◇ Dépenses non réparties : 3.4%

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Préprimaire
1	Primaire
2A	Premier cycle du secondaire
3A	Deuxième cycle du secondaire

3C	Professionnel
5A	Licence, maîtrise
6	Doctorat

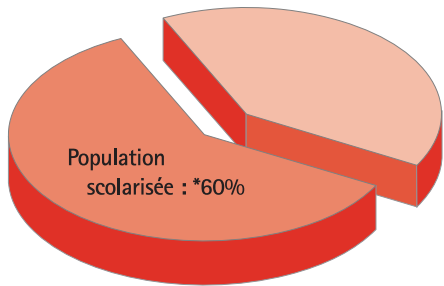
Informations générales

Superficie en km2 :	796 000
Population totale (000) :	141 256
– taux de croissance annuel moyen (%) :	2.5
Espérance de vie à la naissance (années) :	59
Population urbaine (%) :	33
Taux de mortalité infantile (0/00) :	95
Taux d'alphabétisme M (%) :	57
Taux d'alphabétisme F (%) :	28
Espérance de vie scolaire :	...
PIB par habitant (\$US) :	440
Dépenses publiques en éducation en %	
– du PIB :	**1.8
– des dépenses totales de l'État :	**7.8
Monnaie nationale :	Roupie

Pakistan

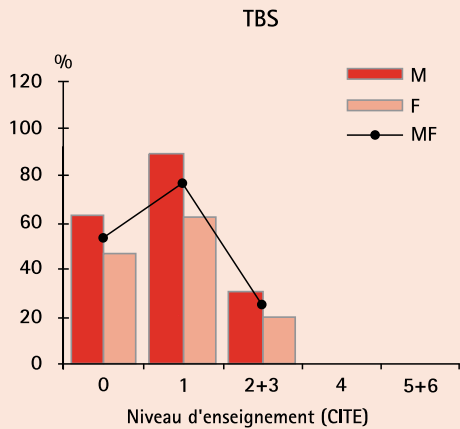
2000

Taux net de scolarisation primaire (%)



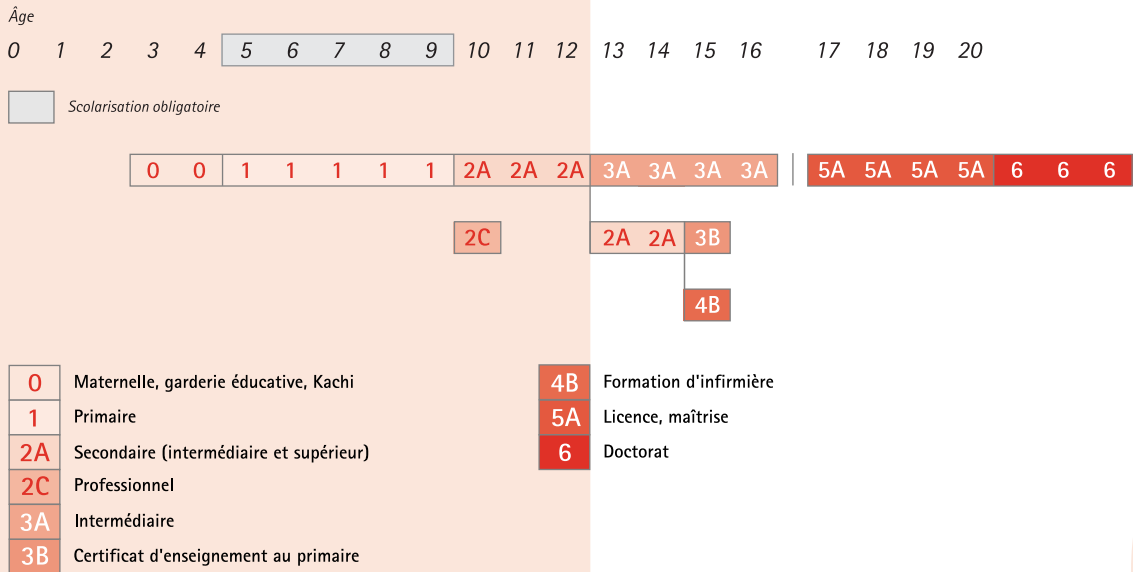
Population de 5–9 ans : 19 535 170

Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	*4 689 134	*14 561 580	*5 772 141	...	...
	% F	*41	*41	*39	...	...
Enseignants	MF	...	*329 764	...	...	...
	% F	...	*37	...	...	...
Répartition des dépenses publiques en éducation (%)		...	...	...	...	...

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



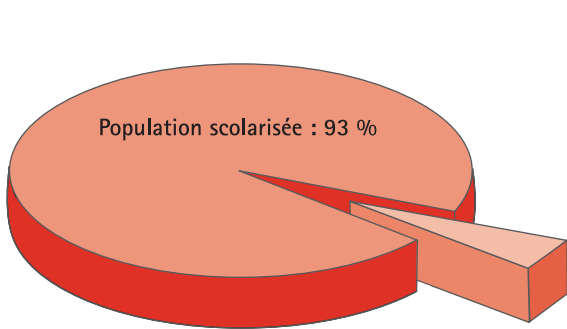
Informations générales

Superficie en km2 :	300 000
Population totale (000) :	75 653
– taux de croissance annuel moyen (%) :	2.1
Espérance de vie à la naissance (années) :	69
Population urbaine (%) :	59
Taux de mortalité infantile (0/00) :	34
Taux d'alphabétisme M (%) :	95
Taux d'alphabétisme F (%) :	95
Espérance de vie scolaire :	**11
PIB par habitant (\$US) :	1 040
Dépenses publiques en éducation en %	
– du PIB :	3.5
– des dépenses totales de l'État :	...
Monnaie nationale :	Peso

Philippines

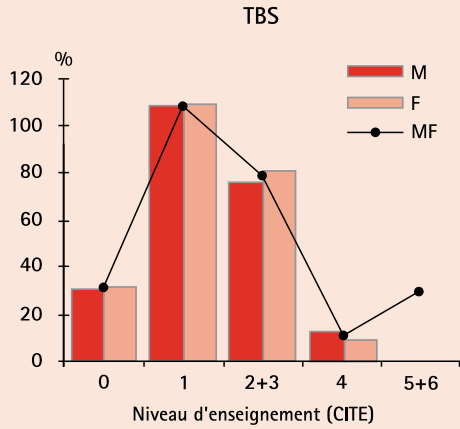
2000

Taux net de scolarisation primaire (%)



Population de 6–11 ans : 11 330 280

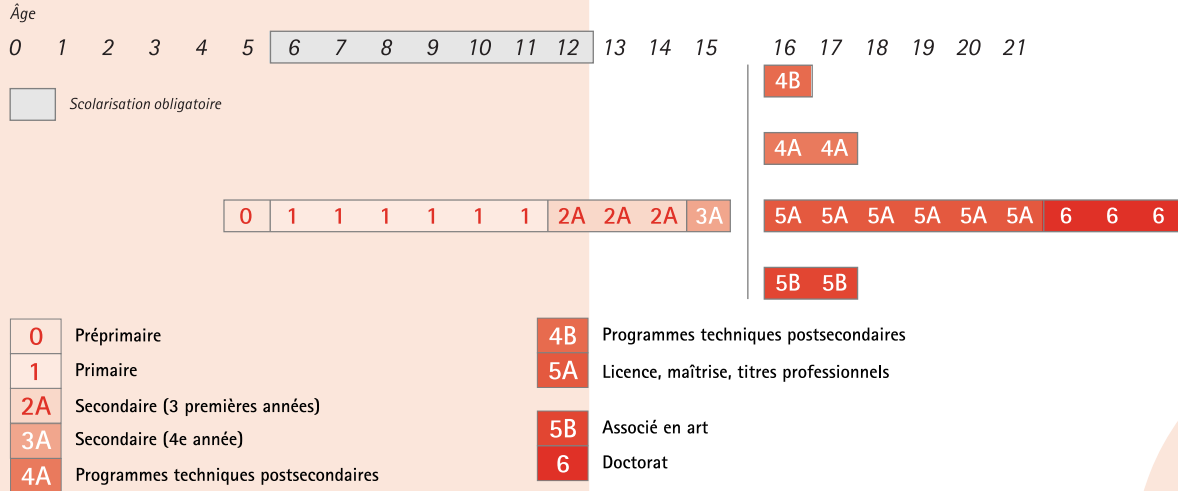
Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	592 289	12 759 918	5 386 434	286 316	2 432 002
	% F	50	49	51	40	...
Enseignants	MF	19 678	362 427	148 033	...	93 956
	% F	97	87	76	...	...
Répartition des dépenses publiques en éducation (%) ◇		0.1	60.5	21.8	1.8	13.8

◇ Dépenses non réparties : 2.0%

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



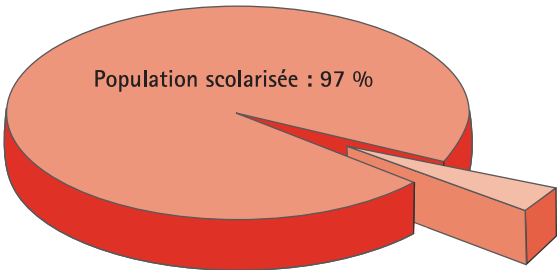
Informations générales

Superficie en km2 :	66 000
Population totale (000) :	18 924
– taux de croissance annuel moyen (%) :	1.1
Espérance de vie à la naissance (années) :	72
Population urbaine (%) :	23
Taux de mortalité infantile (0/00) :	23
Taux d'alphabétisme M (%) :	94
Taux d'alphabétisme F (%) :	89
Espérance de vie scolaire :	...
PIB par habitant (\$US) :	850
Dépenses publiques en éducation en %	
– du PIB :	3.1
– des dépenses totales de l'État :	...
Monnaie nationale :	Roupie

Sri Lanka

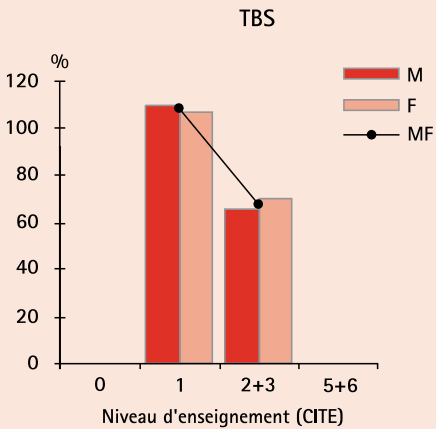
1998

Taux net de scolarisation primaire (%)



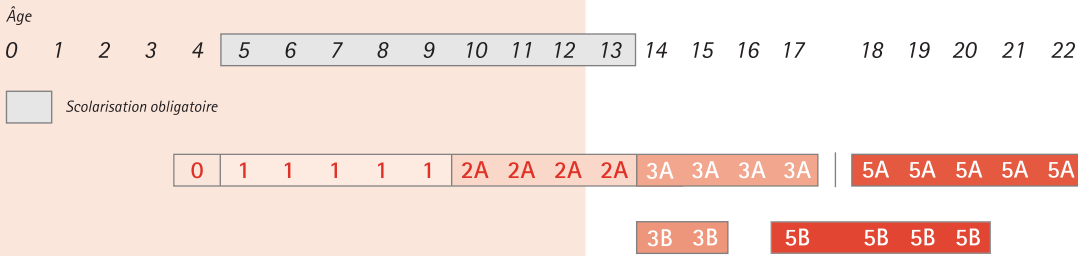
Population de 5–9 ans : 1 701 430

Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement					
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6	
Élèves	MF	...	1 801 933	**2 135 075	.	...	
	% F	...	48	**51	.	...	
Enseignants	MF	...	...	...	.	...	
	% F	...	...	...	.	...	
Répartition des dépenses publiques en éducation (%)		...	...	...	.	...	

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Préscolaire
1	Primaire
2A	Premier cycle du secondaire
3A	Deuxième cycle du secondaire (niveau 0, niveau A)
3B	Certificat

5A	Collégial, licence, maîtrise
5B	Collégial
6	Doctorat

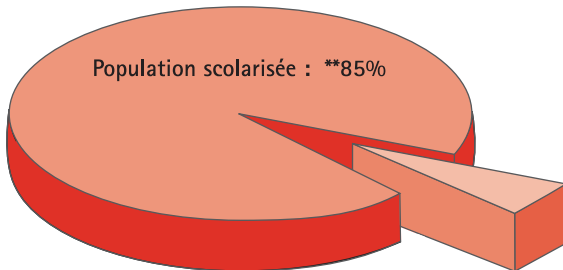
Informations générales

Superficie en km2 :	513 000
Population totale (000) :	62 806
– taux de croissance annuel moyen (%) :	1.3
Espérance de vie à la naissance (années) :	70
Population urbaine (%) :	20
Taux de mortalité infantile (0/00) :	25
Taux d'alphabétisme M (%) :	97
Taux d'alphabétisme F (%) :	94
Espérance de vie scolaire :	...
PIB par habitant (\$US) :	2 000
Dépenses publiques en éducation en %	
– du PIB :	5.4
– des dépenses totales de l'État :	31.0
Monnaie nationale :	Baht

Thaïlande

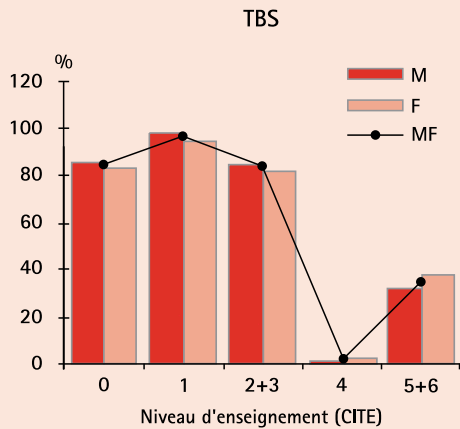
2000

Taux net de scolarisation primaire (%)



Population de 6–11 ans : 6 516 540

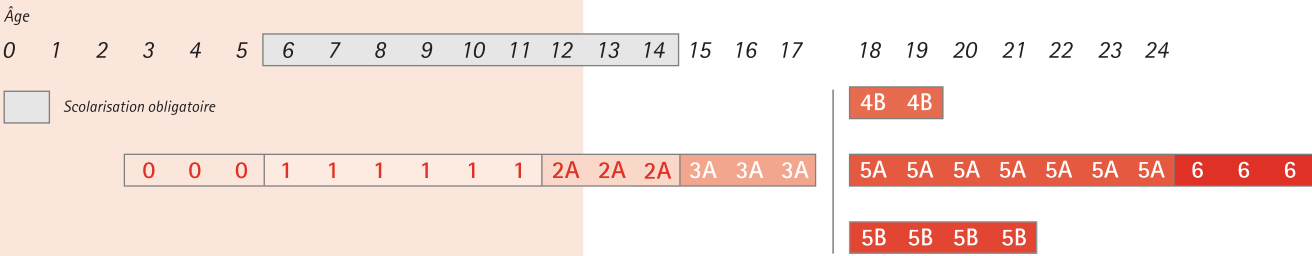
Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	2 769 826	6 179 325	5 577 364	19 976	2 095 694
	% F	49	48	48	64	53
Enseignants	MF	...	...	...	...	...
	% F	...	...	...	...	...
Répartition des dépenses publiques en éducation (%) ◇		10.9	32.2	21.9	...	20.3

◇ Dépenses non réparties : 14,6%

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Préprimaire
1	Primaire
2A	Premier cycle du secondaire général
3A	Deuxième cycle du secondaire général
4B	Postsecondaire non supérieur

5A	Licence, maîtrise
5B	Diplôme d'études professionnelles, licence technique
6	Doctorat

Informations générales

Superficie en km2 :	15 007
Population totale (000) :	737
- taux de croissance annuel moyen (%) :	...
Espérance de vie à la naissance (années) :	...
Population urbaine (%) :	7
Taux de mortalité infantile (0/00) :	...
Taux d'alphabétisme M (%) :	...
Taux d'alphabétisme F (%) :	...
Espérance de vie scolaire :	...
PIB par habitant (\$US) :	...
Dépenses publiques en éducation en %	
- du PIB :	...
- des dépenses totales de l'État :	...
Monnaie nationale :	Dollar

2000

Timor-Leste

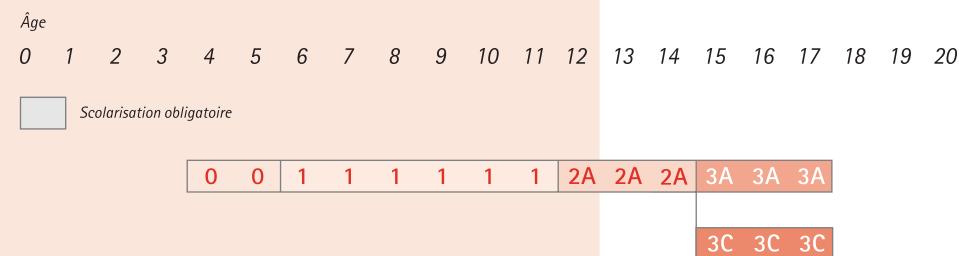
Taux net de scolarisation primaire (%)

(Informations non disponibles)

Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation

(Informations non disponibles)

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Préprimaire
1	Primaire
2A	Premier cycle du secondaire
3A	Deuxième cycle du secondaire
3C	Secondaire professionnel

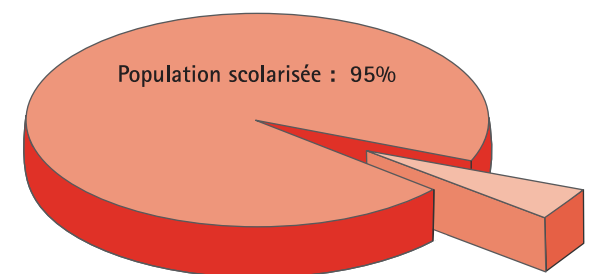
Informations générales

Superficie en km2 :	332 000
Population totale (000) :	78 137
- taux de croissance annuel moyen (%) :	1,7
Espérance de vie à la naissance (années) :	68
Population urbaine (%) :	24
Taux de mortalité infantile (0/00) :	40
Taux d'alphabétisme M (%) :	94
Taux d'alphabétisme F (%) :	91
Espérance de vie scolaire :	10
PIB par habitant (\$US) :	390
Dépenses publiques en éducation en %	
- du PIB :	...
- des dépenses totales de l'État :	...
Monnaie nationale :	Dong

2000

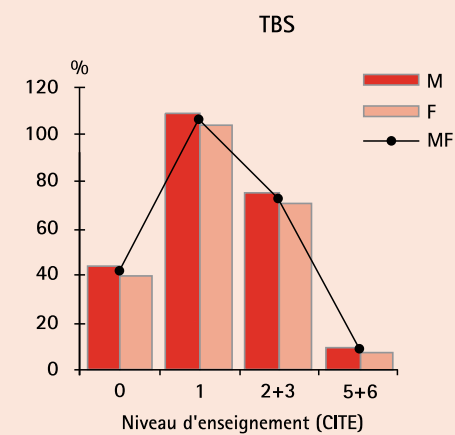
Viet Nam

Taux net de scolarisation primaire (%)



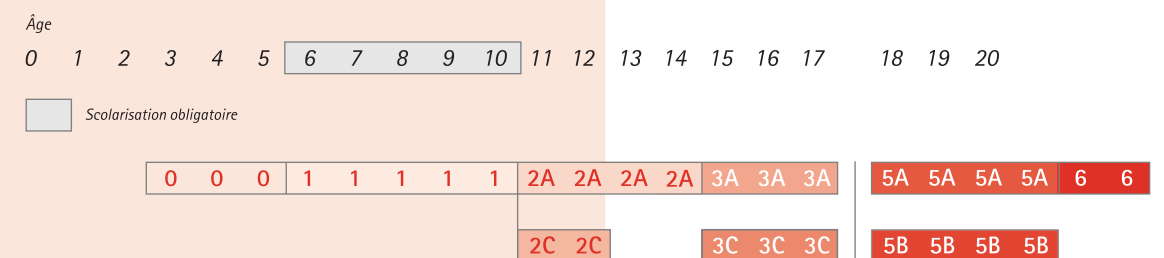
Population de 6-10 ans : 9 232 390

Taux bruts de scolarisation (TBS) élèves inscrits, enseignants et dépenses publiques en éducation



		Niveau d'enseignement				
		CITE 0	CITE 1	CITE 2+3	CITE 4	CITE 5+6
Élèves	MF	2 203 194	9 751 434	8 321 194	.	749 914
	% F	47	48	47	.	42
Enseignants	MF	99 643	347 833	309 218	.	32 977
	% F	100	78	65	.	38
Répartition des dépenses publiques en éducation (%)		...	...	...	.	...

Structure du système d'enseignement selon la CITE 97



0	Préscolaire
1	Primaire
2A	Premier cycle du secondaire
2C	Formation professionnelle
3A	Deuxième cycle du secondaire
3C	Secondaire technique et professionnel

5A	Études supérieures
5B	Études supérieures (4 à 6 ans)
6	Études postuniversitaires

2. Accès et participation par niveau d'enseignement

2.1 Éducation préprimaire (CITE 0)

Les programmes de protection et d'éducation de la petite enfance (PEPE) comprennent l'éducation préprimaire correspondant au niveau 0 de la CITE 97 et tous les autres programmes offerts dans des écoles ou des centres qui comportent des activités d'apprentissage organisées et systématiques.

L'importance de ces programmes de protection et d'éducation de la petite enfance a été soulignée lors de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (Jomtien, 1990) et du Forum mondial sur l'éducation (Dakar, 2000). L'objectif des programmes de ce niveau est d'encourager l'apprentissage chez les enfants de trois ans et plus, tout en favorisant leur développement affectif, cognitif et social.

Des taux de scolarisation élevés à ce niveau sont souvent synonymes de taux de scolarisation élevés au niveau primaire. De plus, en général, les enfants qui ont pris part à des programmes préprimaires ou à des programmes de protection et d'éducation de la petite enfance redoublent moins souvent et progressent mieux au niveau primaire.³ En outre, les programmes de protection et d'éducation de la petite enfance ont une influence positive sur la scolarisation et le maintien aux études des filles au niveau primaire. En s'occupant des petits enfants, ces programmes permettent aux filles de fréquenter l'école et aux mères d'entrer sur le marché du travail.⁴

Dans la majorité des pays de l'Asie du Sud et de l'Est, l'éducation préprimaire débute à l'âge de trois ans et dure généralement trois ans (annexe 1, tableau A1). L'âge d'entrée n'est pas le même au Bhoutan, en Indonésie, en Malaisie, au Myanmar, au Pakistan et en République populaire démocratique de Corée, mais les programmes sont de deux ans dans les six pays. Aux Philippines, en

République islamique d'Iran et au Sri Lanka, les programmes débutent à l'âge de cinq ans et durent une année.

De nombreux pays de l'Asie du Sud et de l'Est ont pris des mesures visant à augmenter la participation aux programmes de protection et d'éducation de la petite enfance. Néanmoins, le premier objectif du Cadre d'action de Dakar⁵ est loin d'être atteint, plus particulièrement dans les pays les plus pauvres et les plus peuplés. De plus, les enfants des régions urbaines profitent généralement davantage des programmes formels d'éducation préprimaire que ceux des régions rurales. Étant donné les nombreux avantages de l'éducation préprimaire, l'expansion des programmes de protection et d'éducation de la petite enfance est fondamentale dans cette région.

Participation à l'éducation préprimaire

Le taux brut de scolarisation (TBS) mesure la participation. On le calcule en divisant le nombre total d'enfants inscrits au niveau préprimaire, peu importe leur âge, par le nombre total d'enfants dans le groupe d'âge en question. Cet indicateur mesure la participation générale au niveau préprimaire ainsi que la capacité des pays à préparer les jeunes enfants aux niveaux subséquents.

Les taux bruts de scolarisation des pays de l'Asie du Sud et de l'Est diffèrent largement (figure 2.1). Au Cambodge, moins de 7 % des enfants âgés entre trois et cinq ans sont inscrits à l'éducation préprimaire, comparativement à 90 % à Macao. Le taux brut de scolarisation médian en Asie du Sud et de l'Est est de 28 %. Macao et la Thaïlande se distinguent des autres pays, avec des taux bruts de scolarisation respectifs de 90 % et 83 %. Ces mêmes taux se situent entre 43 % et 55 % au Pakistan⁶, aux Maldives, en Malaisie, au Brunéi Darussalam et au Viet Nam. Le Bangladesh, la Chine, l'Inde et les Philippines ont des taux bruts de scolarisation presque égaux à la médiane. Enfin, au

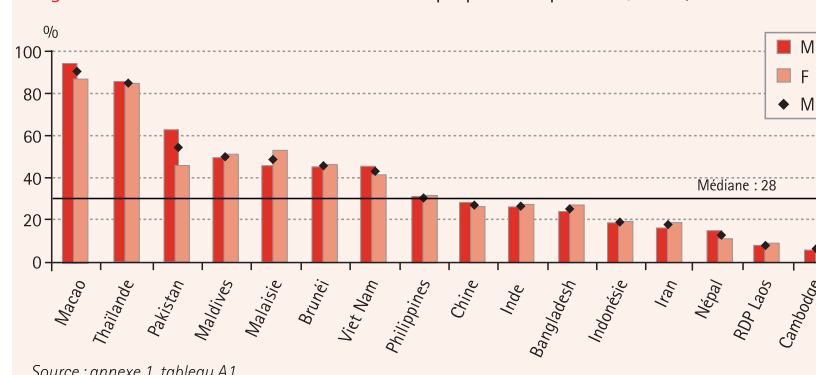
Cambodge, en Indonésie, en République islamique d'Iran, au Népal et en République démocratique populaire du Laos, ces taux sont largement inférieurs à la médiane.

L'éducation préprimaire est souvent dispensée par des établissements privés. Dans les 14 pays pour lesquels des données sont disponibles, environ la moitié des élèves sont inscrits dans des établissements privés. Au Bhoutan, en Indonésie et à Macao, l'éducation préprimaire est dispensée presque exclusivement par des établissements privés. En revanche, en Inde, seulement 3 % des élèves du niveau préprimaire fréquentent des établissements privés (annexe 1, tableau A1). Les huit autres pays sont incapables de séparer les données sur la scolarisation, mais affirment qu'elles comprennent l'éducation préprimaire privée.

Changements dans la participation entre 1990 et 2000

Au cours de la dernière décennie, la majorité des pays de l'Asie du Sud et de l'Est ont amélioré ou maintenu leurs taux de participation au préprimaire. Huit pays pour lesquels des données comparables sont disponibles nous ont permis de nous pencher sur les changements survenus dans les taux bruts de scolarisation entre 1990 et 2000 (Figure 2.2). Les taux de scolarisation ont augmenté dans chaque pays, l'augmentation allant d'un point de pourcentage en République démocratique populaire du Laos à 40 points de pourcentage en Thaïlande. Les augmentations marginales enregistrées au Cambodge, en Indonésie et en République démocratique populaire du Laos suggèrent que l'éducation préprimaire demeure inaccessible pour la majorité

Figure 2.1 – Taux bruts de scolarisation au préprimaire par sexe, 2000/2001



Source : annexe 1, tableau A1

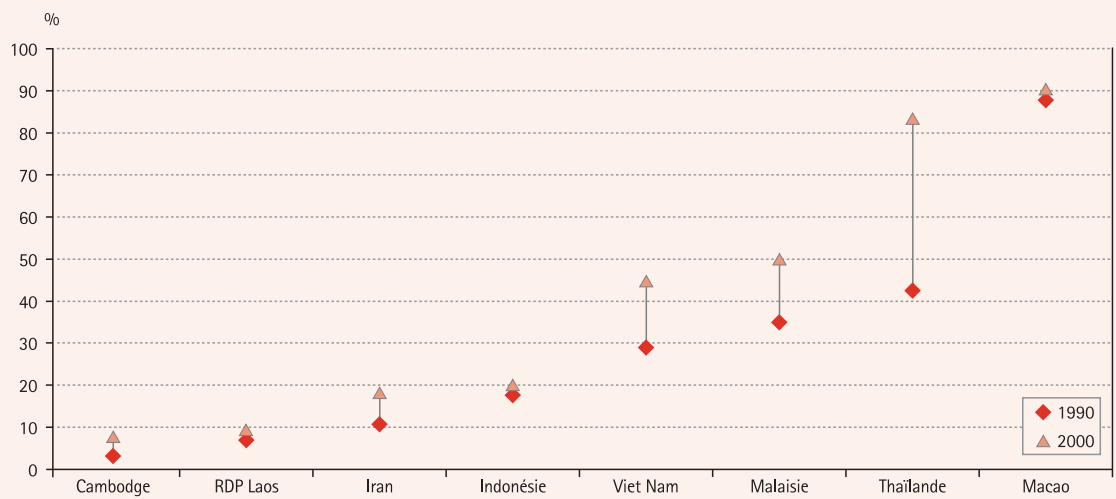
³ La situation des enfants dans le monde, UNICEF (2001).

⁴ Id.

⁵ Développer et améliorer les programmes de protection et d'éducation de la petite enfance, plus particulièrement pour les enfants les plus vulnérables et défavorisés.

⁶ Le total de la scolarisation au niveau de l'enseignement pré-primaire au Pakistan comprend les programmes Kachi faisant précédemment partie de la scolarisation au niveau de l'enseignement primaire.

Figure 2.2 – Taux bruts de scolarisation au préprimaire, 1990 et 2000



Sources : annexe 1, tableau A1 et la base de données de l'ISU

des enfants de ces pays. À Macao, le taux brut de scolarisation était déjà élevé en 1990 et n'a augmenté depuis que d'un point de pourcentage. Il convient d'être prudent dans l'analyse de ces données puisque les changements peuvent être attribuables en partie à une meilleure couverture des programmes et des établissements préprimaires par rapport à 1990.

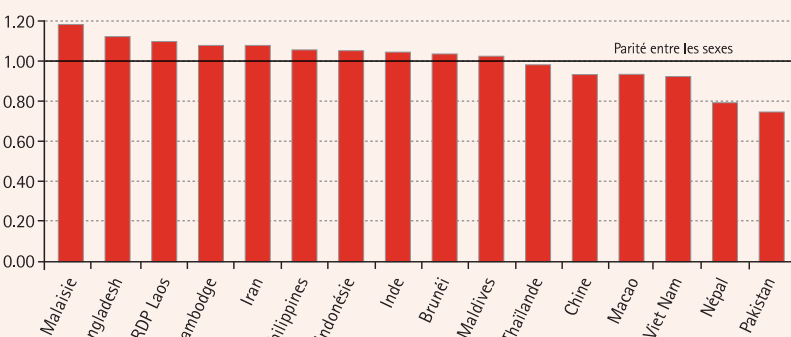
Parité entre les sexes au préprimaire

L'indice de parité entre les sexes (IPS) permet de mesurer s'il y a égalité entre les filles et les garçons. On l'obtient en divisant le taux brut de scolarisation des filles par celui des garçons. Une valeur inférieure à 1 correspond à une disparité en faveur des garçons, une valeur proche de 1 à une égalité et une valeur supérieure à 1 à une disparité en faveur des filles.

Dans la majorité des pays (9/16) pour lesquels des données sont disponibles, la participation des filles est supérieure à celle des garçons (figure 2.3). Au Bangladesh et en Malaisie, les données indiquent que les garçons sont beaucoup moins nombreux que les filles au niveau préprimaire. Cependant, ce désavantage apparent doit être interprété prudemment puisque, à ce niveau, les garçons sont souvent inscrits dans des écoles religieuses pour lesquelles des données peuvent manquer. Les faibles taux de participation des filles au Népal et au Pakistan (indices de parité entre les sexes de 0,79 et 0,74) montrent que les filles sont encore beaucoup moins nombreuses que les garçons au préprimaire, une tendance qui se retrouve également au primaire et aux niveaux subséquents.

2.2 Enseignement primaire (CITE 1)

Figure 2.3 – Indices de parité entre les sexes des taux bruts de scolarisation au préprimaire, 2000/2001



Source : annexe 1, tableau A1

L'enseignement primaire, ou le premier cycle de l'éducation de base, est conçu pour donner aux élèves de solides connaissances de base en lecture, en écriture et en mathématiques, ainsi que des connaissances élémentaires dans des domaines comme l'histoire, la géographie, les sciences naturelles, les sciences sociales, les arts et la musique. En principe, la durée de ce niveau est de six années à plein temps.

L'objectif de l'éducation primaire universelle (EPU) veut que tous les enfants aient accès gratuitement à une éducation primaire obligatoire de bonne qualité. Le Forum mondial sur l'éducation (Dakar, 2000) et les Objectifs du millénaire pour le développement (New York, 2000) ont reconnu l'éducation primaire universelle et l'élimination de la disparité entre les sexes d'ici 2015 comme des priorités. Les avantages qui découlent de l'atteinte de ces objectifs sont des facteurs-clés du développement des nations et des personnes.

En général, les taux de scolarisation ont augmenté rapidement en Asie au cours de la dernière décennie. Malgré tout, le Rapport de suivi sur l'éducation pour tous fait ressortir un certain nombre de pays qui risquent de ne pas atteindre les objectifs de l'éducation primaire universelle et l'élimination de la disparité entre les sexes établis par le Cadre d'action de Dakar. L'éducation primaire universelle est atteinte lorsque le taux net de scolarisation est supérieur à 95 %, et la disparité entre les garçons et les filles est considérée éliminée lorsque les indices de parité entre les sexes se situent entre 0,97 et 1,03.⁷ Sur cette base, trois pays, l'Inde, le Népal et le Pakistan, risquent de n'atteindre aucun de ces objectifs, alors que le Bangladesh, le Bhoutan, la Chine, l'Indonésie, la République démocratique populaire du Laos, la République islamique d'Iran et le Sri Lanka pourraient n'en atteindre qu'un.⁸ Enfin, la Malaisie, les Maldives, le Myanmar, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam ont de fortes chances d'atteindre ou d'avoir déjà atteint l'éducation primaire universelle et, du même coup, les Objectifs du millénaire pour le développement en éducation.⁹

Dans la majorité des pays de la région, le primaire correspond au début de la scolarisation obligatoire (annexe 1, tableau A7). Dans dix pays, le niveau primaire est le seul obligatoire et sa durée médiane est de cinq ans. En Chine, en Inde, en Indonésie, à Macao, au Sri Lanka et en Thaïlande, la scolarisation obligatoire comprend le primaire et le premier cycle du secondaire, et sa durée médiane est de 9 ans. C'est au Bhoutan, au Brunéi Darussalam et en République populaire démocratique de Corée que la scolarisation obligatoire est la plus longue, de 11, 12 et 11 ans respectivement. Le Cambodge et la Malaisie sont les seuls pays à ne pas avoir de scolarisation obligatoire. Cependant, les deux pays ont adopté une loi à cet effet depuis la réalisation de l'enquête. Lors de la rédaction du présent rapport,

il n'existait aucune donnée sur la scolarisation obligatoire au Timor-Leste.

L'âge officiel d'entrée au primaire se situe entre 5 ans (Myanmar, Pakistan et Sri Lanka) et 7 ans (Afghanistan, Chine et Indonésie). Dans la majorité des pays, l'enseignement primaire débute officiellement à l'âge de 6 ans. La durée du primaire se situe entre 4 et 7 ans, mais est de 5 ou 6 ans dans la majorité des pays (respectivement 10 et 9 pays). Il importe de noter que les différences régionales en Chine et en Inde rendent difficiles les généralisations sur l'âge d'entrée à un niveau donné et peuvent fausser le calcul des taux de scolarisation.

Les établissements privés représentent moins de 20 % des inscriptions au primaire dans 12 des 15 pays pour lesquels des données sont disponibles (annexe 2, tableau 2). À Macao, la vaste majorité des enfants (94 %) fréquentent des écoles privées. Au Bangladesh et au Brunéi Darussalam, un pourcentage relativement élevé d'enfants sont inscrits dans des écoles privées (39 % et 35 %, respectivement).

Accès à l'enseignement primaire

Les taux brut et net d'admission sont utilisés pour mesurer le niveau d'accès à la première année du primaire. Le taux brut d'admission (TBA) s'obtient en divisant le nombre de nouveaux inscrits en première année du primaire, peu importe leur âge, par la population ayant l'âge officiel d'entrée à ce niveau. Le taux net d'admission (TNA) est le rapport entre le nombre de nouveaux inscrits en première année du primaire qui ont l'âge officiel d'entrée et la population du même âge, exprimé en pourcentage. En général, des taux d'admission élevés témoignent d'un haut niveau d'admission au primaire.

Taux bruts d'admission au primaire

Environ 73 millions¹⁰ d'enfants sont entrés pour la première fois à l'école primaire lors de l'année scolaire 2000/2001 (annexe 1, tableau A6). Le taux brut d'admission de l'ensemble de la région est de 111 % et est plus élevé en Asie du Sud et de l'Ouest (119 %) qu'en Asie de l'Est (101 %).

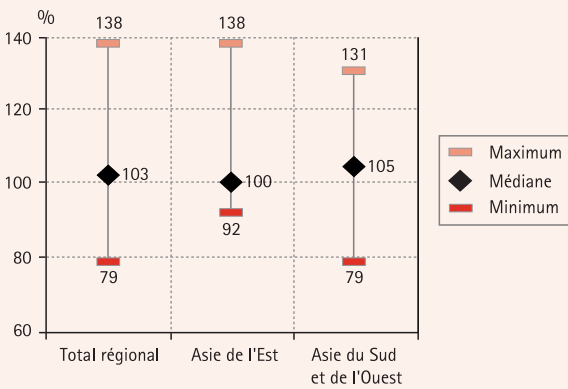
⁷ Rapport de suivi sur l'éducation pour tous, UNESCO (2002)

⁸ Id.

⁹ Id.

¹⁰ Les moyennes régionales du présent rapport doivent être interprétées prudemment puisqu'elles sont largement influencées par le TBA de l'Inde, qui représente une proportion considérable de la population de la région.

Figure 2.4 – Variance des taux bruts d'admission au primaire
par région, 2000/2001



Source : annexe 1, tableau A2

En Asie du Sud et de l'Ouest, les taux bruts d'admission se situent entre 79 % en République islamique d'Iran et 131 % en Inde. En Asie de l'Est, ces mêmes taux s'établissent entre 92 % à Macao et 138 % au Cambodge (Figure 2.4).

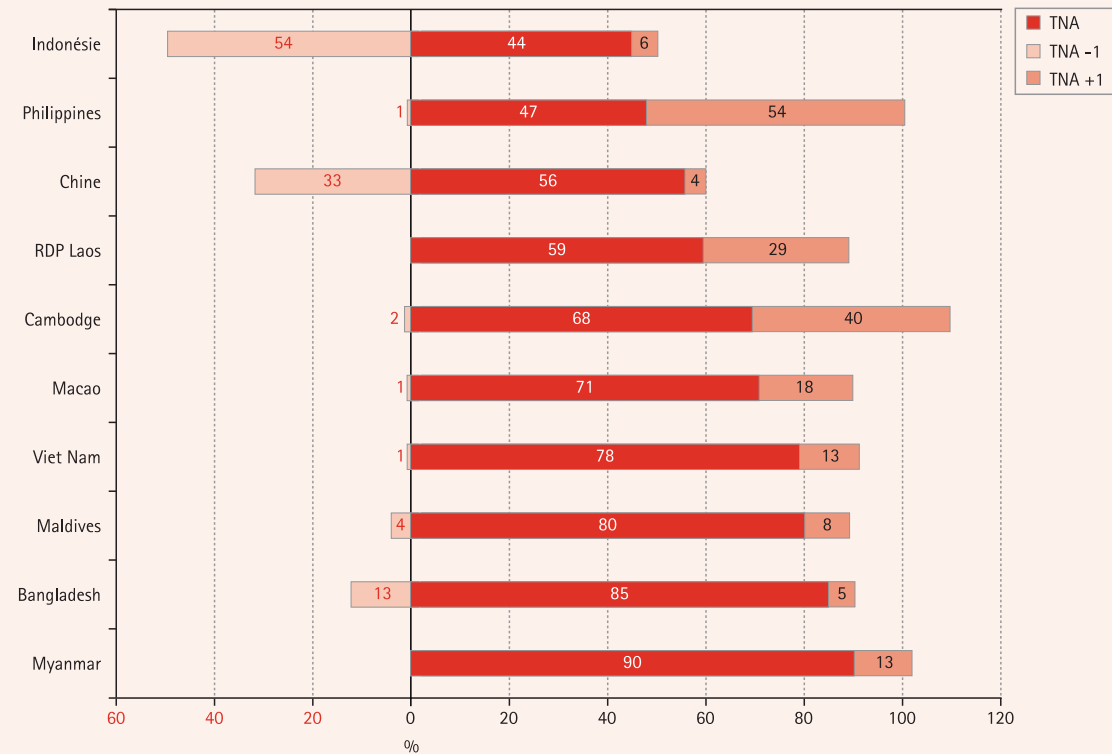
Dans les deux régions, les taux bruts d'admission élevés révèlent qu'un grand nombre de nouveaux inscrits ont plus ou moins que l'âge officiel d'entrée. Diverses raisons peuvent expliquer pourquoi les enfants débudent le primaire après

l'âge officiel d'entrée, notamment les difficultés économiques, le travail des enfants et la distance de l'école. Des taux bruts d'admission supérieurs à 100 % peuvent également témoigner d'efforts concertés visant à éduquer tous les enfants et à augmenter le niveau général d'instruction de la population en inscrivant des enfants plus vieux ou non scolarisés.

Taux nets d'admission au primaire

Les taux nets d'admission des 11 pays qui ont fourni des données se situent entre environ 38 % en République islamique d'Iran et 90 % au Myanmar (annexe 1, tableau A2). Ces données confirment que de nombreux enfants d'Asie du Sud et de l'Est entrent à l'école primaire une année avant ou après l'âge officiel d'entrée (figure 2.5). Aux Philippines, une majorité d'enfants entrent au primaire une année plus tard que l'âge officiel d'entrée (54 % contre 47 %). Malgré un changement législatif¹¹, un grand nombre d'enfants continuent d'entrer au primaire à sept ans. En République démocratique populaire du Laos et au Cambodge, 29 % et 40 % des enfants qui entrent au primaire ont une année de plus que

Figure 2.5 – Taux nets d'admission à l'âge officiel d'entrée (TNA), à un an de moins (TNA-1) et à un an de plus (TNA+1), 2000/2001



Sources : annexe 1, tableau A2 et la base de données de l'ISU

¹¹ En 1997, l'âge officiel d'entrée aux Philippines est passé de sept à six ans.

l'âge officiel d'entrée. L'Indonésie se démarque à ce chapitre en étant le seul pays de la région où les taux d'admission sont plus élevés une année avant l'âge officiel d'entrée, c'est-à-dire que les enfants sont plus nombreux à débiter le primaire à six qu'à sept ans. Même si l'âge théorique d'entrée est de sept ans, les enfants peuvent débiter le primaire à l'âge de six ans après avoir fréquenté la maternelle. En Chine, l'âge officiel d'entrée n'est pas le même d'une province à l'autre. Ainsi, en 2000/2001, 33 % des enfants qui sont entrés au primaire avaient six ans et 56 % sept ans.

Parité entre les sexes dans les taux d'admission

Pour éliminer les inégalités entre les sexes, il faut d'abord que les garçons et les filles puissent accéder également à la première année du primaire. Un indice de 1,00 indique la parité entre les sexes. L'indice de parité entre les sexes du taux d'admission de toute l'Asie du Sud et de l'Est (tableau 2.1) est inférieur à ce point de référence (0,92), et l'écart entre l'Asie du Sud et de l'Ouest (0,84) et l'Asie de l'Est (1,03) est important. L'examen de chaque pays montre que le Pakistan et l'Inde, les pays les plus peuplés de l'Asie du Sud et de l'Ouest, expliquent le faible indice de parité entre les sexes de la région.

La comparaison des indices de parité entre les sexes des taux bruts et nets d'admission révèle que le Bangladesh, le Brunéi Darussalam, Macao, la Malaisie, les Maldives, le Myanmar, la République islamique d'Iran et le Sri Lanka ont atteint la parité entre les sexes en termes d'accès à l'enseignement primaire (figure 2.6). Au Cambodge, en Indonésie, aux Philippines, en Thaïlande et au Viet Nam, les IPS sont supérieurs à 0,90, ce qui révèle une certaine disparité en faveur des garçons. Enfin, en Inde, au Népal, au Pakistan et en République démocratique

populaire du Laos, les filles ont beaucoup moins accès à l'enseignement primaire que les garçons. Une comparaison des taux bruts et nets d'admission révèle une tendance intéressante aux Philippines et en République démocratique populaire du Laos. Même si les garçons entrent davantage à l'école primaire que les filles, comme le suggère le taux brut d'admission, les filles entrent plus souvent à l'âge officiel d'entrée que les garçons, comme le révèle le taux net d'admission. Ainsi, les garçons sont souvent plus vieux que les filles lorsqu'ils entrent au primaire.

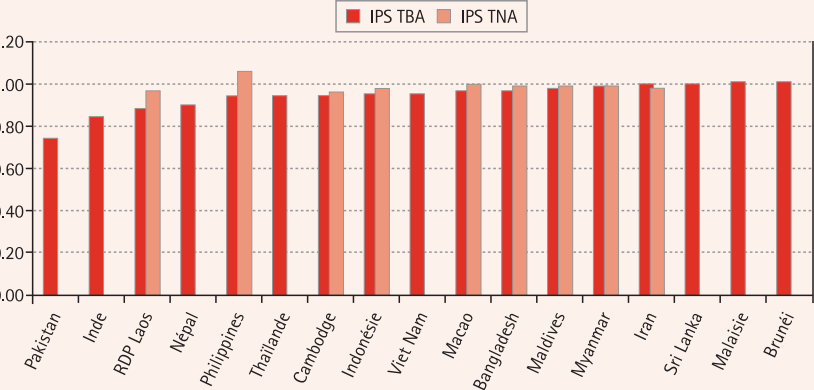
Plusieurs pays de la région, dont l'Inde, le Népal et le Pakistan, ont mis de l'avant des programmes visant à encourager la participation des filles par des bourses d'études, la gratuité, l'amélioration des environnements scolaires et l'embauche d'enseignantes. En outre, certains pays ont ouvert des écoles pour filles seulement et d'autres ont exigé que toutes les écoles primaires soient mixtes.

Tableau 2.1 – Taux bruts d'admission en première année du primaire et indices de parité entre les sexes (IPS), 2000/2001

	Taux bruts d'admission (%)			IPS (F/M)
	MF	M	F	
Asie du Sud et de l'Ouest	119	129	109	0.84
Asie de l'Est	101	100	103	1.03
Total régional	111	115	106	0.92

Source : Annexe 1, Table A6

Figure 2.6 – Indices de parité entre les sexes des taux bruts (IPS TBA) et nets d'admission (IPS TNA), 2000/2001



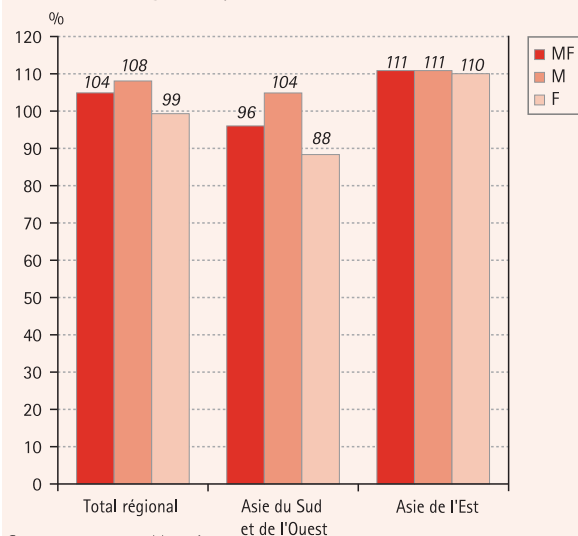
Source : annexe 1, tableau A2

Participation à l'enseignement primaire

Deux indicateurs mesurent le degré de participation au primaire : le taux brut de scolarisation (TBS) et le taux net de scolarisation

(TNS). Le taux brut de scolarisation est le rapport entre le nombre d'enfants inscrits (quel que soit leur âge) et l'ensemble de la population en âge d'être scolarisée au primaire, exprimé en pourcentage. Ce taux dépasse souvent 100 % en raison des admissions tardives ou des redoublements et témoigne de la capacité théorique des systèmes d'éducation à répondre aux besoins de tous les enfants d'âge primaire. Le taux net de scolarisation est le rapport entre le nombre d'élèves du groupe d'âge correspondant officiellement à un niveau donné et la population totale de ce groupe d'âge, exprimé en pourcentage. Le taux net de scolarisation est un indicateur plus pertinent lorsqu'il mesure l'enseignement primaire

Figure 2.7 – Taux bruts de scolarisation au primaire par région et par sexe, 2000/2001



Source : annexe 1, tableau A6

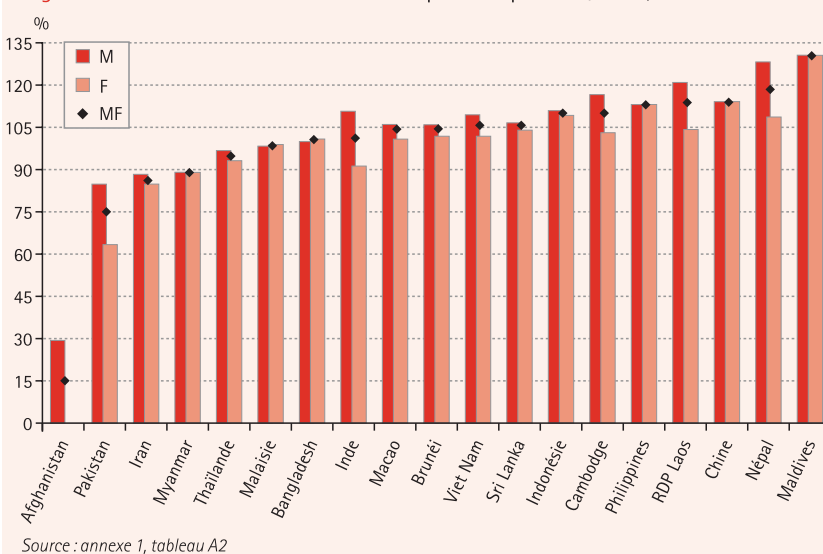
universel (EPU), la participation de tous les enfants du groupe d'âge officiel pour le primaire étant un élément-clé pour l'atteinte de cet objectif. Le taux net de scolarisation peut également servir à calculer le nombre d'enfants du groupe d'âge officiel pour le primaire qui ne fréquentent pas l'école. Il est important de noter que, même dans les pays les plus développés, les TNS atteignent rarement 100 %. Une faible différence entre les taux brut et net de scolarisation indique que le nombre d'élèves en dessous ou au-dessous de l'âge officiel est minimal. Les deux indicateurs doivent être interprétés lors de l'évaluation des progrès réalisés vers l'atteinte de l'enseignement primaire universel.

Taux bruts de scolarisation au primaire

On estime que 357 millions d'enfants de tous les âges sont inscrits à l'école primaire en Asie du Sud et de l'Est. De ce nombre, 192 millions sont des garçons et 165 millions des filles (annexe 1, tableau A6). Les taux bruts de scolarisation régionaux sont de 96 % en Asie du Sud et de l'Ouest et de 111 % en Asie de l'Est (figure 2.7). En Asie de l'Est, les filles et les garçons sont inscrits en presque aussi grand nombre à l'école primaire, alors qu'en Asie du Sud et de l'Ouest, l'écart est beaucoup plus grand et montre que les filles sont désavantagées par rapport aux garçons (88 % contre 104 %).

Les taux bruts de scolarisation diffèrent largement d'un pays à l'autre. En Asie du Sud et de l'Ouest, les taux bruts de scolarisation se situent entre 15 % en Afghanistan et 131 % aux Maldives. En Asie de l'Est, ces mêmes taux se situent entre 89 % au Myanmar et 114 % en Chine. Les taux bruts de scolarisation supérieurs à 100 % enregistrés dans la majorité des pays de l'Asie du Sud et de l'Est témoignent de leur capacité à scolariser tous les enfants du groupe d'âge officiel pour le primaire (figure 2.8).

Figure 2.8 – Taux bruts de scolarisation au primaire par sexe, 2000/2001



Source : annexe 1, tableau A2

Taux nets de scolarisation au primaire

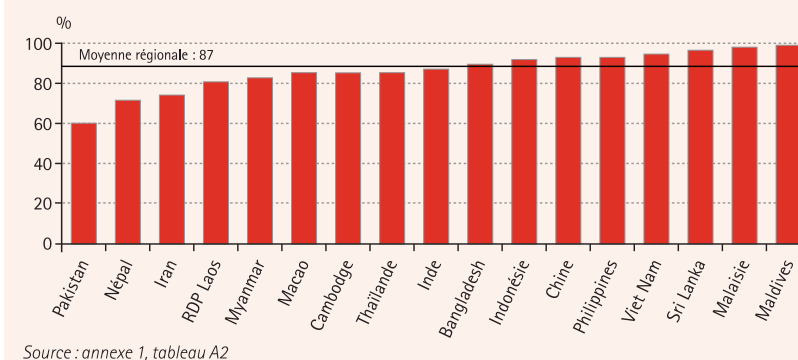
Le nombre d'élèves scolarisés dans le groupe d'âge officiel pour le primaire est de 299 millions, ce qui correspond à un taux net de scolarisation de 87 % pour l'ensemble de la région (annexe 1, tableau A6). L'écart entre les taux bruts et nets de scolarisation révèle que de nombreux enfants sont plus jeunes ou plus vieux que l'âge officiel. En Asie du Sud et de l'Ouest, où le taux net de scolarisation est de 81 %, l'enseignement primaire universel reste un objectif à atteindre. Avec un taux de 92 %, l'Asie de l'Est semble pour sa part être sur la bonne voie pour atteindre cet objectif d'ici 2015.

Les taux nets de scolarisation se situent entre 60 % au Pakistan et 99 % aux Maldives (figure 2.9). La Malaisie, les Maldives et le Sri Lanka sont sur le point d'atteindre l'éducation primaire universelle (TNS > 95 %). Le Népal, le Pakistan et la République islamique d'Iran, avec des TNS nettement inférieurs à 80 %, devront quant à eux redoubler d'efforts pour atteindre l'éducation primaire universelle d'ici 2015. Si les tendances actuelles se maintiennent, les TNS des autres pays montrent qu'ils sont en voie d'atteindre cet objectif.

Changements dans les taux nets de scolarisation entre 1990 et 2000

Des changements positifs et négatifs ont eu lieu dans cette région au cours de la dernière décennie.¹² Dans cinq pays, soit en République démocratique populaire du Laos, au Bangladesh, au Cambodge, au Sri Lanka et en Thaïlande, les

Figure 2.9 – Taux nets de scolarisation au primaire, 2000/2001



Source : annexe 1, tableau A2

Figure 2.10 – Changements dans les taux nets de scolarisation entre 1990 et 2000



Source : base des données de l'ISU

taux nets de scolarisation ont augmenté de dix à vingt points de pourcentage (figure 2.10). Le Viet Nam, la Malaisie et Macao ont enregistré une augmentation de cinq points de pourcentage. Au cours de cette période, les taux nets de scolarisation ont diminué dans les quatre autres pays, soit en Chine, en Indonésie, aux Philippines et en République islamique d'Iran.

On observe le même modèle d'augmentation ou de diminution des taux de scolarisation des filles dans la majorité des pays pour lesquels des données sont disponibles. Dans la moitié des pays, le taux de scolarisation des filles a augmenté davantage que celui des garçons.

¹² Il faut être prudent en comparant les données du Cambodge, des Maldives et des Philippines en raison des changements qu'ils ont apportés à leur système d'éducation, comme la répartition des niveaux en fonction de la CITE. En 1996 et en 1997, respectivement, le Cambodge et les Maldives ont fait passer de cinq à sept ans la durée du niveau primaire. En 1997, les Philippines ont fait passer de sept à six ans l'âge d'entrée au niveau primaire.

Population non scolarisée

La population non scolarisée est le nombre d'enfants ayant l'âge officiel pour le primaire qui ne sont pas inscrits à l'école. On l'obtient en soustrayant le nombre d'élèves du groupe d'âge officiel inscrits au primaire de la population totale de ce groupe d'âge.

Dans toute l'Asie du Sud et de l'Est, on estime qu'il y a 46 millions d'enfants non scolarisés au niveau primaire¹³ et que les filles (28 millions) sont davantage exclues que les garçons (18 millions) (annexe 1, tableau A6). On compte 32 millions d'enfants non scolarisés en Asie du Sud et de l'Ouest, et 14 millions en Asie de l'Est.

Sur la planète, on estime à 104 millions le nombre d'enfants non scolarisés ; 45 % de ces enfants se trouvent en Asie du Sud et de l'Est, soit la plus grande proportion (figure 2.11). Encore une fois, les écarts sont énormes entre l'Asie du Sud et de l'Ouest et l'Asie de l'Est. En effet, le nombre d'enfants non scolarisés en Asie de l'Est (13 % du total mondial) est relativement faible par rapport à celui de l'Asie du Sud et de l'Ouest (31 % du total mondial).

La figure 2.12 montre le nombre d'enfants non scolarisés en pourcentage du total régional. Cette figure montre clairement que les pays les plus peuplés de la région, soit la Chine, l'Inde et le Pakistan, influencent les proportions d'enfants non scolarisés. En outre, la majorité des filles non scolarisées se trouvent en Inde, alors que la Chine compte plus de garçons non scolarisés que de filles.

Les estimations montrent que, malgré des taux de participation relativement élevés, des efforts considérables devront être faits pour que les enfants non scolarisés intègrent systématiquement le niveau primaire.

Figure 2.11 – Enfants non scolarisés par région, 2000/2001

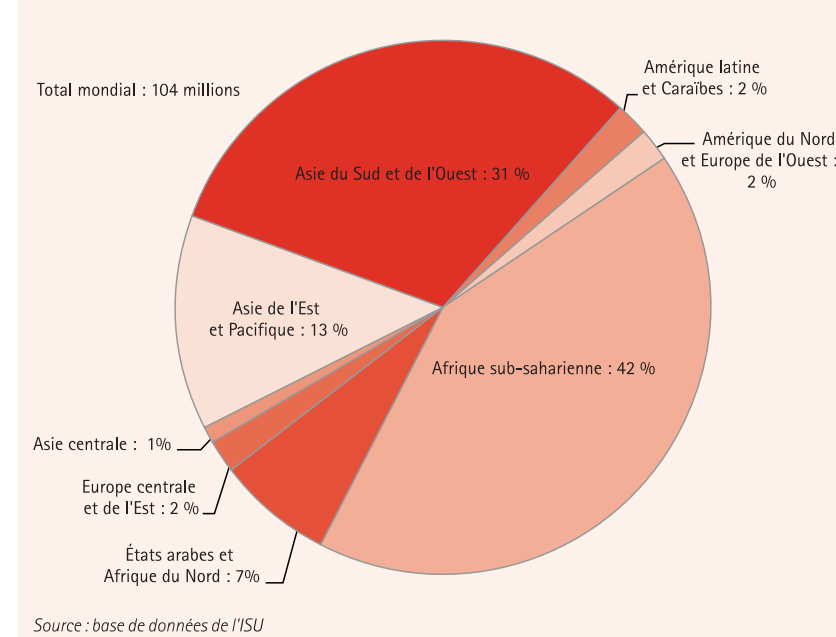
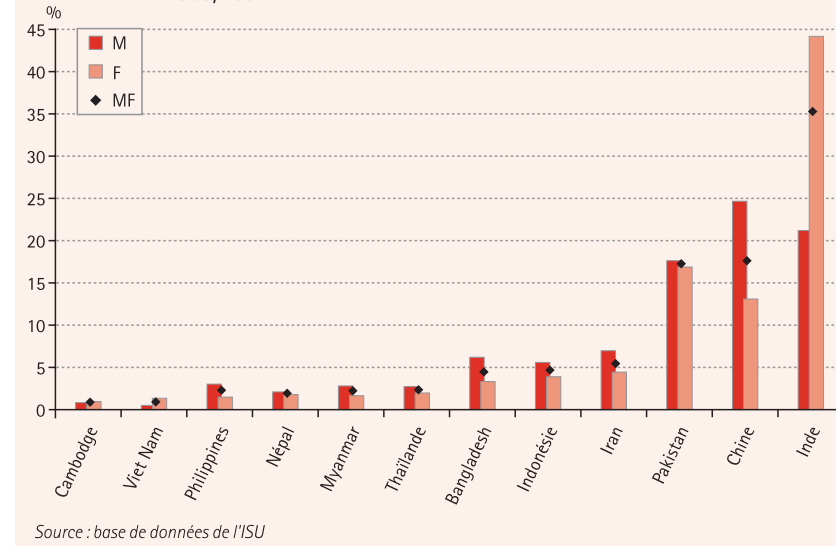


Figure 2.12 – Enfants non scolarisés en pourcentage du total de la région par sexe, 2000/2001



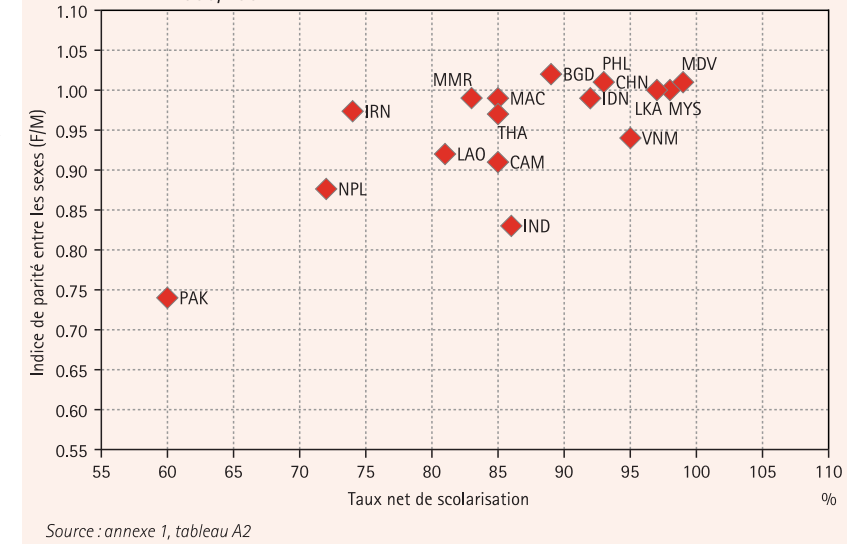
¹³ Ces chiffres doivent être interprétés avec précaution puisqu'ils ne tiennent pas compte des enfants inscrits à d'autres niveaux ou dans des écoles non reconnues. En outre, les différentes sources et le moment auquel ont été recueillies les données sur la population et la scolarisation peuvent également conduire à des sous-estimations. Enfin, les entrées hâtives ou tardives au primaire peuvent aussi influencer ces chiffres. Il existe une mesure plus précise qui utilise les taux de scolarisation aux différents âges et tient compte de tous les enfants inscrits à tous les niveaux. Cette mesure n'est présentement pas employée en raison du manque de données par âge pour chacun des niveaux dans de nombreux pays.

Parité entre les sexes dans les taux de participation

L'élimination de la disparité entre les sexes dans les taux de participation demeure un défi pour certains pays de la région. Pour toute l'Asie du Sud et de l'Est, le taux brut de scolarisation des filles est de neuf points de pourcentage plus bas que celui des garçons (figure 2.7), ce qui équivaut à un indice de parité entre les sexes de 0,92. La disparité entre les sexes est plus prononcée en Asie du Sud et de l'Ouest ; les taux bruts de scolarisation y sont de 88 % pour les filles et de 104 % pour les garçons (IPS de 0,84). En Asie de l'Est, les taux de participation des filles et des garçons sont pratiquement identiques (110 % et 111 %). En termes de parité entre les sexes, on observe la même tendance dans les taux nets de scolarisation que dans les autres indicateurs. En effet, en Asie du Sud et de l'Ouest, les filles sont désavantagées à ce niveau par rapport aux garçons (IPS de 0,84), tandis que, globalement, l'Asie de l'Est a réussi à atteindre la parité entre les sexes (ISP de 0,99).

En général, plus le niveau de scolarisation est élevé, moins la disparité entre les sexes est grande. Cependant, même les pays qui ont des taux nets de scolarisation similaires peuvent être très différents en termes de parité entre les sexes (figure 2.13). À l'exception du Viet Nam, les pays dont le taux net de scolarisation est supérieur à 90 % ont atteint la parité entre les sexes. Le Cambodge et l'Inde, dont les taux nets de scolarisation sont relativement élevés, ont de faibles indices de parité entre les sexes, alors que la République islamique d'Iran et le Myanmar ont atteint la parité entre les sexes, mais enregistrent des taux nets de scolarisation respectifs de 74 % et 83 %. Enfin, le Népal et le Pakistan ont de faibles taux nets de scolarisation et de faibles indices de parité entre les sexes.

Figure 2.13 – Taux nets de scolarisation et indices de parité entre les sexes au primaire, 2000/2001



Efficacité interne du système d'éducation primaire

L'objectif de l'enseignement primaire universel est non seulement que tous les enfants soient scolarisés, mais aussi que le système soit assez efficace pour que la majorité des enfants terminent le premier cycle du primaire. Par conséquent, l'analyse doit également porter sur l'efficacité et la qualité du système d'éducation primaire. Cette section porte sur deux indicateurs mesurant l'efficacité et la qualité de l'enseignement primaire, soit le taux de redoublement et le taux de survie. Un système d'éducation primaire efficace se caractérise par un faible taux de redoublement et par un taux de survie élevé.

Taux de redoublement au primaire

Le taux de redoublement mesure la proportion d'élèves inscrits dans la même année que l'année précédente pour un niveau donné au cours d'une année scolaire donnée. Le taux de redoublement est obtenu en analysant les données sur les inscriptions et les redoublants par niveau pour deux années consécutives et est calculé en divisant le nombre de redoublants pour une année scolaire (2000)

par le nombre d'élèves inscrits au même niveau l'année précédente (1999).

Un taux de redoublement élevé limite la capacité et les ressources des systèmes d'éducation. La présence d'un grand nombre de redoublants empêche les systèmes d'éducation d'accueillir un plus grand nombre d'enfants non scolarisés. En outre, la présence de redoublants ne favorise généralement pas les résultats scolaires puisque la majorité d'entre eux abandonnent prématurément leurs études. Les taux de redoublement dépendent également de l'application des normes de réussite ou de l'adoption d'une politique de passage automatique d'un niveau à un autre. Par ailleurs, de faibles taux de redoublement peuvent être attribuables à une politique encourageant l'accès

sans égard à la qualité de l'éducation. Par conséquent, il faut faire preuve de prudence en comparant les taux de redoublement des différents pays.

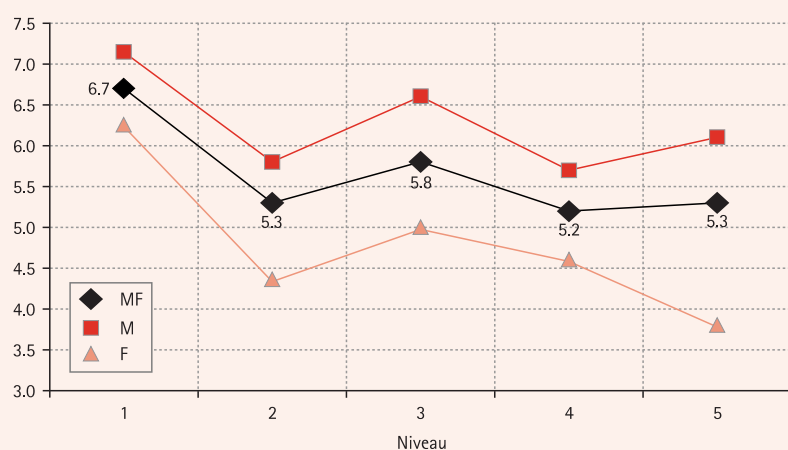
Le taux de redoublement pour toute la région est relativement faible, le taux médian¹⁴ étant de six. Toutefois, ce taux médian cache d'importants écarts. En effet, au Brunéi Darussalam et en Malaisie, des politiques de promotion automatique empêchent les redoublements au niveau primaire, alors qu'au Népal, en République démocratique populaire du Laos, au Cambodge et au Bhoutan, les taux de redoublement médians se situent entre 12 et 15.

La figure 2.14 et le tableau 2.2 montrent que les taux de redoublement ne sont pas les mêmes d'un niveau à l'autre, les plus élevés étant en première année, puis en troisième et cinquième. Le Népal, la République démocratique populaire du Laos et le Cambodge ont les taux de redoublement les plus élevés en première année, mais ceux-ci diminuent brusquement les années suivantes. Au Bhoutan, les taux de redoublement sont à peu près les mêmes à chaque année du primaire. Enfin, Macao enregistre des taux de redoublement plus élevés à des niveaux plus avancés. En effet, ces taux augmentent jusqu'en cinquième année, puis diminuent en sixième.

Les données montrent également que les garçons redoublent plus souvent que les filles. Cette situation peut expliquer en partie les taux de participation plus élevés des garçons au primaire.

En conclusion, de nombreux facteurs peuvent faire augmenter les taux de redoublement, comme les difficultés d'apprentissage,

Figure 2.14 - Taux médian de redoublement au primaire par niveau et par sexe, 1999/2000



Source : base de données de l'ISU

Tableau 2.2 - Taux de redoublants (MF) au primaire par niveau, 1999/2000

Pays ou territoire	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6
Népal	46**	16	12	12	10	.
RDP Laos	34	20	12	8	5	.
Cambodge	29	18	15	9	6	3
Bhoutan	16	15	15	12	15	13
Indonésie	12**	8**	7**	5**	3**	-
Thaïlande	10**	4**	4**	...	...	1**
Iran	8	5	4	4	3	.
Bangladesh	7	6	8	7	5	.
Viet Nam	6	3	2	2	-	.
Macao	2	3	6	8	11	9
Chine	2	1	-	-	-	-
Myanmar	1	1	1	-	-	.

Source : base de données de l'ISU

¹⁴ Le taux de redoublement médian a été calculé à partir des données de 20 des 22 pays. Des estimations non publiées dans le présent rapport ont été employées dans le calcul, et les données du tableau 2.3 ne correspondent pas aux taux médians présentés à la figure 2.13.

une formation inadéquate des enseignants, des normes de réussite élevées ou d'autres conditions dans lesquelles les écoles doivent évoluer. Ces problèmes devront être abordés si l'on veut que tous les enfants reçoivent une éducation de qualité. De nombreux pays ont adopté des politiques limitant ou interdisant les redoublements. Le Brunéi Darussalam et la Malaisie ont adopté une politique de promotion automatique, alors que la Chine limite les redoublements à 5 % du nombre total d'élèves.

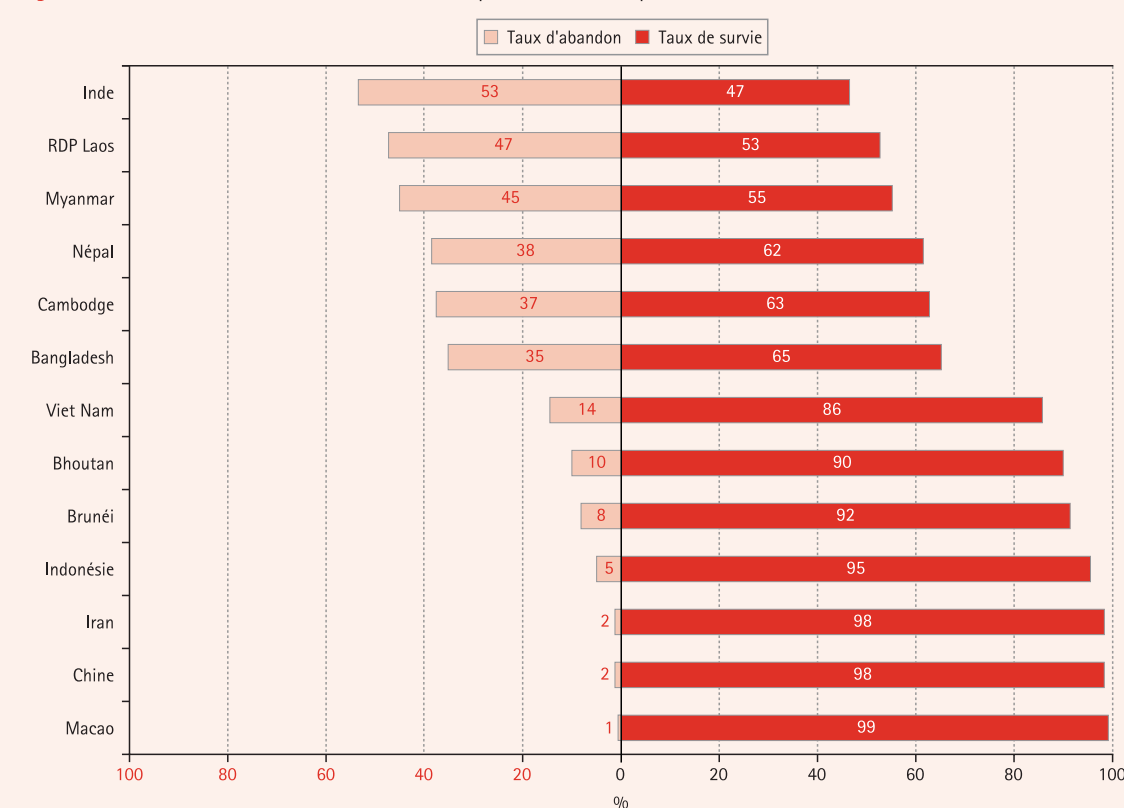
Taux de survie en cinquième année

Le taux de survie en cinquième année correspond au pourcentage d'une cohorte d'élèves qui débutent la première année du primaire une année donnée et qui atteindront la cinquième année. Le taux de survie sert souvent à évaluer la capacité de rétention et l'efficacité interne d'un système d'éducation. Ce taux mesure essentiellement le pourcentage d'enfants qui terminent la quatrième année et atteignent la cinquième. Selon les recherches, la durée minimale pour que les enfants atteignent un niveau acceptable d'alphabétisme

est de quatre ans. Inversement, le résidu du taux de survie mesure les abandons. Les taux de survie doivent être analysés parallèlement avec les taux d'admission, puisqu'un pays peut avoir un taux de survie élevé alors qu'un faible pourcentage d'enfants ont accès à l'école.

En Inde, en République démocratique populaire du Laos et au Myanmar, seulement la moitié des enfants qui entrent en première année du primaire atteindront la cinquième année, ce qui correspond à des taux d'abandon respectifs de 53 %, 47 % et 45 % (figure 2.15). Le Népal, le Cambodge et le Bangladesh suivent de près avec des taux de survie se situant entre 62 % et 65 %. Il n'est pas étonnant de constater que, à l'exception du Myanmar et de l'Inde, ces pays sont également ceux qui enregistrent les taux de redoublement les plus élevés. Ces données corroborent les recherches qui montrent que les taux de redoublement élevés sont souvent associés à de hauts taux d'abandon. Le taux de survie est beaucoup plus élevé au Viet Nam (86 %), au Bhoutan (90 %), au Brunéi Darussalam (92 %), en Indonésie (95 %), en République islamique d'Iran (98 %), en Chine (98 %) et à Macao (99 %) ce qui montre que les taux d'abandon sont faibles et que

Figure 2.15 - Taux d'abandon et de survie en cinquième année du primaire, 1999/2000



Source : annexe 1, tableau A2

les enfants qui entrent en première année du primaire dans ces pays ont de bonnes chances d'atteindre la cinquième année. Mis à part le Bhoutan et la République islamique d'Iran, il s'agit également des pays qui ont les taux d'admission et de participation les plus élevés au niveau primaire dans la région.

Une fois à l'école, les filles atteignent plus souvent la cinquième année et redoublent moins. Sauf en Inde, dans les pays pour lesquels des données ventilées par sexe sont disponibles, le pourcentage des filles qui atteignent la cinquième année est supérieur ou égal à celui des garçons (tableau 2.3). Au Bangladesh, en Indonésie et au Népal, le taux de survie des filles est de plus de dix points de pourcentage plus élevé que celui des garçons.

Cet avantage apparent en faveur des filles peut être trompeur puisque, dans la majorité des pays, les filles accèdent moins à l'enseignement primaire que les garçons (tableau 2.3). Au Bangladesh, en Indonésie, au Népal et en République démocratique populaire du Laos, les filles ont un taux de survie plus élevé, mais un taux d'admission plus faible que les garçons. En Inde, les filles sont désavantagées en termes de progression et d'accès, tandis qu'au Brunéi Darussalam, au Myanmar et en République islamique d'Iran, les filles et les garçons accèdent également au niveau primaire et y progressent de la même façon. Le fait que les garçons redoublent plus souvent que les filles et qu'ils sont moins susceptibles de terminer les quatre premières années du primaire est une préoccupation d'orientation croissante dans cette région.

Tableau 2.3 – Parité entre les sexes dans les taux de survie en 5ème année (TS5) et les taux bruts d'admission (TBA), 2000/2001

Pays ou territoire	IPS de TS5	IPS de TBA
Népal	1.23	0.90
Bangladesh	1.16	0.97
Indonésie	1.11 **	0.95
RDP Laos	1.02	0.88
Macao	1.01	0.97
Brunéi	1.00	1.01
Myanmar	1.00	0.99
Cambodge	1.00	0.94
Iran	0.99	1.00
Inde	0.81 **	0.84

Sources : annexe 1, tableau A2 et la base de données de l'ISU

2.3 Enseignement secondaire (CITE 2 et 3)

L'enseignement secondaire est généralement organisé par discipline et fait appel à des enseignants plus qualifiés et plus spécialisés qu'au niveau primaire. Afin d'établir des comparaisons internationales, les programmes de ce niveau sont répartis en deux cycles : le premier (CITE 2) et le deuxième (CITE 3). Le premier cycle de l'enseignement secondaire prolonge en général le programme de base du primaire, mais commence à être organisé par discipline. Le deuxième cycle de l'enseignement secondaire débute souvent à la fin de la scolarisation obligatoire dans les pays où elle existe. À ce niveau, les matières sont plus spécialisées qu'au niveau 2 de la CITE et font donc appel à des enseignants possédant des qualifications plus élevées que ceux des premiers niveaux d'enseignement.

Le Cadre d'action de Dakar réaffirme que l'objectif de l'Éducation pour tous doit être atteint au-delà du niveau primaire. L'amélioration de l'accès aux échelons supérieurs contribue davantage à la mobilité sociale et à la croissance économique. Plus les pays progresseront vers l'objectif d'éducation primaire universelle, plus la demande pour le premier et le deuxième cycles du secondaire augmentera. En outre, en plus de former la prochaine génération d'enseignants au niveau primaire, l'enseignement secondaire permet aux adolescents de se spécialiser dans des domaines d'études qui mènent au marché du travail ou à l'enseignement supérieur.

Dans de nombreux pays, l'enseignement primaire est toujours une priorité, et les gouvernements qui ont de la difficulté à assumer les coûts de l'enseignement primaire pour tous les enfants envisagent difficilement de généraliser l'accès au niveau secondaire. Ces pays doivent s'assurer que leur système a la capacité d'accueillir le nombre croissant d'élèves qui achèvent le primaire afin qu'ils puissent acquérir les compétences avancées nécessaires pour entrer sur le marché du travail. Dans certains pays, l'admission à l'enseignement secondaire exige non seulement l'obtention d'un diplôme d'études primaires, mais également de réussir un processus d'admission compétitif, car le nombre de places au secondaire y est limité.

Transition du primaire au secondaire

Le taux de transition est le rapport entre le nombre de nouveaux inscrits en première année du secondaire une année donnée et le nombre d'élèves inscrits à la dernière année du primaire l'année précédente, exprimé en pourcentage. Cet indicateur mesure l'accès ou le taux de transition d'un niveau à l'autre.

L'écart entre les taux de scolarisation au primaire et au secondaire est très important dans bon nombre de pays, ce qui indique que, même si de nombreux enfants sont scolarisés au primaire, très peu d'entre eux ont la chance de poursuivre leurs études au premier cycle du secondaire. Même si le taux de participation au niveau primaire a remarquablement augmenté au Cambodge, au Népal et en République démocratique populaire du

Laos (taux bruts de scolarisation supérieurs à 110 %), il est demeuré bas au premier cycle du secondaire (figure 2.16). Au Brunéi Darussalam, à Macao, en Malaisie, en République islamique d'Iran et en Thaïlande, les écarts entre les deux cycles d'enseignement sont moins grands.

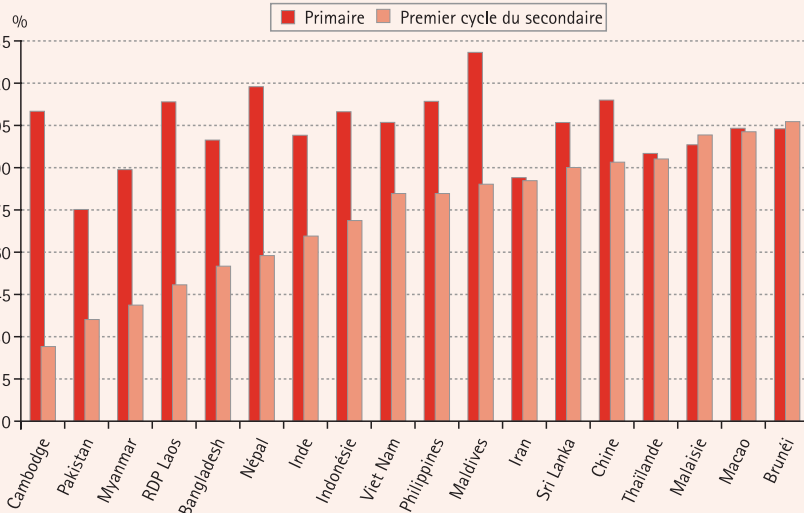
Le taux de transition est très élevé au Brunéi Darussalam (96 %), au Viet Nam (93 %) et en République islamique d'Iran (90 %). Le Myanmar enregistre le plus faible taux de transition (66 %) des pays étudiés. A l'exception de la Thaïlande (84 %), les pays qui enregistrent les plus faibles taux de transition sont également ceux où les taux bruts de scolarisation au niveau secondaire sont les plus bas. Cette tendance peut indiquer que le nombre de places est limité au secondaire ou que les élèves abandonnent généralement leurs études après l'école primaire.

Participation à l'enseignement secondaire

On estime à 233 millions le nombre d'élèves de tous âges scolarisés au secondaire dans toute l'Asie du Sud et de l'Est (annexe 1, tableau A6). Autrement dit, environ un adolescent sur deux est scolarisé au secondaire. L'enseignement secondaire est plus généralisé en Asie de l'Est qu'en Asie du Sud et de l'Ouest (66 % contre 47 %). Dans les deux régions, les filles sont moins nombreuses que les garçons ; l'écart entre l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud et de l'Ouest est faible.

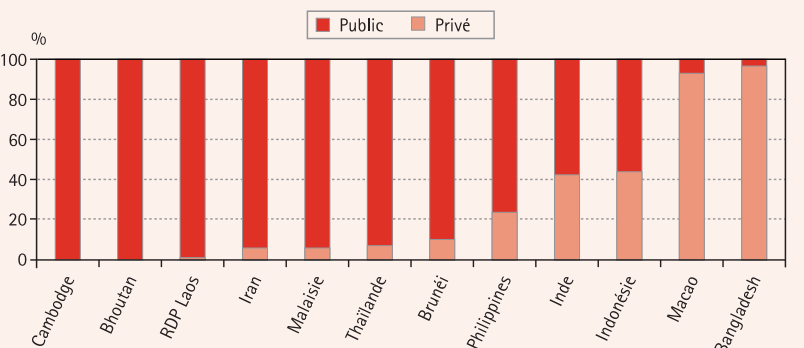
La répartition des élèves par type de programme diffère largement. En effet, les programmes généraux représentent la majorité des inscriptions (98 % en Asie du Sud et de l'Ouest et 83 % en Asie de l'Est) alors que l'enseignement technique et professionnel attire une minorité

Figure 2.16 – Taux bruts de scolarisation au primaire et au premier cycle du secondaire, 2000/2001



Sources : annexe 1, tableau A2 et la base des données de l'ISU

Figure 2.17 – Répartition des élèves au secondaire par type d'établissement, 2000/2001



Source : annexe 1, tableau A2

d'élèves (2 % en Asie du Sud et l'Ouest et 17 % en Asie de l'Est).

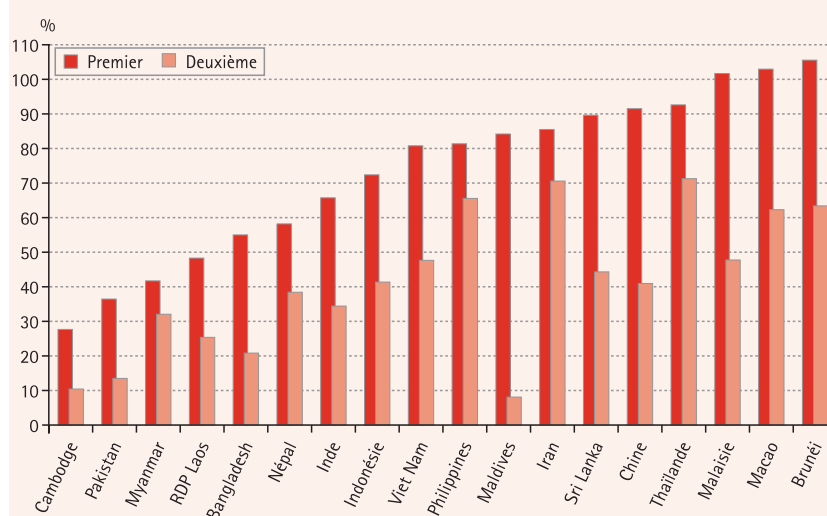
L'enseignement secondaire est surtout dispensé par le secteur public (figure 2.17). Au Bhoutan, au Cambodge, en Malaisie, en République démocratique populaire du Laos, en République islamique d'Iran et en Thaïlande, l'enseignement secondaire est principalement dispensé par le secteur public ; les établissements privés y représentent moins de 7 % de toutes les inscriptions. Le secteur privé est plus présent au secondaire aux Philippines (23 %), en Inde (42 %) et en Indonésie (43 %). Enfin, la majorité des élèves du Bangladesh (96 %) et de Macao (93 %) sont inscrits dans des établissements privés.

Figure 2.18 - Taux bruts de scolarisation au secondaire, 1990 et 2000



Sources : annexe 1, tableau A3 et la base de données de l'ISU

Figure 2.19 - Taux bruts de scolarisation au premier et au deuxième cycles du secondaire, 2000/2001



Source : base de données de l'ISU

Taux bruts de scolarisation au premier et deuxième cycles du secondaire

La participation à l'enseignement secondaire (premier et deuxième cycles) demeure relativement marginale dans certains pays de la région. Au cours des années 1990, les taux bruts de scolarisation ont augmenté dans les 11 pays pour lesquels des données comparables sont disponibles (figure 2.18). Au Pakistan et en Inde, dont le taux brut de scolarisation est de 25 % et de 49 %, la dernière décennie n'a connu qu'une progression limitée ou nulle. L'Indonésie, la République démocratique populaire du Laos et la Malaisie ont augmenté leur taux de participation de plus de 10 points de pourcentage et le Myanmar, la République islamique d'Iran et la Chine, de plus de 15 points de pourcentage. Les progrès

les plus remarquables ont été observés au Bangladesh, en Thaïlande et au Viet Nam, où le taux brut de scolarisation a plus que doublé au cours de la dernière décennie.

Dans plus de la moitié des pays qui ont fourni des données, le taux brut de scolarisation dépasse 80 % (figure 2.19) au premier cycle du secondaire. À Macao et en Malaisie, ce taux est déjà de 100 %, alors qu'en Thaïlande et au Sri Lanka il est supérieur à 90 %. En revanche, dans 5 des 17 pays, le taux de scolarisation à ce niveau est inférieur à 50 %. Les taux de participation les plus faibles ont été enregistrés au Cambodge (27 %) et au Pakistan (37 %).

Les taux bruts de scolarisation au niveau secondaire se situent entre 71 % en Thaïlande et en République islamique d'Iran et moins de 15 % au Pakistan, au Cambodge et aux Maldives. Dans certains pays, comme en République islamique d'Iran, aux

Philippines et au Myanmar, les taux de scolarisation ne fléchissent que légèrement entre le premier et le deuxième cycles du secondaire, alors qu'ils chutent considérablement dans la majorité des pays.

En comparant les taux de scolarisation au premier et au deuxième cycles du secondaire, il importe de tenir compte des différences dans la durée de chaque niveau et des politiques nationales de scolarisation obligatoire. Dans la majorité des pays de la région, le premier et le deuxième cycles du secondaire durent en moyenne trois ans chacun (annexe 1, tableau A7). Le premier cycle du secondaire est obligatoire en Chine, en Inde, en Indonésie, à Macao, au Sri Lanka et en Thaïlande, alors que le premier et le deuxième cycles sont tous deux obligatoires au Bhoutan, au Brunéi Darussalam et en République populaire démocratique de Corée. En Chine, en Inde, en Indonésie, à Macao, au Sri Lanka et en Thaïlande, le premier cycle du secondaire fait partie de la scolarisation obligatoire. Les faibles taux de scolarisation à ce niveau révèlent que de nombreux enfants qui ont le droit et l'obligation de fréquenter l'école ne sont pas scolarisés.

Taux de redoublement au secondaire

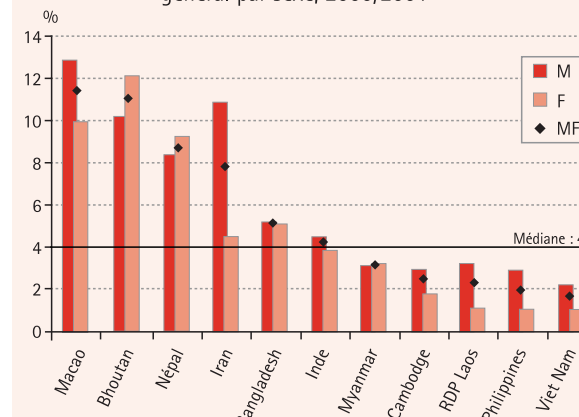
Cette section porte sur le pourcentage de redoublants au niveau secondaire général comme mesure de l'efficacité du système d'éducation. Onze pays ont fourni des données sur les redoublants au niveau secondaire.

Le pourcentage de redoublants à ce niveau est généralement plus faible qu'au primaire. Le pourcentage médian de redoublants au niveau secondaire général est relativement faible, soit de 4 % (figure 2.20). Le Bhoutan et Macao ont les taux de redoublement les plus élevés (11 % chacun). Ils sont suivis du Népal (9 %) et de la République islamique d'Iran (8 %).

Disparité entre les sexes au secondaire

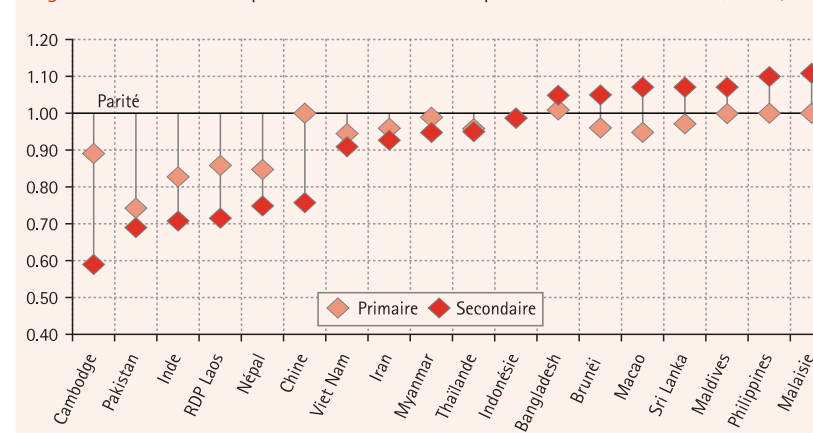
Les filles représentent environ 43 % des effectifs au niveau secondaire (annexe 1, tableau A6). La proportion de filles est légèrement plus élevée en Asie de l'Est (43 %) qu'en Asie du Sud et de l'Ouest (41 %). Le Bangladesh, le Brunéi Darussalam, l'Indonésie, Macao, la Malaisie, les Maldives, le Sri Lanka et les Philippines ont atteint la parité entre les sexes au primaire et au secondaire (figure 2.21). Au Myanmar, en République islamique d'Iran, en Thaïlande et au Viet Nam, les filles et les garçons sont presque en aussi grand nombre à chaque niveau. La Chine se démarque en étant le seul pays où les filles sont présentes en aussi grand nombre que les garçons au niveau primaire, comme le révèle un indice de parité entre les sexes (IPS) de 1,00, mais où elles sont moins nombreuses au niveau secondaire (IPS de 0,76). Au Cambodge, en Inde, au Népal, au Pakistan et en République

Figure 2.20 - Pourcentage de redoublants au secondaire général par sexe, 2000/2001

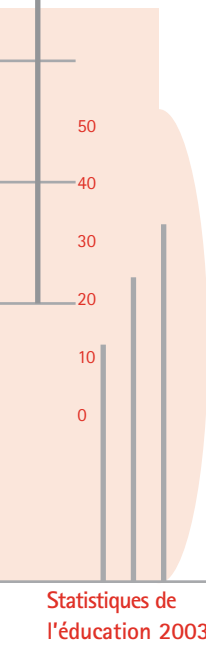


Source : annexe 1, tableau A3

Figure 2.21 - Indices de parité entre les sexes au primaire et au secondaire, 2000/2001



Source : base des données de l'ISU



démocratique populaire du Laos, les filles sont beaucoup moins nombreuses que les garçons au niveau primaire et conséquemment au niveau secondaire.

Il y a un lien évident entre le taux de transition, l'égalité au primaire et l'égalité au secondaire. Les données disponibles sur les taux de transition (annexe 1, tableau A2) montrent que, exception faite du Cambodge, de la République démocratique populaire du Laos et de la Thaïlande, les filles sont admises en presque aussi grand nombre que les garçons à l'école secondaire après avoir terminé le niveau primaire. Fait intéressant, dans les pays où la parité entre les sexes a été atteinte, les taux de transition des filles et des garçons sont les mêmes.

Les pourcentages de redoublants sont pratiquement identiques pour les deux sexes au Bangladesh, en Inde et au Myanmar (figure 2.20). À l'exception du Bhoutan et du Népal, où les filles redoublent généralement plus que les garçons, on observe comme au primaire que le taux de redoublement des garçons est plus élevé que celui des filles.

Des politiques plus égalitaires devront être adoptées afin d'augmenter la participation des filles au niveau secondaire. Le Cambodge, par exemple, a reconnu la nécessité de traiter en priorité les questions d'égalité entre les sexes et a mis en place des mesures pour venir en aide aux programmes existants d'encouragement et de bourses d'études s'adressant aux filles issues de milieux pauvres, minoritaires et éloignés¹⁵. Ces mesures consistent notamment à encourager les enseignantes à travailler en régions éloignées, à établir des quotas quant au nombre d'enseignantes et à mettre en place des programmes visant à sensibiliser les parents et les collectivités à la scolarisation des filles.¹⁶

2.4 Enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4)

D'un point de vue international, l'enseignement postsecondaire non supérieur comprend des programmes qui chevauchent le deuxième cycle du secondaire et le postsecondaire, même si, dans le contexte national, ils peuvent être rattachés clairement à l'un ou l'autre de ces deux niveaux.

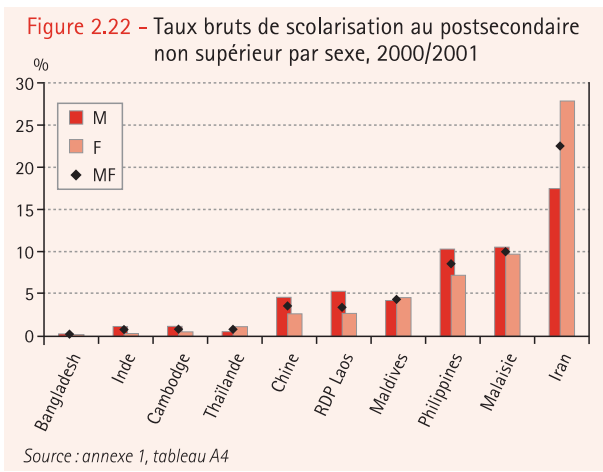
¹⁵ 'Promoting Gender Equity in Education, ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et du Sport, Cambodge, http://www.moeys.gov.kh/education_sector_support_program/ESSP/ESSP_appraisal_report/operational_programs/promoting.htm, site accédé le 29 juin 2003.

¹⁶ Id.

Dans 19 des pays pour lesquels des données sont disponibles, le postsecondaire non supérieur représente un secteur relativement petit de l'enseignement postsecondaire. Un tiers des pays n'offrent aucun programme de niveau postsecondaire non supérieur et, dans six autres pays, ces programmes représentent moins de 15 % des inscriptions. Cela dit, la situation est très différente dans d'autres pays. Un tiers des étudiants de la République démocratique populaire du Laos et de la République islamique d'Iran et la moitié des étudiants du Bhoutan sont inscrits dans des programmes postsecondaires non supérieurs. Les Maldives sont un des rares petits États insulaires à ne pas avoir d'université. Le postsecondaire non supérieur y est donc le niveau d'enseignement le plus avancé.

Les femmes représentent 50 % ou plus des effectifs dans seulement trois des huit pays qui ont fourni des données. À ce niveau, les pourcentages d'étudiantes se situent entre 18 % et 64 % (annexe 1, tableau A4). Le fait que la majorité des programmes de ce niveau soient professionnels peut expliquer en partie la prédominance des hommes. Dans un certain nombre de pays, la participation plus grande des femmes à l'enseignement supérieur fait contrepoids à cette prédominance des hommes au niveau postsecondaire non supérieur.

Les taux bruts de scolarisation diffèrent largement d'un pays et d'une région à l'autre (figure 2.22). Ils se situent entre 0,2 % au Bangladesh et 22,6 % en République islamique d'Iran. Les écarts s'accroissent lorsque l'on compare les taux pour chaque sexe. Ces taux se situent entre 0,2 % et 17,4 % pour les hommes (écart d'environ 17 %) et entre 0,2 % et 27,9 % pour les femmes.



2.5 Enseignement supérieur (CITE 5 et 6)

Le niveau supérieur comprend des programmes théoriques ou de recherche (par exemple, histoire, philosophie, mathématiques, etc.) ou qui donnent accès à des professions exigeant de grandes compétences (médecine, dentisterie, architecture, etc.) et à des programmes ayant un contenu technique ou une finalité professionnelle. Les premiers programmes sont classés aux niveaux 5A et 6 de la CITE, et les deuxièmes au niveau 5B. Les programmes des niveaux 5A et 6 de la CITE sont généralement, mais pas exclusivement, offerts dans les universités.

Partout sur la planète, l'enseignement supérieur joue un rôle crucial dans le développement humain. C'est à ce niveau que les fonctionnaires, les médecins, les ingénieurs, les avocats, les infirmières, les enseignants, les chercheurs, les spécialistes des sciences sociales et une foule d'autres professionnels acquièrent les compétences avancées qui leur permettront d'entrer sur le marché du travail et de contribuer à l'avancement de la société. De plus, l'enseignement supérieur contribue à l'éradication de la pauvreté en donnant accès à de meilleurs emplois et en élargissant les systèmes d'éducation de base par la formation d'enseignants et l'utilisation de techniques nouvelles ou novatrices dans l'élaboration des programmes.

Contrairement aux autres pays de la région, les Maldives n'offrent pas l'enseignement supérieur. Les étudiants des Maldives poursuivent à l'étranger leurs études supérieures, lesquelles sont en partie financées par des bourses.

La scolarisation à ce niveau est proportionnelle à la fois à l'admissibilité des étudiants et à la capacité du système d'enseignement supérieur. Au total, approximativement 33 millions d'étudiants sont inscrits au niveau supérieur (tableau 2.4) dans cette région. De ce nombre, 61 % sont des hommes, révélant ainsi une grande disparité dans la scolarisation au niveau supérieur. L'Asie de l'Est compte environ le deux tiers de tous ces étudiants, et ce, en grande partie grâce à la Chine, dont le nombre d'étudiants dépasse à lui seul celui de tous les pays de

l'Asie du Sud et de l'Ouest réunis (12,1 millions et 11,3 millions respectivement).

Dans la majorité des pays, les étudiants sont plus nombreux au niveau 5A (annexe 1, tableau A4) qu'aux niveaux 5B ou 6. Le Bhoutan et la République démocratique populaire du Laos font toutefois exception, puisque la majorité des étudiants (respectivement 76,5 % et 59,4 %) y sont inscrits dans des programmes de niveau 5B. Les étudiants sont peu nombreux au deuxième cycle du supérieur (CITE 6). En effet, on y compte entre 0,2 % (Bangladesh, Thaïlande) et 2,4 % (Viet Nam) de tous les étudiants du niveau supérieur. Le pourcentage médian pour la région est de 0,6 %.

La figure 2.23 montre la répartition des sexes au niveau supérieur (CITE 5 et 6). Les femmes sont plus nombreuses dans seulement quatre (Brunéi Darussalam, Malaisie, Myanmar et Thaïlande) des quatorze pays pour lesquels des données sont disponibles. Ces données révèlent une disparité entre les sexes dans de nombreux pays et indiquent qu'un examen de l'accès des femmes à l'enseignement supérieur est nécessaire.

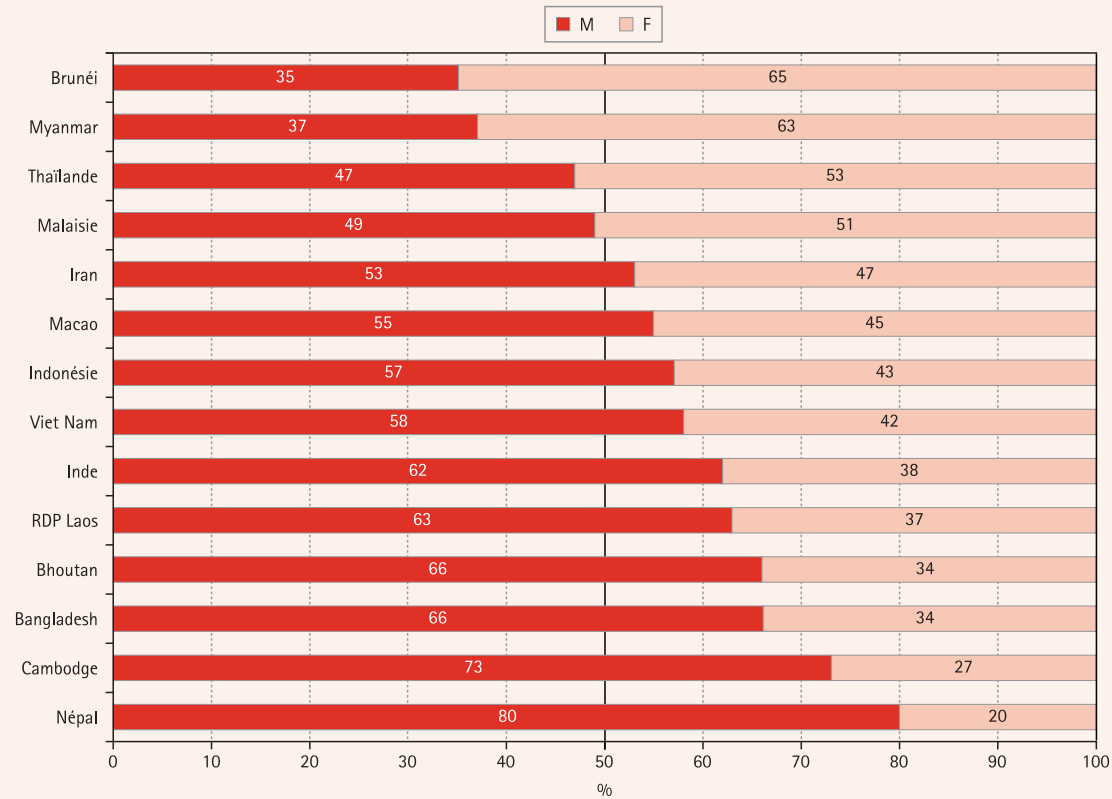
Les proportions de femmes inscrites à chacun des trois niveaux de l'enseignement supérieur diffèrent considérablement d'un pays et d'un niveau à l'autre (annexe 1, tableau A4). Les femmes représentent entre 20 % (Népal) et 64 % (Myanmar) des effectifs au niveau 6 de la CITE, soit un écart de 44 points de pourcentage. Cet écart est comparable à ceux de 45 % au niveau 5A (20 % au Népal et 65 % au Brunéi Darussalam) et de 53 % au niveau 5B (19 % au Viet Nam et 72 % à Macao). Les pourcentages médians de femmes sont de 40 %, 38 % et 33 % aux niveaux 5A, 5B et 6, respectivement. Au Myanmar et au Viet Nam, la majorité d'hommes dans les programmes du niveau 5B fait contrepoids à la grande proportion de femmes au niveau 5A. On observe le contraire à Macao.

Tableau 2.4 - Nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur selon le sexe et la région, 2000/2001

	Nombre d'étudiants (000)	Répartition selon le sexe (%)		Nombre de pays ayant fourni des données
		M	F	
Asie du Sud et de l'Ouest	11 345	62	38	7/9
Asie de l'Est	21 602	60	40	11/13
Total régional	32 947	61	39	18/22

Source : base de données de l'ISU

Figure 2.23 – Répartition des inscrits au niveau supérieur par sexe, 2000/2001



Source : annexe 1, tableau A4

Taux brut de scolarisation au niveau supérieur

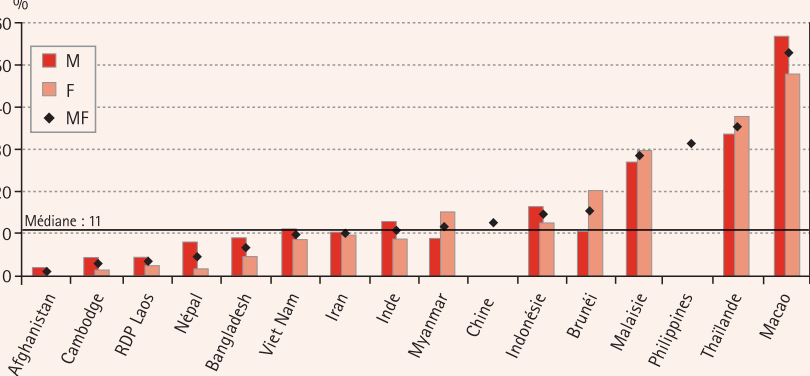
Les taux bruts de scolarisation se situent entre 1 % en Afghanistan et 52 % à Macao (figure 2.24). Le pourcentage médian pour la région est de 11 %. Il faut noter que le niveau de participation dépend de nombreux facteurs, comme la capacité du système d'enseignement supérieur, la nature des programmes, les conditions du marché du travail et les politiques nationales.

Étudiants par domaine d'études

Le nombre de diplômés par domaine d'études est un bon indicateur du nombre de personnes possédant des compétences avancées qui entrent sur le marché du travail. Le nombre de diplômés est également proportionnel à la taille des programmes et est donc directement lié au nombre de personnes inscrites. Les pays qui participent au projet des Indicateurs de l'éducation dans le monde ne sont pas représentés dans la présente section puisque le questionnaire du projet ne recueille aucune donnée sur les diplômés par domaine d'études.

Les étudiants des programmes de sciences sociales, de commerce et de droit représentent la plus grande proportion des diplômés dans quatre des cinq pays qui ont fourni des données (tableau 2.5). Ils représentent entre 19 % (République populaire du Laos) et 75 %

Figure 2.24 – Taux bruts de scolarisation au niveau supérieur par sexe, 2000/2001



Source : annexe 1, tableau A4

(Macao) de tous les diplômés. Le Brunéi Darussalam est une exception, puisque ce

domaine d'études ne produit que 7 % des diplômés, comparativement à 49 % en éducation.

Tableau 2.5 – Répartition des diplômés par grand domaine d'études, 2000/2001

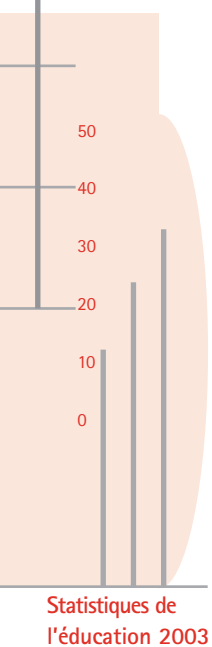
Pays ou territoire	Effectif total	Répartition des diplômés par grand domaine d'études (%)									
		Éducation	Lettres, sciences humaines et arts	Sciences sociales, commerce et droit	Sciences	Ingénierie, fabrication et construction	Agriculture	Santé et services sociaux	Services	Programmes généraux	Non spécifiés
Brunéi	1 138	49	7	7	5	6	.	23	.	.	2
Iran	122 297	5	12	20	10	25	7	18	2	-	-
RDP Laos	2 924	19	19	19	3	11	10	6	5	.	6
Macao	4 809	7	3	75	2	1	-	10	2	-	-
Viet Nam	121 292	19	5	50	-	13	4	4	-	5	-

Source : base de données de l'ISU

Tableau 2.6 – Pourcentage d'étudiantes diplômées par grand domaine d'études, 2000/2001

Pays ou territoire	Éducation	Lettres, sciences humaines et arts	Sciences sociales, commerce et droit	Sciences	Ingénierie, fabrication et construction	Agriculture	Santé et services sociaux	Services	Programmes généraux	Non spécifiés
Brunéi	64	56	58	56	42	.	72	.	.	73
Iran	48	63	42	50	9	33	60	13	64	.
RDP Laos	42	44	32	34	10	23	48	19	.	46
Viet Nam	53	51	49	.	17	20	33	.	42	.

Source : base de données de l'ISU



3. Personnel enseignant

Pour évaluer la qualité de l'éducation, il est essentiel de pouvoir quantifier l'offre et la demande pour les enseignants ainsi que les conditions dans lesquelles ils doivent travailler. À mesure que l'accès à l'éducation augmente, les politiques ciblent davantage les questions de qualité et visent à la réduction des disparités. Les enseignants du niveau primaire sont souvent le premier et le seul contact qu'ont les enfants avec le système d'éducation. Par conséquent, lorsqu'ils sont motivés et bien formés, les enseignants peuvent avoir une influence majeure sur les résultats d'apprentissage. De plus, le développement de l'éducation, surtout dans les régions rurales et éloignées, dépend largement de la disponibilité d'enseignants formés. Les enseignants ne sont importants non seulement dans les salles de classe, mais aussi dans les collectivités. Ils prennent souvent part à d'autres activités qui ne sont pas directement liées à l'enseignement, comme l'organisation de recensements et d'élections, ou aident les gens à communiquer avec le gouvernement.

Nombre d'élèves par enseignant par niveau d'enseignement

Le ratio élèves-enseignant mesure le nombre moyen d'élèves par enseignant à un niveau donné. Il n'est pas tenu compte des autres membres du personnel éducatif, comme les administrateurs et les employés de soutien, dans le calcul de cet indicateur. Il importe de noter que cet indicateur est calculé en fonction du dénombrement des effectifs et non des équivalents temps plein. Le présent rapport ne porte que sur les ratios élèves-enseignant au préprimaire et au primaire, qui sont jugés plus pertinents puisque, contrairement aux niveaux plus avancés, les enseignants y sont normalement attirés à une seule classe à la fois.

Le ratio élèves-enseignant a longtemps été considéré comme un indicateur brut de la qualité de l'enseignement. Il est généralement supposé que de faibles ratios élèves-enseignant donnent

lieu à de petites classes, ce qui permet à l'enseignant de consacrer davantage d'attention à chaque élève et d'améliorer ainsi les performances scolaires.

On estime à 13 millions le nombre d'enseignants (annexe 1, tableau A6) dans l'ensemble de l'Asie du Sud et de l'Est, dont la majorité (9 millions) se trouvent en Asie de l'Est, où l'on compte 27 élèves par enseignant (tableau 3.1). La situation est toutefois très différente en Asie du Sud et de l'Ouest, où on estime à 40 le nombre d'élèves par enseignant. Ces données révèlent que, à l'heure actuelle, la région ne dispose que de la moitié des enseignants qu'il faudrait pour égaler le ratio élèves-enseignant de l'Asie de l'Est (21:1) et seulement des deux tiers des enseignants

nécessaires pour atteindre un objectif plus raisonnable de 27 élèves par enseignant. En outre, de très nombreux enseignants devront être recrutés afin d'atteindre l'objectif d'éducation primaire universelle d'ici 2015, plus particulièrement là où le ratio élèves-enseignant est déjà passablement élevé.

Les ratios élèves-enseignant ne sont pas les mêmes d'un niveau d'enseignement à l'autre. Au niveau primaire, ces ratios se situent entre 16:1 en République démocratique populaire du Laos et en Indonésie et 39:1 au Bangladesh et en République islamique d'Iran (annexe 1, tableau A2). Les ratios élèves-enseignant sont généralement plus bas en Asie de l'Est qu'en Asie du Sud et de l'Ouest (tableau 3.1). En Asie de l'Est, ces ratios se situent entre 12:1 au Brunéi

Darussalam et 53:1 au Cambodge, la moyenne étant de 21:1. En Asie du Sud et de l'Ouest, ils se situent entre 23:1 et 57:1, pour une moyenne régionale assez élevée de 40:1.

Les ratios élèves-enseignant élevés enregistrés en Asie du Sud et de l'Ouest peuvent être attribuables à l'enseignement à double horaire. Cette pratique conduit souvent à des surestimations si l'on ne tient pas compte de la division des horaires. Cela dit, ces ratios sont tout de même révélateurs du fait que les élèves sont moins souvent en contact avec leur enseignant.

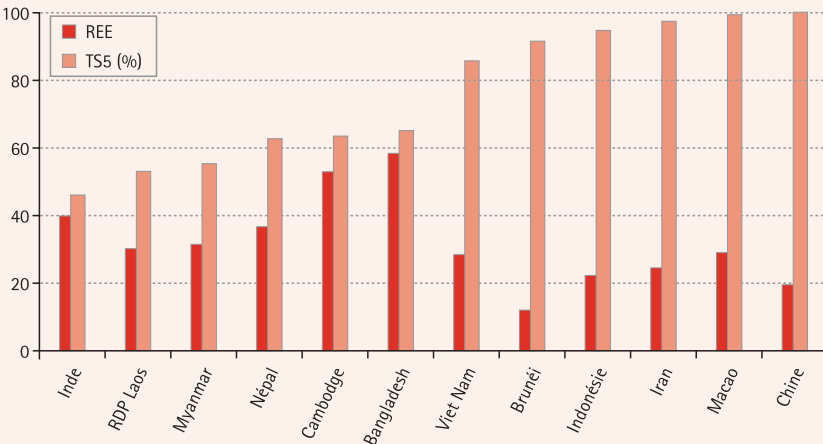
Les ratios élèves-enseignant élevés peuvent être associés à de faibles niveaux de maintien aux études. En général, les pays dont les ratios élèves-enseignant sont inférieurs à 30:1 (Brunéi Darussalam, Chine, Indonésie, Macao, République islamique d'Iran et Viet Nam) enregistrent des taux de survie plus élevés et les

Tableau 3.1 – Nombre d'élèves par enseignant dans l'éducation primaire par région et pays, 2000/2001

Asie du Sud et de l'Ouest	Nombre d'élèves par enseignant	Asie de l'Est	Nombre d'élèves par enseignant
Afghanistan	43	Brunéi	12
Bangladesh	57	Cambodge	53
Bhoutan	41	Chine	20
Inde	40 *	Indonésie	22
Iran	25 **	RDP Laos	30
Maldives	23	Macao	28
Népal	37	Malaisie	19 **
Pakistan	44 *	Myanmar	32
		Philippines	35
		Viet Nam	28
Moyenne régionale	40	Moyenne régionale	21

Source : annexe 1, tableau A2

Figure 3.1 – Ratio d'élèves par enseignant (REE) au primaire et taux de survie en cinquième année (TS5)



Source : annexe 1, tableau A2

abandons y sont moins nombreux. Inversement, les pays où les ratios élèves-enseignant sont élevés (supérieurs à 30:1) ont de faibles taux de survie et des niveaux élevés d'abandon (figure 3.1).

Pourcentage d'enseignantes par niveau d'enseignement

La présence d'enseignantes, plus particulièrement au préprimaire et au primaire, incite souvent les parents à envoyer leurs filles à l'école. De nombreux pays ont mis sur pied des programmes qui visent à augmenter le nombre d'enseignantes afin d'encourager la participation des filles.

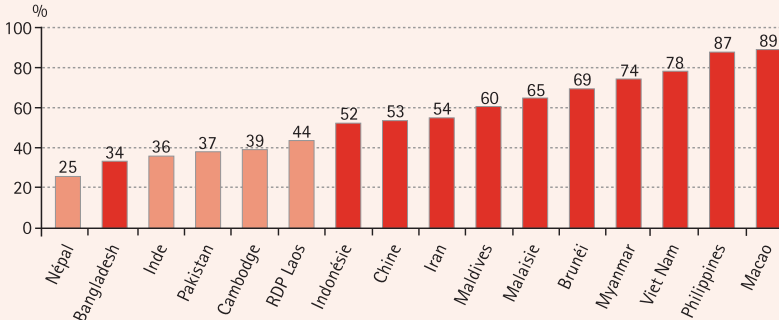
Au primaire, les enseignantes représentent seulement 38 % du personnel enseignant en Asie du Sud et de l'Ouest, comparativement à 56 % en Asie de l'Est (tableau 3.2). Au secondaire, ces pourcentages passent à 35 % et 45 % respectivement. Enfin, les pourcentages d'enseignantes sont un peu plus bas au niveau supérieur, soit de 33 % en Asie du Sud et de l'Ouest et de 42 % en Asie de l'Est.

En général, plus les niveaux d'éducation sont avancés, plus la proportion d'enseignantes diminue. Dans la majorité des pays qui ont fourni des données, les femmes représentent plus de 90 % des enseignants au niveau préprimaire. À ce niveau, seulement 34 % des enseignants sont des femmes au Bangladesh, tandis qu'on ne compte que des enseignantes à Macao, en Malaisie, en République démocratique

Laos et au Viet Nam. Dans la majorité des pays, il y a plus de femmes que d'hommes qui enseignent au primaire (annexe 1, tableau A2). Au Népal, un enseignant au primaire sur quatre est une femme, alors qu'à Macao, ce ratio est de neuf sur dix. Les pourcentage d'enseignantes sont plus faibles au secondaire et se situent entre 10 % au Népal et 77 % au Myanmar. Les enseignantes représentent moins de 50 % du personnel enseignant au secondaire dans la majorité des pays.

Les données sur la parité entre les sexes dans les taux de participation à l'école primaire confirment que la présence des enseignantes contribue à la parité entre les sexes (figure 3.2). À l'exception du Bangladesh (où seulement un enseignant sur trois est une femme au primaire, mais où l'objectif de parité de 1,01 a tout de même été atteint), les données montrent que la parité entre les sexes est plus probable lorsqu'au moins la moitié des enseignants sont des femmes. En Inde, au Népal, au Pakistan et en République démocratique populaire du Laos, les pourcentages d'enseignantes sont inférieurs à 50 % et les indices de parité entre les sexes des taux bruts de scolarisation sont bas. L'exemple du Bangladesh montre que de nombreux autres facteurs, comme le niveau d'instruction des mères, les perceptions

Figure 3.2 – Pourcentage d'enseignantes et parité entre les sexes dans les taux bruts de scolarisation au primaire, 2000/2001



Source : annexe 1, tableau A1

Note : les IPS > 0.94 sont mis en évidence en rouge

Tableau 3.2 – Nombre d'enseignants et pourcentage de femmes par niveau d'enseignement et région, 2000/2001

	Personnel enseignant par niveau d'enseignement							
	Préprimaire		Primaire		Secondaire		Supérieur	
	Total (000)	% F	Total (000)	% F	Total (000)	% F	Total (000)	% F
Total régional	1 657	86	13 147	50	10 040	42	1 635	39
Asie du Sud et de l'Ouest	707	71	3 981	38	3 220	35	507	33
Asie de l'Est	950	97	9 166	56	6 820	45	1 128	42
Nombre de pays	20/22		22/22		22/22		18/22	

Source : base de données de l'ISU

sociales et les politiques gouvernementales qui encouragent la scolarisation des filles, peuvent contribuer à l'atteinte de la parité entre les sexes dans les taux de scolarisation.

Qualifications des enseignants par niveau d'enseignement

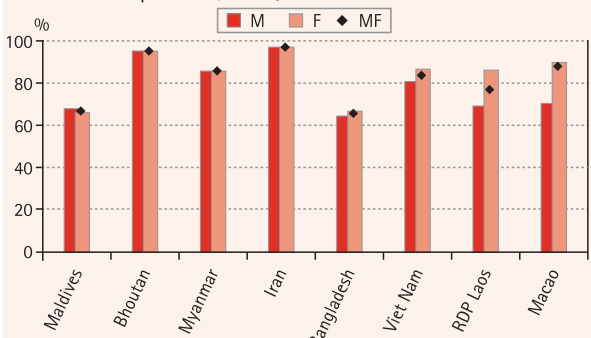
On mesure les qualifications des enseignants par le rapport entre le nombre d'enseignants ayant reçu la formation pédagogique organisée minimale (avant ou en cours d'emploi) exigée pour enseigner à un niveau donné et le nombre total d'enseignants à ce niveau, exprimé en pourcentage. Les qualifications ou la formation nécessaires sont déterminées par les autorités nationales et diffèrent largement d'un pays à l'autre. Les comparaisons internationales doivent donc être faites avec précaution.

Le développement d'un système d'éducation de qualité nécessite des enseignants adéquatement formés. Les pays de la région doivent disposer d'un nombre suffisant d'enseignants pour tous les enfants du primaire et, en même temps, améliorer la qualité de l'éducation à ce niveau en formant adéquatement les enseignants. Au cours des dernières années, face à une pénurie, certains pays ont dû recourir à des enseignants non certifiés pour enseigner dans les régions éloignées ou encore embaucher "les personnes les plus qualifiées" d'une collectivité. Ces pratiques peuvent être indispensables pour l'instant, mais elles devront être contrôlées afin de s'assurer que les enfants bénéficient d'un enseignement de qualité.

La proportion d'enseignants certifiés au préprimaire se situe entre 47 % aux Maldives et 98 % au Cambodge (annexe 1, tableau A1). Au niveau primaire, dans les quelques pays qui ont fourni des données, la majorité des enseignants possèdent la formation minimale exigée (annexe 1, tableau A2). Au Bangladesh et aux Maldives, environ 65 % des enseignants sont certifiés, alors que dans les neuf autres pays pour lesquels des données sont disponibles, plus de 75 % des enseignants le sont. Enfin, au niveau secondaire, les pourcentages d'enseignants certifiés se situent entre 53 % en Malaisie et en Indonésie et 96 %, en République démocratique populaire du Laos (annexe 1, tableau A3).

Le niveau primaire est le seul considéré car il est celui qui offre les données les plus pertinentes sur les enseignants certifiés par sexe. Au Bhoutan, au Myanmar et en République islamique d'Iran, il y a autant de femmes que d'hommes certifiés, alors qu'à Macao et en République démocratique populaire du Laos, les femmes certifiées sont plus nombreuses que les hommes (figure 3.3).

Figure 3.3 - Pourcentage d'enseignants certifiés au primaire par sexe, 2000/2001



Source : annexe 1, tableau A2

4. Dépenses en éducation

La qualité de l'éducation ne peut être améliorée sans moyens financiers suffisants. Sans les commodités de base, comme l'eau, les salles de classe et l'électricité, les écoles ne peuvent fonctionner adéquatement. Sans des salaires convenables, sans une formation adéquate (avant ou en cours d'emploi) et sans les infrastructures nécessaires, les enseignants ne peuvent être efficaces. Les enfants quant à eux ne peuvent apprendre sans manuels scolaires, sans enseignants formés et sans programmes pertinents. Tous ces facteurs d'apprentissage nécessitent un financement. La communauté internationale¹⁶ a déclaré qu'il faut s'assurer "qu'aucun gouvernement sérieusement engagé en faveur de l'Éducation pour tous ne voit ses efforts entravés par le manque de ressources". Par conséquent, le suivi des données sur le financement de l'éducation est essentiel à l'évaluation des efforts consacrés par les pays en vue d'atteindre l'objectif de l'Éducation pour tous. De plus, le suivi des dépenses en éducation est essentiel pour faire une utilisation adéquate des ressources existantes et pour déterminer où des ressources additionnelles sont nécessaires.

La part des dépenses consacrées à l'éducation est une indication de l'importance relative que revêt ce secteur pour le gouvernement, des niveaux d'enseignement qu'il priorise par son financement et des besoins potentiels en ressources additionnelles afin de développer davantage le système d'éducation. Cependant, il est souvent difficile d'obtenir des données sur le financement de l'éducation et les dépenses qui soient fiables, complètes et comparables au niveau international. Les données des sources publiques, comme les pouvoirs centraux, régionaux et locaux, sont plus souvent disponibles que celles des sources privées, comme les organisations religieuses, les ONG, les entreprises privées ou les donateurs. Par ailleurs, la majorité des pays disposent de très peu d'information sur les dépenses des ménages en éducation qui, si elles sont trop élevées, peuvent dissuader les familles d'envoyer leurs enfants à l'école. En raison du manque de données d'autres sources, seules les dépenses publiques sont analysées.

¹⁶ L'initiative mondiale pour l'Éducation pour tous : cadre de compréhension mutuelle, UNESCO (2001)

Dépenses publiques totales en éducation en pourcentage du produit intérieur brut (PIB)

Les dépenses publiques totales en éducation (dépenses courantes et dépenses d'investissement combinées), exprimées en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), indiquent la part de la richesse nationale consacrée à l'éducation et se prêtent à des comparaisons internationales.

Les pourcentages du PIB consacrés à l'éducation diffèrent largement d'un pays à l'autre et se situent entre 1,4 % et 6,2 % (figure 4.1). Dix pays (Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Macao, Népal, Myanmar, Pakistan, Philippines, République démocratique populaire du Laos et Sri Lanka) consacrent moins de 4,0 % de leur PIB à l'éducation, et quatre d'entre eux moins de 2,0 %. L'Inde, la République islamique d'Iran, le Brunéi Darussalam, le Bhoutan et la Thaïlande consacrent entre 4,1 % et 5,4 % de leur PIB à l'éducation.

Enfin, la Malaisie est celle qui consacre la proportion la plus importante de son PIB à l'éducation, soit 6,2 %.

Dépenses publiques en éducation en pourcentage des dépenses totales de l'État

Cet indicateur mesure la part des dépenses publiques consacrée à l'éducation pour une année donnée et, par le fait même, l'importance qu'accordent les gouvernements à l'éducation par rapport aux autres secteurs. Cependant, les données sur les dépenses totales de l'État sont moins comparables au plan international que celles relatives au PIB, puisque la taille relative du secteur public n'est pas la même d'un pays à l'autre.

Dans les 13 pays pour lesquels des données sont disponibles, les dépenses publiques en éducation représentent entre 7,8 % et 31,0 % du budget des États (figure 4.2). Ce pourcentage s'établit entre 10 % et 16 % dans six pays (Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Inde, Népal et Macao) et est inférieur à 10 % dans quatre autres (Brunéi Darussalam, Indonésie, Pakistan et République démocratique populaire du Laos). L'éducation reçoit près ou plus de 20 % du budget de l'État au Myanmar, en République islamique d'Iran et en Thaïlande.

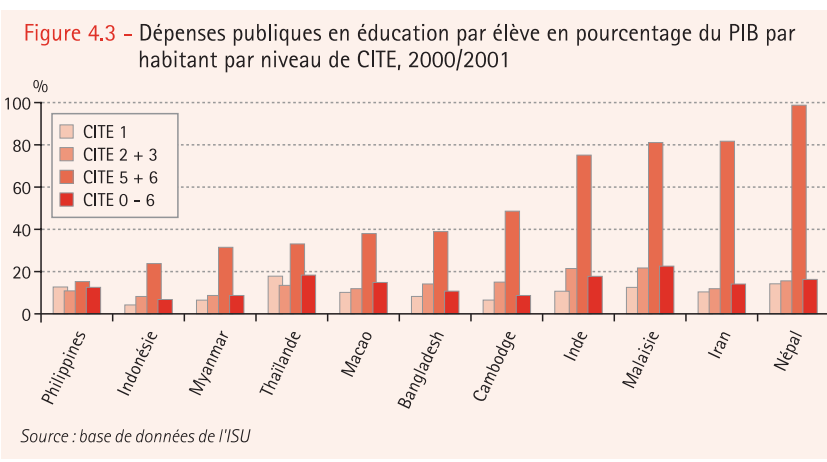
La part du budget de l'État consacrée à l'éducation est généralement proportionnelle à la part du PIB consacrée à ce même secteur. Il y a cependant certaines exceptions. Par exemple, le Myanmar consacre la part la moins importante du PIB à l'éducation dans la région (1,4 %), mais les dépenses dans ce secteur y représentent

une part considérable des dépenses publiques totales (18,1 %). On observe exactement le contraire au Brunéi Darussalam, où un pourcentage non négligeable du PIB (4,8 %) est consacré à l'éducation comparativement à la proportion des dépenses publiques (9,1 %).

Les dépenses ordinaires en éducation (couvrant généralement le salaire des enseignants, le matériel pédagogique, les loyers, etc.) représentent entre 52,7 % (République démocratique populaire du Laos) et 98,3 % (Brunéi Darussalam) des dépenses totales des États (annexe 1, tableau A4). Huit pays consacrent environ 75 % de leur budget aux coûts ordinaires et de fonctionnement, alors que les cinq autres consacrent un tiers ou plus de leur budget aux dépenses d'investissement : République démocratique populaire du Laos (47,3 %), Bangladesh (38,3 %), Malaisie (34,0 %), Myanmar (33,5 %) et Bhoutan (32,4 %). Des dépenses d'investissement élevées indiquent que des sommes sont consacrées à la construction et à la rénovation de bâtiments ou à l'achat de véhicules, ce qui est généralement un signe que le système d'éducation national prend de l'expansion en vue de répondre à une demande accrue attribuable à une réforme ou à l'introduction de l'objectif de l'éducation primaire universelle.

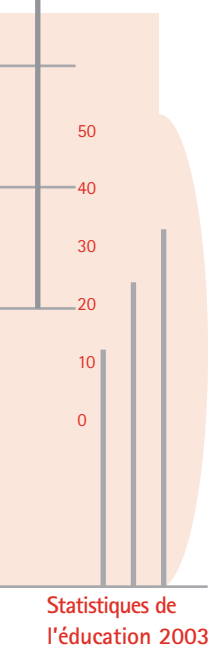
Dépenses publiques en éducation par élève par niveau d'enseignement en pourcentage du PIB par habitant

Cet indicateur mesure le coût moyen d'un élève par rapport au PIB par habitant du pays. Il s'agit d'une mesure approximative de la capacité d'un pays à financer l'éducation qui a l'avantage de contourner les difficultés qui se présentent lors des comparaisons internationales en raison de la conversion des dépenses dans une monnaie commune.



Les dépenses par élève, pour tous les niveaux réunis, représentent entre 7 % et 23 % du PIB par habitant dans les 11 pays dont les estimations sont jugées fiables (figure 4.3). Les dépenses publiques en éducation représentent moins de 10 % du PIB par habitant au Cambodge, en Indonésie et au Myanmar, où elles sont les moins élevées de la région. Les autres pays consacrent entre 11 % et 23 % de leur PIB par habitant à l'éducation.

Les dépenses par élève par rapport au revenu moyen diffèrent grandement selon le niveau d'enseignement. À l'exception de la Thaïlande et des Philippines, où les dépenses par élève sont moins importantes au secondaire qu'au primaire, les dépenses par élève augmentent généralement à chaque niveau, culminant au niveau supérieur. Le coût relatif d'un élève du primaire en pourcentage du PIB par habitant se situe entre 4 % en Indonésie et 18 % en Thaïlande. Le coût par étudiant est beaucoup plus élevé au niveau supérieur dans tous les pays de la figure 4.3, sauf un (les Philippines). Dans certains pays (Inde, République islamique d'Iran, Népal et Malaisie), l'enseignement supérieur est extrêmement cher et représente entre 75 % et 99 % du PIB par habitant. Les coûts de fonctionnement plus élevés au niveau supérieur, attribuables notamment au nombre relativement faible d'étudiants, à l'octroi de bourses pour la poursuite d'études à l'étranger et à l'embauche d'enseignants hautement qualifiés, peut expliquer cette situation.



ANNEXES

- **ANNEXE 1** - Tableaux statistiques
- **ANNEXE 2** - Définition des indicateurs
- **ANNEXE 3** - Glossaire
- **ANNEXE 4** - CITE97

ANNEXE 1

Tableaux statistiques

Tableau A1
Éducation préprimaire (CITE 0), 2000/2001

Pays ou territoire	Éducation préprimaire							
	Âge d'entrée	Durée (années)	Nombre d'établissements	Population d'âge scolaire (000)		Élèves inscrits		
				Total	F	Total	F	% Privé
Afghanistan	3	4	...	2 679	1 300	...	...	...
Bangladesh	3	3	...	10 996	5 352	2 710 475	1 398 605	...
Bhoutan ⁵	4	2	9	124	61	358	174	100
Brunéi Darussalam	3	3	192	22	11	9 837	4 867	61
Cambodge	3	3	1 987	1 208	595	79 325	40 477	30
Chine	3	4	...	76 262	36 012	20 218 371	9 175 228	...
RPD Corée	4	2	...	824	403	...	...	...
Inde ¹	3	3	...	69 139	33 436	17 843 942	8 768 955	3
Indonésie	5	2	...	8 650	4 249	1 628 167	815 111	99
Iran	5	1	7 382	1 690	821	286 903	144 365	10
RDP Laos	3	3	...	475	233	37 110	19 028	20
Macao	3	3	72	16	8	14 847	7 025	92
Malaisie	4	2	...	1 124	547	549 754	289 904	48
Maldives	3	3	148	26	13	12 894	6 324	34
Myanmar	3	2	...	2 193	1 083	...	...	...
Népal	3	3	...	2 039	988	257 968	110 161	84
Pakistan ⁶	3	2	...	8 520	4 131	4 689 134*	1 919 023*	...
Philippines	5	1	...	1 961	959	592 289	296 209	48
Sri Lanka ²	4	1	...	326	160	...	...	...
Thaïlande	3	3	...	3 326	1 641	2 769 826	1 352 066	19
Timor-Leste	4	2	...	38	19	...	...	...
Viet Nam	3	3	8 995	5 101	2 510	2 203 194	1 040 122	51

1. Données de 1999/2000
2. Données de 1998/1999
5. Les indicateurs démographiques pour le Bhoutan n'apparaissent pas en raison d'incohérences entre les données sur la scolarisation et les données démographiques.
6. Les programmes Kachi sont inclus dans les données des inscrits. Ces programmes visent les élèves de 4 ans est sont d'un durée d'un an.

Éducation préprimaire												Pays ou territoire
Taux brut de scolarisation (%)			Taux net de scolarisation (%)			Personnel enseignant			Pourcentage d'enseignants certifiés (%)		Nombre d'élèves par enseignant	
Total	M	F	Total	M	F	Total	F	% F	Total	F		
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Afghanistan
25	23	26	...	...	...	69 499	23 444 **	34**	...	...	39	Bangladesh
...	...	...	...	...	...	16	8	50	...	...	22	Bhoutan ⁵
45	45	46	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Brunéi Darussalam
7	6	7	6	5	6	3 325	3 262	98	...	...	24	
27	27	25	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Chine
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	RPD Corée
26	25	26	...	...	...	504 079	423 426	84	...	...	35	Inde ¹
19	18	19	19	18	19	102 503	100 509	98	71*	...	16	Indonésie
17	16	18	...	...	...	7 357**	7 136 **	97**	...	...	39**	Iran
8	7	8	7	7	8	2 259	2 253	100	82	82	16	RDP Laos
90	94	87	83	86	81	494	494	100	96	96	30	Macao
49	45	53	49	45	53	20 078	20 078	100	...	...	27	Malaisie
50	49	51	48	48	49	411	386	94	47	49	31	Maldives
...	...	...	...	...	...	1 912**	...	...	...	...	...	Myanmar
13	14	11	...	...	...	11 785	4 231	36	...	...	22	Népal
55*	63*	46*	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Pakistan ⁶
30	30	31	24	24	24	19 678	19 064	97	...	...	30	Philippines
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Sri Lanka ²
83	84	82	72	72	71	...	...	...	...	...	...	Thaïlande
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Timor-Leste
43	45	41	43 **	...	...	99 643	99 643	100	56	56	22	Viet Nam

ANNEXE 1

Tableaux statistiques

Tableau A2
Enseignement primaire (CITE 1) et taux de transition, 2000/2001

Pays ou territoire	Enseignement primaire														
	Âge d'entrée	Durée (années)	Population d'âge scolaire (000)		Élèves inscrits			Taux brut d'admission (%)				Taux net d'admission (%)			
			Total	F	Total	F	% Privé	Total	M	F	IPS (F/M)	Total	M	F	IPS (F/M)
Afghanistan	7	6	3 372	1 630	500 068	-	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Bangladesh	6	5	17 625	8 560	17 667 985	8 635 287	39	113	115	112	0.97	85	86	85	0.99
Bhoutan ⁵	6	7	400	196	85 097	39 251	2	...	...	...	...	...	...	...	...
Brunéi Darussalam	6	6	43	21	44 981	21 359	35	100	100	101	1.01	...	...	...	...
Cambodge	6	6	2 207	1 089	2 431 142	1 124 960	1	138	142	134	0.94	68	70	67	0.96
Chine ³	7	5	110 499	52 322	125 756 891	59 537 749	...	95	...	...	...	56**	...	...	...
RPD Corée	6	4	1 643	803	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Inde ^{1, 4}	6	5	111 856	53 978	113 612 541	49 509 252	17	131	142	119	0.84	...	...	...	...
Indonésie	7	6	26 081	12 825	28 690 131	13 949 676	16	111	114	108	0.95	44	45	44	0.98
Iran	6	5	9 221	4 476	7 968 437	3 792 588	4	79	79	79	1.00	38**	38**	38**	0.98
RDP Laos	6	5	732	360	828 113	375 726	2	122	130	113	0.88	59	60	58	0.97
Macao	6	6	44	21	45 816	21 653	94	92	94	91	0.97	71	71	71	1.00
Malaisie	6	6	3 065	1 491	3 017 902	1 470 793	3	96	96	97	1.01	...	...	...	...
Maldives	6	7	56	27	73 522	35 764	2	94	95	93	0.98	80	81	80	0.99
Myanmar	5	5	5 373	2 660	4 781 543	2 359 458	.	115	115	115	0.99	90	90	90	0.99
Népal	6	5	3 065	1 479	3 623 150	1 597 570	...	115	121	109	0.90	...	...	...	...
Pakistan	5	5	19 535	9 459	14 561 580*	5 973 314*	...	95**	109**	80**	0.74	...	...	...	...
Philippines	6	6	11 330	5 546	12 759 918	6 240 637	7	130	134	125	0.94	47	46	49	1.06
Sri Lanka ²	5	5	1 701	837	1 801 933	873 911	...	105	105	105	1.00	...	...	...	...
Thaïlande	6	6	6 517	3 224	6 179 325	2 988 328	13	93**	96**	90**	0.94	...	...	...	...
Timor-Leste	6	6	134	66	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Viet Nam	6	5	9 232	4 549	9 751 434	4 646 911	0,3	100	103**	98**	0.95	78**	...	...	...

1. Données de 1999/2000
2. Données de 1998/1999
3. Les enfants peuvent entrer au primaire à six ou à sept ans.
4. Taux projeté au niveau national (593 districts) sur la base des données par âge recueillies pour la CITE 1 dans 193 districts conformément au District Information System on Education (DISE).
5. Les indicateurs démographiques pour le Bhoutan n'apparaissent pas en raison d'incohérences entre les données sur la scolarisation et les données démographiques.

Enseignement primaire															Pays ou territoire
Taux brut de scolarisation (%)			Taux net de scolarisation (%)				Personnel enseignant			Pourcentage d'enseignants certifiés		Nombre d'élèves par enseignant	Taux de survie à la 5ème année (%)	Taux de transition (%)	
Total	M	F	IPS (F/M)	Total	M	F	IPS (F/M)	Total	F	% F	Total	F			
15	29	-	...	...	...	...	...	11 708	...	...	...	...	43	...	Afghanistan
100	100	101	1.01	89	88	90	1.02	309 341	104 349	34	65	66	57	65	Bangladesh
...	...	...	...	...	...	...	...	2 068	713	34	95	95	41	90	Bhoutan ⁵
104	106	102	0.96	...	...	...	...	3 753	2 600	69	...	...	12	92	Brunéi Darussalam
110	117	103	0.88	85**	89**	82**	0.91	45 914	17 994	39	...	...	53	63	Cambodge
114	114	114	1.00	93**	92**	93**	1.01	6 430 774	3 397 742	53	97**	...	20	98	Chine ³
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	RPD Corée
102	111	92	0.83	86*4	93*	77*	0.83	2 840 314*	1 010 868*	36*	...	...	40*	47**	Inde ^{1, 4}
110	111	109	0.98	92	93	92	0.99	1 289 720	673 718	52	94**	...	22	95**	Indonésie
86	88	85	0.96	74**	74**	73**	0.98	320 975**	173 409**	54**	96**	96**	25**	98	Iran
113	121	104	0.86	81	85	78	0.92	27 665	12 103	44	76	86	30	53	RDP Laos
104	106	101	0.95	85	85	84	0.99	1 613	1 431	89	87	89	28	99	Macao
98	98	99	1.00	98	98	99	1.00	159 375**	102 956**	65**	...	...	19**	...	Malaisie
131	131	131	1.00	99	99	99	1.01	3 246	1 959	60	66	66	23	...	Maldives
89	89	89	0.99	83	83	83	0.99	148 231	109 634	74	85	85	32	55	Myanmar
118	128	108	0.85	72**	77**	67**	0.87	97 879	24 770	25	...	...	37	62	Népal
75*	85*	63*	0.74	60*	69*	51*	0.74	329 764*	122 449*	37*	...	...	44*	...	Pakistan
113	113	113	1.00	93	92	93	1.01	362 427	316 226	87	...	...	35	...	Philippines
106	107	104	0.97	97	97	97	1.00	...	...	...	...	...	...	...	Sri Lanka ²
95	97	93	0.96	85**	87**	84**	0.97	...	...	...	...	...	...	84**	Thaïlande
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Timor-Leste
106	109	102	0.94	95	98**	92**	0.94	347 833	272 380	78	85	86	28	86	Viet Nam

ANNEXE 1

Tableaux statistiques

Tableau A3
Enseignement secondaire (CITE 2 et 3), 2000/2001

Pays ou territoire	Enseignement secondaire										
	Enseignement secondaire général		Population d'âge scolaire (000)		Élèves inscrits au secondaire						
					Total			Général		Technique et professionnel	
	Âge d'entrée	Durée (années)	Total	F	Total	F	% Privé	Total	F	Total	F
Afghanistan	13	6	2 860	1 377	...	...	...	...	...	...	...
Bangladesh	11	7	22 585	10 939	10 329 065	5 131 448	95.7	10 223 908	5 105 414	105 157	26 034
Bhoutan ⁵	13	4	197	97	23 390	10 449	0.3	23 390	10 449	.	.
Brunéi Darussalam	12	7	44	21	35 945	17 901	10.4	33 689	17 169	2 256	732
Cambodge	12	6	2 124	1 048	396 876	141 469	0.1	389 020	138 393	7 856	3 076
Chine	12	6	132 994	63 485	90 722 796	37 077 906	...	...	...	...	...
RPD Corée	10	6	2 283	1 115	...	...	...	...	...	...	...
Inde ¹	11	7	145 849	70 158	71 030 516	28 113 035	42.4	70 412 400	27 986 847	618 116	126 188
Indonésie	13	6	26 015	12 828	14 828 085	7 233 748	42.7	...	...	...	...
Iran	11	6	11 644	5 676	9 090 866	4 276 799	5.5	8 332 723	4 011 864	758 143	264 935
RDP Laos	11	6	768	378	288 443	118 218	0.8	284 424	116 897	4 019	1 321
Macao	12	6	47	23	39 201	19 681	93.3	36 723	18 544	2 478	1 137
Malaisie	12	7	3 136	1 525	2 205 426	1 128 390	5.8	2 073 915	1 074 273	131 511	54 117
Maldives	13	5	36	18	20 046	10 256	...	18 892	9 792	1 154	464
Myanmar	10	6	6 008	2 982	2 317 834**	1 119 416**	...	2 301 919	1 114 511	15 915**	4 905**
Népal	11	5	2 666	1 281	1 349 909**	553 012**	...	1 330 360	548 947	19 549**	4 065**
Pakistan	10	7	23 514	11 389	5 772 141*	2 244 887*	...	5 697 141*	2 227 887*	75 000*	17 000*
Philippines	12	4	6 969	3 417	5 386 434	2 764 728	22.7	5 386 434	2 764 728	.	.
Sri Lanka ²	10	8	2 960	1 457	2 135 075**	1 085 184**	...	2 110 075	1 075 184	...	...
Thaïlande	12	6	6 808	3 376	5 577 364	2 696 391	6.6	4 942 483	2 390 908	634 881	305 483
Timor-Leste	12	6	132	63	...	...	...	...	...	...	...
Viet Nam	11	7	12 406	6 126	8 321 194	3 920 745	...	8 120 969	3 812 960	200 225	107 785

1. Données de 1999/2000
2. Données de 1998/1999
5. Les indicateurs démographiques pour le Bhoutan n'apparaissent pas en raison d'incohérences entre les données sur la scolarisation et les données démographiques.

Enseignement secondaire													Pays ou territoire	
Taux brut de scolarisation (%)			Taux net de scolarisation (%)			Pourcentage de redoublants dans l'enseignement général			Personnel enseignant		Pourcentage d'enseignants certifiés			Nombre d'élèves par enseignant
Total	M	F	Total	M	F	Total	M	F	Total	F	Total	F		
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Afghanistan
46	45	47	43	42	44	5	5	5	269 237	36 394	...	...	38	Bangladesh
...	...	...	...	...	...	11	10	12	717	245	95	95	33	Bhoutan ⁵
82	80	85	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Brunéi Darussalam
19	24	13	17**	21**	12**	3	3	2	20 286	5 804	...	...	20	Cambodge
68	77	58	...	...	...	...	...	...	4 792 771	2 042 744	...	...	19	Chine
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	RPD Corée
49	57	40	...	...	...	4	4	4	2 112 548	723 857	...	...	34	Inde ¹
57	58	56	...	...	...	...	...	...	1 040 081	417 499	53**	...	14	Indonésie
78	81	75	...	...	...	8	11	4	...	...	...	...	...	Iran
38	44	31	30	33	27	2	3	1	12 686	5 139	96	97	23	RDP Laos
84	82	87	69	66	73	11	13	10	1 621	917	59	67	24	Macao
70	67	74	70	67	74	...	...	...	120 002**	74 376**	53**	...	18**	Malaisie
55	53	57	...	...	...	...	...	...	1 310	384	...	...	15	Maldives
39**	40**	38**	37**	38**	35**	3	3	3	75 272**	58 194**	...	...	31**	Myanmar
51**	58**	43**	...	...	...	9	8	9	45 655**	4 539**	...	...	30**	Népal
25*	29*	20*	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Pakistan
77	74	81	53	48	57	2	3	1	148 033	113 063	...	...	36	Philippines
72**	70**	74**	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Sri Lanka ²
82	84	80	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Thaïlande
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Timor-Leste
67	70	64	62	...	...	2	2**	1**	309 218	201 081	91	91	27	Viet Nam

ANNEXE 1

Tableaux statistiques

Tableau A4
Enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4) et enseignement supérieur (CITE 5 et 5), 2000/2001

Pays ou territoire	Enseignement postsecondaire non supérieur							
	Âge théorique d'entrée	Durée moyenne (années)	Population d'âge scolaire (000)		Étudiants inscrits		Taux bruts de scolarisation (%)	
			Total	F	Total	F	Total	M F
Afghanistan	.	.	.	.	.	.	.	.
Bangladesh	16	3	9 077	4 390	18 084	7 801	0.2	0.2 0.2
Bhoutan ⁵	17	2	88	43	2 616	932	...	
Brunéi Darussalam	19	1	6	3	...	...	...	
Cambodge	18	3	801	397	6 456	2 159	0.8	1.1 0.5
Chine	18	1	19 387	9 326	691 812	245 644	3.6	4.4 2.6
RPD Corée	16	2	730	357	...	...	...	
Inde ¹	18	3	56 627	27 167	382 579	68 825	0.7	1.1 0.3
Indonésie	.	.	.	.	.	.	.	.
Iran	17	1	1 832	901	413 610	251 409	22.6	17.4 27.9
RDP Laos	17	2	216	107	9 330	3 785	4.3	5.1 3.6
Macao	.	.	.	.	.	.	.	.
Malaisie	17	2	908	442	91 906	43 157	10.1	10.5 9.8
Maldives	18	2	13	6	545	282	4.4	4.2 4.5
Myanmar	.	.	.	.	.	.	.	.
Népal	.	.	.	.	.	.	.	.
Pakistan	15	1	3 168	1 534	...	...	...	
Philippines	16	2	3 294	1 617	286 316	115 159	8.7	10.2 7.1
Sri Lanka ²	.	.	.	.	.	.	.	.
Thaïlande	18	2	2 351	1 170	19 976	12 749	0.8	0.6 1.1
Timor-Leste	.	.	.	.	.	.	.	.
Viet Nam	.	.	.	.	.	.	.	.

1. Données de 1999/2000
2. Données de 1998/1999
5. Les indicateurs démographiques pour le Bhoutan n'apparaissent pas en raison d'incohérences entre les données sur la scolarisation et les données démographiques.

Enseignement supérieur															Pays ou territoire	
Population d'âge scolaire (000		Étudiants inscrits		Taux bruts de scolarisation (%)			Répartition des étudiants par niveau de la CITE			Pourcentage d'étudiantes par niveau de la CITE			Personnel enseignant			
Total	F	Total	F	Total	M	F	Niveau 5A	Niveau 5B	Niveau 6	Niveau 5A	Niveau 5B	Niveau 6	Total	F		% F
1 923	924	19 796	-	1	2	-	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Afghanistan
13 296	6 431	878 537	297 265	7	8	5	877 099	.	1 438	34	.	24	47 137	8 934	19	Bangladesh
199	98	1 837**	631**	...	...	...	432**	1 405**	.	32**	35**	.	164**	44**	27**	Bhoutan ⁵
26	13	3 984	2 580	15	10	20	2 160	1 824	.	65	65	.	483	163	34	Brunéi Darussalam
895	447	25 416	6 950	3	4	2	25 416	.	.	27	.	.	2 124	378	18	Cambodge
96 283	46 507	12 143 723	...	13	...	...	6 628 711	5 429 127	85 885	...	...	...	679 888	308 485	45	Chine
1 625	796	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	RPD Corée
89 658	42 985	9 404 460	3 552 026	10	13	8	9 274 687	74 754	55 019	38	34	36	399 023	147 525	37	Inde ¹
20 704	10 213	3 017 887	1 293 089	15	16	13	2 275 326	688 762	53 799	42	47	34	217 403	88 618	41	Indonésie
7 400	3 633	733 527	346 342	10	10	10	581 994	140 851	10 682	51	35	24	46 747	8 595	18	Iran
500	247	16 621	6 094	3	4	2	6 750	9 871	.	35	38	.	1 372	333	24	RDP Laos
27	13	13 996	6 236	52	56	48	11 389	2 548	59	39	72	29	939	339	36	Macao
1 950	957	549 205	280 078	28	27	29	279 847	263 960	5 398	56	46	42	20 473	7 797	38	Malaisie
27	13	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	Maldives
4 800	2 392	553 456	351 104**	12	8**	15**	549 671	2 600	1 185	64**	33	64*	10 522	7 374**	70**	Myanmar
2 234	1 073	103 290	20 658**	5	7**	2**	102 557	.	733	20**	.	20*	...	...	...	Népal
13 311	6 479	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Pakistan
7 793	3 830	2 432 002	...	31	...	...	2 188 067	232 623	11 312	...	...	...	93 956	...	...	Philippines
1 704	838	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Sri Lanka ²
5 941	2 977	2 095 694	1 102 962	35	33	37	1 634 365	458 089	3 240	53	51	51	...	...	...	Thaïlande
49	21	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	Timor-Leste
7 706	3 827	749 914	315 267	10	11	8	532 736**	199 415**	17 763**	51	19	32	32 977	12 434	38	Viet Nam

ANNEXE 1

Tableaux statistiques

Tableau A5
Dépenses publiques en éducation, 2000/2001

Pays ou territoire	Dépenses publiques en éducation			Répartition des dépenses publiques en éducation par niveau de la CITE (%)				
	En % du Produit Intérieur Brut	En % des dépenses totales de l'État	Dépenses ordinaires en % des dépenses totales	Niveaux 0 et 1	Niveaux 2 et 3	Niveau 4	Niveaux 5 et 6	Non réparties par niveau
Afghanistan	...	...	...	...	...	.	...	...
Bangladesh	2.5	15.7	61.7	46.7**	43.0**	0.2**	10.1	-
Bhoutan	5.2	12.9	67.6	.	...	...	...	-
Brunéi Darussalam	4.8	9.1**	98.3	...	...	...	...	-
Cambodge	1.9	10.1	89.7	65.2**	23.6**	6.2	4.9	-
Chine	...	...	...	...	...	...	...	...
RPD Corée	...	...	...	...	...	...	...	...
Inde ¹	4.1	12.7	98.0**	31.0	37.8	0.9	17.5	12.7
Indonésie	1.5	9.6	87.9**	38.3	38.8	.	22.9	-
Iran	4.4	20.4	90.8	26.7**	34.8	2.6	19.4	16.6
RDP Laos	2.3	8.8	52.7	47.3**	20.5**	12.5**	19.8**	-
Macao	3.6	13.9	...	37.8**	29.1**	.	33.1**	-
Malaisie	6.2	...	66.0**	28.1	34.5	3.0	32.1	2.3
Maldives	...	...	...	...	...	...	.	-
Myanmar	1.4	18.1**	66.5	46.6**	27.0**	.	26.4	-
Népal	3.7	14.1	74.6	60.0	24.6	.	11.9	3.4
Pakistan	1.8**	7.8**	...	...	...	...	...	-
Philippines	3.5	...	90.9**	60.6	21.8	1.8	13.8	2.0
Sri Lanka ²	3,1	...	75.4	...	...	.	...	...
Thaïlande	5.4	31.0	...	43.2	21.9	...	20.3	14.6
Timor-Leste	...	...	...	...	...	.	.	...
Viet Nam	...	...	...	...	...	.	...	-

1. Données de 1999/2000
2. Données de 1998/1999

Tableau A6
Données et indicateurs régionaux, 2000/2001

Région		Effectifs			Taux brut d'admission (%)					Taux brut de scolarisation (%)				Taux net de scolarisation (%)				Nombre d'enfants non scolarisés (000)			Personnel enseignant	
		Total (000)	% F	% ens. général	Nouveaux inscrits (000)	MF	M	F	IPS (F/M)	MF	M	F	IPS (F/M)	MF	M	F	IPS (F/M)	MF	M	F	MF	% F
Total régional	Primaire	357 109	46	.	73 191	111	115	106	0.92	104	108	99	0.92	87	83	83	0.92	45 931	17 982	27 949	13 147	50
	Secondaire	233 276	43	89	.	.	.	.	.	56	63	50	0.79	50	21	21	0.74	...	...	...	10 040	42
Asie de l'Est	Primaire	196 586	48	.	32 671	101	100	103	1.03	111	111	110	0.99	92	92	92	1.00	13 736	6 983	6 752	9 166	56
	Secondaire	132 407	43	83	.	.	.	.	.	66	73	60	0.82	...	...	...	...	...	...	...	6 820	45
Asie du Sud et de l'Ouest	Primaire	160 524	44	.	40 520	119	129	109	0.84	96	104	88	0.84	81	74	74	0.85	32 195	10 998	21 197	3 981	38
	Secondaire	100 870	41	98	.	.	.	.	.	47	53	40	0.76	...	...	...	...	...	...	...	3 220	35

ANNEXE 1

Tableaux statistiques

Tableau A7

Structure des systèmes d'enseignement selon la CITE97, 2000/2001

Pays ou territoire	Âges																	
	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18		
Afghanistan	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3		
Bangladesh	0	0	0	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	3	3			
Bhoutan		0	0	1	1	1	1	1	1	1	2	2	3	3				
Brunéi Darussalam	0	0	0	1	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3	3		
Cambodge	0	0	0	1	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3			
Chine	0	0	0	0	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3			
RPD Corée		0	0	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3					
Inde	0	0	0	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3	3			
Indonésie			0	0	1	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3		
Iran			0	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3				
RDP Laos	0	0	0	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3				
Macao	0	0	0	1	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3			
Malaisie		0	0	1	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3	3		
Maldives	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3			
Myanmar	0	0	1	1	1	1	1	2	2	2	2	3	3					
Népal	0	0	0	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3					
Pakistan	0	0	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3	3				
Philippines			0	1	1	1	1	1	1	2	2	2	3					
Sri Lanka		0	1	1	1	1	1	2	2	2	2	3	3	3	3			
Thaïlande	0	0	0	1	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3			
Timor-Leste		0	0	1	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	3			
Viet Nam	0	0	0	1	1	1	1	1	2	2	2	2	3	3	3			

- Éducation obligatoire
- CITE 0 (éducation préprimaire)
- CITE 1 (enseignement primaire)
- CITE 2 (premier cycle du secondaire)
- CITE 3 (deuxième cycle du secondaire)

Définitions des indicateurs

Taux de croissance annuel (moyen de la population). Croissance annuelle moyenne de la population pour la période 1995-2000, exprimée en pourcentage.

Taux brut d'admission au primaire. Rapport entre le nombre d'élèves inscrits pour la première fois en première année du primaire, quel que soit leur âge, et la population ayant l'âge officiel d'entrée pour le primaire, exprimé en pourcentage.

Dépenses publiques courantes par élève en pourcentage du PIB par habitant. Dépenses publiques courantes par élève (écolier ou étudiant) à chaque niveau d'enseignement par rapport au PIB par habitant.

Dépenses publiques courantes en éducation en pourcentage des dépenses publiques totales en éducation. Rapport entre les dépenses publiques courantes en éducation et les dépenses totales de l'État pour tous les secteurs (courantes et d'investissement).

Indice de parité entre les sexes. Rapport entre la valeur correspondant au sexe féminin et celle correspondant au sexe masculin pour un indicateur donné. Un IPS de 1 indique la parité entre les sexes, un IPS entre 0 et 1 dénote une disparité en faveur des garçons et un IPS supérieur à 1 montre une disparité en faveur des filles.

Taux brut de scolarisation. Nombre d'élèves inscrits à un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population du groupe d'âge officiel qui correspond à ce niveau d'enseignement.

Taux brut de scolarisation au niveau supérieur. Ensemble des inscrits dans l'enseignement supérieur, indépendamment de leur âge, exprimé en pourcentage de la population appartenant au groupe d'âge qui correspond aux cinq années suivant la fin du cycle secondaire.

PIB par habitant. Produit intérieur brut (PIB) en dollars courants des États-Unis divisé par le nombre total d'habitants d'un pays.

Taux de mortalité infantile. Nombre annuel de décès d'enfants âgés de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes au cours d'une année donnée.

Espérance de vie à la naissance. Nombre théorique d'années qui restent à vivre à un nouveau-né si le taux de mortalité par âge observé l'année de sa naissance reste constant. Il s'agit de la somme des taux de mortalité pour tous les âges. L'espérance de vie à la naissance présentée dans le présent rapport est celle de la période 1995-2000.

Taux (estimé) d'alphabétisme. Le rapport entre le nombre d'adultes sachant lire et écrire et l'ensemble de la population adulte âgée de 15 ans ou plus, exprimé en pourcentage. Une personne est considérée comme étant alphabète si elle sait lire et écrire, en le comprenant, un texte simple sur sa vie quotidienne.

Taux net de scolarisation. Rapport entre le nombre d'élèves du groupe d'âge correspondant officiellement à un niveau d'enseignement donné et la population totale de ce groupe d'âge, exprimé en pourcentage.

Glossaire

Éducation de base. Ensemble des différents programmes d'activités éducatives visant à répondre aux besoins éducatifs fondamentaux, tels que les définit la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous (Jomtien, Thaïlande, 1990). Elle comprend donc à la fois l'enseignement formel (primaire et parfois premier cycle du secondaire) et une vaste gamme d'activités éducatives non formelles et

informelles, publiques et privées, qui visent à répondre aux besoins d'apprentissage de groupes de personnes de tous âges.

Scolarisation obligatoire. Nombre d'années pendant lesquelles les enfants et les adolescents sont tenus par la loi de bénéficier d'un enseignement en milieu scolaire.

Durée d'études. Nombre d'années d'études d'un niveau d'enseignement donné.

Programmes de protection et d'éducation de la petite enfance. Programmes comprenant une gamme d'activités didactiques structurées et systématiques dans un établissement d'enseignement formel (préprimaire ou niveau 0 de la CITE) ou dans le cadre d'un programme non formel d'éveil de l'enfant. Les programmes de protection et d'éducation de la petite enfance s'adressent en règle générale aux enfants âgés de trois ans ou plus et comportent des activités didactiques structurées qui les occupent en moyenne l'équivalent d'au moins deux heures par jour et d'au moins cent jours par an.

Effectifs scolarisés. Nombre d'élèves inscrits à un niveau ou une année d'études, quel que soit leur âge.

Âge (théorique) d'admission. Âge auquel les élèves entameraient un programme donné ou une année d'études donnée en admettant qu'ils aient commencé leur scolarité à l'âge d'admission officiel au niveau d'études le plus bas, qu'ils aient étudié à plein temps tout au long de leur vie scolaire et qu'ils aient évolué dans le système scolaire sans redoubler ni sauter de classe. Il faut noter que l'âge d'admission théorique pour un programme ou un niveau donné peut être très différent de l'âge réel, voire de l'âge d'admission le plus fréquemment observé ou le plus courant.

Dépenses de l'éducation :

Dépenses publiques en éducation. Dépenses courantes et d'investissement consacrées à l'éducation par les administrations locales, régionales et nationales, y compris les municipalités. Les contributions des ménages en sont généralement exclues.

Dépenses courantes en éducation. Dépenses effectuées pour des biens et des services consommés dans l'année en cours et qui devraient être renouvelées, au besoin, l'année suivante. Elles comprennent la rémunération et les avantages connexes du personnel ; les services contractuels ou acquis ; les autres ressources, dont les livres et le matériel pédagogique ; les services sociaux et les autres dépenses courantes, telles que les fournitures et équipements, les réparations mineures, les carburants et combustibles, les télécommunications, les déplacements, les assurances et les loyers.

Dépenses d'investissement en éducation. Dépenses destinées à des biens durant plus d'un an. Elles comprennent les dépenses consacrées à la construction, à la rénovation et aux réparations importantes des bâtiments ainsi qu'à l'acquisition de gros équipements ou de véhicules.

Taux net d'admission au primaire. Rapport entre le nombre d'enfants ayant l'âge officiel requis pour commencer leur scolarité et qui sont admis comme nouveaux inscrits en première année de l'enseignement primaire et la population du même âge, exprimé en pourcentage.

Pourcentage d'une cohorte qui atteint la cinquième année ou taux de survie en cinquième année. Pourcentage d'une cohorte qui entame le cycle primaire et qui atteindra la cinquième année d'études.

Pourcentage de redoublants. Proportion d'élèves qui s'inscrivent dans la même année (ou niveau) d'études que l'année précédente, exprimée en pourcentage de l'ensemble des effectifs scolarisés dans l'année d'études considérée.

Pourcentage des enseignants formés ou certifiés pour enseigner conformément aux normes nationales. Rapport entre le nombre d'enseignants qui, ayant reçu la formation pédagogique organisée minimale (avant ou en cours d'emploi) exigée, sont habilités à enseigner dans un niveau donné, et le nombre total d'enseignants dans ce niveau d'enseignement, exprimé en pourcentage.

Dépenses publiques en éducation en pourcentage du PIB. Rapport entre les dépenses publiques courantes et d'investissement consacrées à l'éducation par les différents niveaux d'administration de l'État, c'est-à-dire les pouvoirs centraux, régionaux et locaux, et le produit intérieur brut, exprimé en pourcentage.

Dépenses publiques en éducation en pourcentage des dépenses totales de l'État. Rapport entre l'ensemble des dépenses consacrées à l'éducation par les différents niveaux d'administration de l'État, c'est-à-dire par les pouvoirs centraux, locaux et régionaux, et l'ensemble des dépenses publiques pour tous les secteurs confondus (dont la santé, l'éducation, les services sociaux, etc.).

Nombre d'élèves par enseignant. Nombre moyen d'élèves par enseignant dans un niveau d'enseignement donné et pour une année donnée. Dans le présent rapport, le nombre d'élèves par enseignant a été établi selon les dénombrements des enseignants et des élèves.

Taux de transition du primaire au secondaire. Rapport entre le nombre d'élèves inscrits, moins les redoublants, en première année du secondaire (programmes généraux seulement) une année donnée et le nombre d'élèves inscrits à la dernière année du primaire l'année précédente, exprimé en pourcentage.

Indice global de fécondité ou nombre moyen d'enfants par femme. Nombre théorique de naissances pour une femme durant sa période de fécondité en considérant les taux de fécondité aux différents âges comme constants. Il se calcule en faisant la somme des taux de fécondité spécifiques à chaque groupe d'âge pour toutes les femmes de 15 à 49 ans.

Espérance de vie scolaire. Nombre probable d'années qu'un enfant est appelé à passer dans le système scolaire et universitaire, y compris les années de redoublement. Il s'agit de la somme des taux de scolarisation aux différents âges dans l'enseignement primaire, secondaire, postsecondaire non supérieur et supérieur.

Domaines d'études au niveau supérieur :

Programmes généraux : programmes de base ; alphabétisation et apprentissage du calcul ; développement personnel.

Éducation : formation des enseignants et sciences de l'éducation ; évaluation pédagogique.

Lettres, sciences humaines et arts : lettres et sciences humaines ; religion et théologie ; beaux-arts et arts appliqués.

Sciences sociales, commerce et droit : sciences sociales et du comportement ; journalisme et information ; commerce et administration ; droit.

Sciences : sciences de la vie ; sciences physiques ; mathématiques ; statistiques et sciences informatiques.

Ingénierie, fabrication et construction : ingénierie et techniques apparentées ; fabrication et traitement ; architecture et bâtiment.

Agriculture : agriculture, foresterie et pêche ; sciences vétérinaires.

Santé et services sociaux : médecine et services de soins de santé ; services sociaux.

Services : services aux particuliers ; services de transport ; protection de l'environnement ; services de sécurité.

Autres (non spécifiés ou inconnus).

Produit intérieur brut (PIB). Somme de la valeur ajoutée brute des biens et des services produits dans un pays donné par l'ensemble des personnes qui y résident, y compris les services de distribution et de transport, plus toute taxe imposée sur les produits et services, moins toute subvention non comprise dans la valeur des produits.

Produit national brut (PNB). Somme de la valeur ajoutée brute des biens et des services produits dans un pays donné par l'ensemble des personnes qui y résident, y compris les services de distribution et de transport, plus toute taxe imposée sur les produits et services, moins toute subvention non comprise dans la valeur des produits, plus (ou moins) les paiements nets en provenance (ou en direction) de l'étranger. Selon que la balance des paiements de l'étranger et vers l'étranger est positif ou négatif, le PNB est supérieur ou inférieur au PIB.

Établissements :

Établissements privés. Établissements d'enseignement scolaire ou universitaire sous la direction et l'administration d'une institution non étatique (église, syndicat, entreprise commerciale ou autre type d'organisation non gouvernementale), qu'ils bénéficient ou non d'un soutien financier de la part de l'État.

Établissements publics. Établissements d'enseignement scolaire ou universitaire sous la tutelle et l'administration d'une autorité ou d'un organe étatique (au plan national ou fédéral, au plan d'un État ou d'une province ou au plan local), quelle que soit l'origine de leurs ressources financières.

Nouveaux inscrits. Élèves ou étudiants qui s'inscrivent pour la première fois dans un programme éducatif dans un niveau ou sous-niveau donné.

Orientation des programmes éducatifs (selon la CITE 97) :

Enseignement général. Enseignement principalement conçu pour amener les élèves à mieux comprendre une matière ou un groupe de matières, notamment, mais pas nécessairement, en vue de les préparer à poursuivre d'autres études (complémentaires) au même niveau ou à un niveau plus élevé. La réussite de ces programmes peut être ou non accompagnée d'un titre académique que les élèves pourront faire valoir sur le marché du travail. Ces programmes sont généralement dispensés

en milieu scolaire. Les programmes qui ont une orientation générale et qui ne sont pas spécialisés doivent être classés dans cette catégorie.

Enseignement préprofessionnel ou prétechnique. Enseignement principalement destiné à initier les participants au monde du travail et à les préparer à recevoir un enseignement professionnel ou technique. La réussite de ces programmes ne mène pas à un titre professionnel ou technique utilisable sur le marché du travail. Pour qu'un programme d'enseignement soit considéré préprofessionnel ou prétechnique, il faut que 25 % au moins de son contenu soit professionnel ou technique. Des données sur l'enseignement préprofessionnel ou prétechnique sont incluses dans les données sur l'enseignement professionnel et technique comprises dans le présent rapport.

Enseignement professionnel et technique. Enseignement principalement destiné à permettre aux participants d'acquérir les compétences pratiques, le savoir-faire et les connaissances qu'ils emploieront dans un métier, une profession ou un ensemble de professions ou de métiers. Les élèves qui réussissent ces programmes obtiennent un titre utilisable sur le marché du travail et reconnu par les instances compétentes du pays qui l'a décerné (par exemple, le ministère de l'Éducation, les associations d'employeurs, etc.).

Population non scolarisée. Enfants ou adolescents ayant l'âge scolaire officiel et qui ne sont pas inscrits dans un établissement scolaire.

Redoublants. Élèves inscrits dans la même classe pendant deux années successives ou plus.

Population d'âge scolaire. Population du groupe d'âge correspondant selon les normes officielles en vigueur à un niveau d'enseignement donné.

Abandon scolaire. Élèves qui abandonnent leurs études au cours d'une année scolaire donnée.

Enseignants :

Enseignants ou personnel enseignant. Personnes employées à plein temps ou à temps partiel au sein d'effectifs constitués dans le but de guider et de diriger le parcours didactique des écoliers et des étudiants, indépendamment de leurs qualifications et du mécanisme de transmission des connaissances (c'est-à-dire en face-à-face ou à distance). Cette définition exclut le personnel enseignant qui n'a pas de fonctions pédagogiques au moment considéré (par exemple, les directeurs ou les chefs d'établissements scolaires qui n'enseignent pas) et les personnes qui travaillent ponctuellement ou bénévolement dans des établissements d'enseignement (par exemple, les parents).

Enseignants certifiés. Enseignants qui ont reçu la formation pédagogique organisée minimale (avant ou en cours d'emploi) requise pour enseigner dans un niveau donné et dans un pays donné.

Enseignants à plein temps. Personnes chargées d'enseigner pendant un certain nombre d'heures de travail réglementairement considéré comme un plein temps dans un niveau d'enseignement donné.

Enseignants à temps partiel. Enseignants dont le volume d'heures de travail réglementaire est inférieur à celui qui est exigé des enseignants à plein temps.

Enseignement primaire universel (EPU). Scolarisation de tous les enfants en âge d'être scolarisés au primaire (taux net de scolarisation de 100 %).

ANNEXE 4

CITE 97

0 ÉDUCATION PRÉPRIMAIRE		Critères principaux
Première étape de l’instruction organisée, visant essentiellement à préparer les très jeunes enfants à un environnement de type scolaire.		Doit être dispensé dans une école ou dans un autre centre d'accueil, et être conçu pour répondre aux besoins d'apprentissage et de développement des enfants de 3 ans au moins. Le personnel enseignant doit être suffisamment formé (c.à.d. diplômé) pour dispenser un programme éducatif.
1 ENSEIGNEMENT DU 1 ^{ER} DEGRÉ (PRIMAIRE)		Critères principaux
Normalement conçu pour donner aux élèves un solide enseignement de base en lecture, écriture et mathématiques.		Début des études systématiques caractéristiques de l'enseignement primaire, notamment en lecture, écriture et mathématiques. Accès aux établissements ou aux programmes d'enseignement primaire créés à l'échelon national. Le début des activités de lecture ne constitue pas à lui seul un critère suffisant pour classer un programme d'enseignement au niveau 1 de la CITE.
2 ENSEIGNEMENT DU 1 ^{ER} CYCLE DU SECONDAIRE		Critères principaux
Le premier cycle de l'enseignement secondaire prolonge en général le programme de base du primaire, bien qu'il soit d'ordinaire plus axé sur les disciplines enseignées et suppose souvent l'intervention d'enseignants plus spécialisés qui donnent leurs cours dans leur domaine de spécialisation.		Au début du niveau 2, les programmes doivent être ceux dans lesquels l'enseignement commence à être plus monovalent (un enseignant par discipline) et pour lesquels on fait appel à des enseignants plus spécialisés qui dispensent leur domaine de spécialisation.
		Si ce point de transition dans l'organisation ne correspond pas à une coupure normale dans les systèmes éducatifs nationaux, il convient de subdiviser les programmes au stade où ceux-ci commencent à refléter ce changement d'organisation.
3 ENSEIGNEMENT DU 2 ^E CYCLE DU SECONDAIRE		Critères principaux
Phase finale de l'enseignement secondaire dans la plupart des pays. L'enseignement est souvent plus organisé par discipline qu'au niveau 2 et les enseignants doivent en général posséder un diplôme de niveau plus élevé ou plus spécialisé qu'au niveau 2.		La frontière séparant les premier et second cycles du secondaire dans les différents pays devrait être l'élément déterminant pour distinguer le niveau 2 du niveau 3.
		Pour accéder à ces programmes d'enseignement, il faut d'ordinaire avoir achevé une formation de niveau 2, ou une formation de base qui, conjuguée aux acquis de l'expérience vécue, démontre l'aptitude à maîtriser les disciplines enseignées au niveau 3 de la CITE.
4 ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE NON SUPÉRIEUR		Critères principaux
Ces programmes se trouvent à la limite entre le 2 ^e cycle du secondaire et le postsecondaire, même si, d'un point de vue national, ils peuvent clairement être rattachés soit à l'un, soit à l'autre de ces deux niveaux. Souvent ces programmes ne sont pas d'un niveau beaucoup plus avancé que ceux classés au niveau 3, mais ils permettent d'élargir les connaissances des participants qui ont déjà achevé une formation à ce niveau. Les élèves sont en général plus âgés que ceux des programmes de niveau 3. Durée des programmes : les programmes de niveau 4 durent en général entre 6 mois et 2 ans.		Les élèves accédant à des programmes de niveau 4 de la CITE ont en général achevé le niveau 3.
5 ENSEIGNEMENT DU 1 ^{ER} CYCLE DU SUPÉRIEUR		Critères de classification retenus pour le niveau et les sous-catégories (5A et 5B)
Les programmes de niveau 5 ont des contenus d'enseignement plus approfondis que ceux proposés aux niveaux 3 et 4.		L'accès à ces programmes exige normalement d'avoir terminé avec succès une formation de niveau 3A ou 3B, ou de posséder une qualification équivalente de niveau 4A.
CITE 5A : programmes fondés sur un enseignement largement théorique et axés sur l'acquisition de compétences suffisantes pour accéder à des programmes de recherche de haut niveau et à des professions exigeant de grandes qualifications.		1. Les programmes ont une durée théorique cumulée minimale (dans le supérieur) de 3 ans. 2. En général, les enseignants doivent être titulaires d'un diplôme de recherche de haut niveau. 3. La réalisation d'un projet de recherche ou la soutenance d'une thèse peut s'avérer nécessaire. 4. Les programmes assurent le niveau de formation requis pour accéder à une profession exigeant de grandes compétences ou à un programme de recherche de haut niveau.
CITE 5B : programmes ayant des contenus généralement plus pratiques et techniques, et une finalité professionnelle plus précise que ceux de niveau 5A.		1. Les programmes ont une orientation plus pratique et une finalité professionnelle plus précise que les programmes de niveau 5A et ne préparent pas les étudiants à accéder directement à des formations à la recherche de haut niveau. 2. Ils ont une durée minimale de 2 ans. 3. Leurs contenus sont en général conçus pour préparer les étudiants à intégrer une profession précise.
6 ENSEIGNEMENT DU 2 ^E CYCLE DU SUPÉRIEUR (CONDISUANT À UN DIPLÔME DE RECHERCHE APPROFONDIE)		
Ce niveau est réservé aux programmes du supérieur qui conduisent à l'obtention d'un diplôme de recherche de haut niveau. Les programmes sont consacrés à des études approfondies et à des travaux de recherche originaux.		1. Ce niveau exige la soutenance d'une thèse ou d'un mémoire publiable qui soit le produit de travaux de recherche originaux et représente une contribution appréciable à la connaissance. 2. Ne doit pas reposer uniquement sur le travail effectué en cours. 3. Prépare les étudiants à enseigner dans les établissements proposant des formations de niveau 5A et à faire de la recherche dans le secteur public et l'industrie.

Critères subsidiaires		Sous-catégories	
Le personnel enseignant doit être titulaire des diplômes correspondants ; mise en œuvre d'un programme ayant des contenus éducatifs.			
Critères subsidiaires			
Dans les pays où l'âge de scolarité obligatoire (ou au moins l'âge auquel la quasi-totalité des élèves commencent leur formation) est postérieur au début de l'étude systématique des disciplines mentionnées, c'est la première année de la scolarité obligatoire qui doit être utilisée pour déterminer la limite entre les niveaux 0 et 1 de la CITE.			
Critères subsidiaires	Débouchés auxquels le programme est censé préparer les élèves		Orientation du programme
En l'absence, toutefois, de coupure distincte marquant ce changement d'organisation, il convient de créer une subdivision artificielle dans les programmes après la 6 ^e année d'enseignement primaire pour marquer le passage du niveau 1 au niveau 2 de la CITE. Dans les pays où il n'y a pas de coupure dans le système entre les 1 ^{er} et 2 ^e cycles de l'enseignement secondaire, et dans ceux où le 1 ^{er} cycle dure plus de 3 ans, seules les 3 premières années qui suivent l'enseignement primaire doivent être comptées dans le 1 ^{er} cycle du secondaire.	A	Programmes conçus pour préparer les élèves à accéder directement au niveau 3 dans une filière pouvant déboucher ultérieurement sur l'enseignement supérieur, autrement dit à des formations classées aux niveaux 3A ou 3B de la CITE.	Générale Enseignement pas spécialement conçu pour préparer les participants à accéder à un groupe précis de professions ou de métiers, ou à des formations professionnelles/techniques plus poussées.
	B	Programmes conçus pour préparer les élèves à accéder directement au niveau 3C.	Professionnelle Enseignement préparant les participants, sans autre formation, à l'exercice de métiers spécifiques. Si achevé avec succès, est sanctionné par un diplôme professionnel utilisable sur le marché du travail.
	C	Programmes (dits parfois «finals») principalement conçus pour accéder directement au marché du travail à la fin de ce niveau.	
Programmes modulaires	Débouchés auxquels le programme est censé préparer les élèves		Orientation du programme
Pour obtenir un diplôme dans un programme modulaire, il faut associer des blocs d'enseignements, ou modules, pour en faire un programme répondant à des exigences précises. Un seul module, toutefois, peut n'avoir ni débouché précis dans le système éducatif ou sur le marché du travail ni orientation particulière.	A	CITE 3A : programmes de niveau 3 conçus pour permettre d'accéder directement au niveau 5A de la CITE.	Générale Enseignement pas spécialement conçu pour préparer les participants à accéder à un groupe précis de professions ou de métiers, ou à des formations professionnelles/techniques plus poussées.
	B	CITE 3B : programmes de niveau 3 conçus pour permettre d'accéder directement au niveau 5B de la CITE.	Professionnelle Enseignement préparant les participants, sans autre formation, à l'exercice de métiers spécifiques. Si achevé avec succès, est sanctionné par un diplôme professionnel utilisable sur le marché du travail.
	C	CITE 3C : programmes de niveau 3 qui, dans leur conception, ne conduisent pas directement au niveau 5A ou 5B. Par conséquent, ils débouchent directement sur le marché du travail, sur les programmes de niveau 4 ou d'autres programmes de niveau 3.	
Types de programmes pouvant faire partie du niveau 4	Débouchés auxquels le programme est censé préparer les élèves		Orientation du programme
Premier type : formations professionnelles courtes dont les contenus ne sont pas assimilés à un enseignement «supérieur» dans de nombreux pays ou les programmes qui ne répondent pas au critère de durée retenu pour le niveau 5B de la CITE – au moins 2 années. Ces programmes sont souvent conçus pour les élèves qui ont terminé le niveau 3, mais leur accès n'est pas nécessairement subordonné à la possession d'un diplôme de niveau 3. Second type : programmes affectés par les pays à l'enseignement du 2 ^e cycle, même si les élèves qui y accèdent ont en général déjà achevé un autre programme à ce niveau d'enseignement (deuxième cursus, par exemple).	A	Programmes de niveau 4 conçus pour donner directement accès au niveau 5A ou 5B de la CITE.	Générale Enseignement pas spécialement conçu pour préparer les participants à accéder à un groupe précis de professions ou de métiers, ou à des formations professionnelles/techniques plus poussées.
	B	Programmes de niveau 4 qui, dans leur conception, ne conduisent pas directement au niveau 5A ou 5B de la CITE. Ils débouchent directement sur le marché du travail ou sur d'autres formations de niveau 4.	Professionnelle Enseignement préparant les participants, sans autre formation, à l'exercice de métiers spécifiques. Si achevé avec succès, est sanctionné par un diplôme professionnel utilisable sur le marché du travail.
		Durée théorique cumulée des études du supérieur	Position dans la structure nationale de délivrance de titres et diplômes
	A	Catégories de durées : moins de 5 ans ; 5 ans ou plus.	A Catégories : premier diplôme ; deuxième diplôme ou +.
	B	Catégories de durées : aucune.	B Catégories : aucune.

Remerciements

Ce rapport régional s'appuie sur les données fournies par les pays dans le cadre de l'*Enquête 2000*. Nous voudrions profiter de cette occasion pour exprimer notre gratitude à tous ceux qui, dans chaque pays, ont pris le temps de répondre aux questionnaires de l'ISU et à nos demandes d'éclaircissements, ont participé aux ateliers régionaux de l'*Enquête 2000* et ont formulé des commentaires et des suggestions à propos de la présente publication. Nous aimerions également remercier les organisations internationales, en particulier les Divisions de la statistique et de la population des Nations Unies, la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et d'autres institutions spécialisées, qui ont fourni des informations et des statistiques complémentaires à celles réunies par l'ISU.

Ce rapport a été préparé par Anuja Singh et José Pessoa. Merci enfin à Michael Bruneforth, Simon Ellis, Camilla Gidlöf, Tin Nam Ho, Albert Motivans, Nyi Nyi Thaung and Ko-Chih Tung pour leur précieuse collaboration.